

le poing et la rose

10, rue de Solférino, 75007 Paris - Organe du Parti Socialiste - Mensuel N° 96 - Novembre 1981 - 6 F

Un parti bien vivant

On avait annoncé que le Congrès de Valence serait un congrès pour rien. Or, il a eu beaucoup de choses à dire. Parce qu'il fut plein des frémissements et des échos de la vie, ce fut un congrès de lutte. Parce qu'il a su exprimer notre volonté collective, ce fut le congrès de l'unité.

La coïncidence des dates a voulu qu'il se déroule en même temps qu'une bataille parlementaire spécialement âpre, celle des nationalisations, bataille politique sur un sujet clair et qui faisait bien le partage entre ceux qui veulent défendre les intérêts de certaines grandes puissances économiques, et ceux qui veulent faire ployer ces puissances au service de la collectivité.

Il semble décidément que nos adversaires ne s'habituent pas à ce qu'un parti, le nôtre, parvenu au pouvoir, applique son programme, rien que son programme, mais tout son programme. Comme on dit familièrement « Ils n'en reviennent pas ! »

A Valence, nous avions à réfléchir et à prévoir l'action en conséquence de notre réflexion. Avec le 10 mai, un basculement politique sans précédent s'est produit dans notre pays : beaucoup de nos points de repères familiers ont disparu ou se sont déplacés, les cibles de nos attaques d'hier donnent parfois l'impression de se dérober. Raison de plus pour garder notre sang-froid : la place des socialistes à l'Assemblée, la place des socialistes au gouvernement, la place des socialistes (du Parti en tant que tel) dans le pays sont trois choses distinctes bien qu'inséparables. Le Congrès a tiré les conséquences de cette situation.

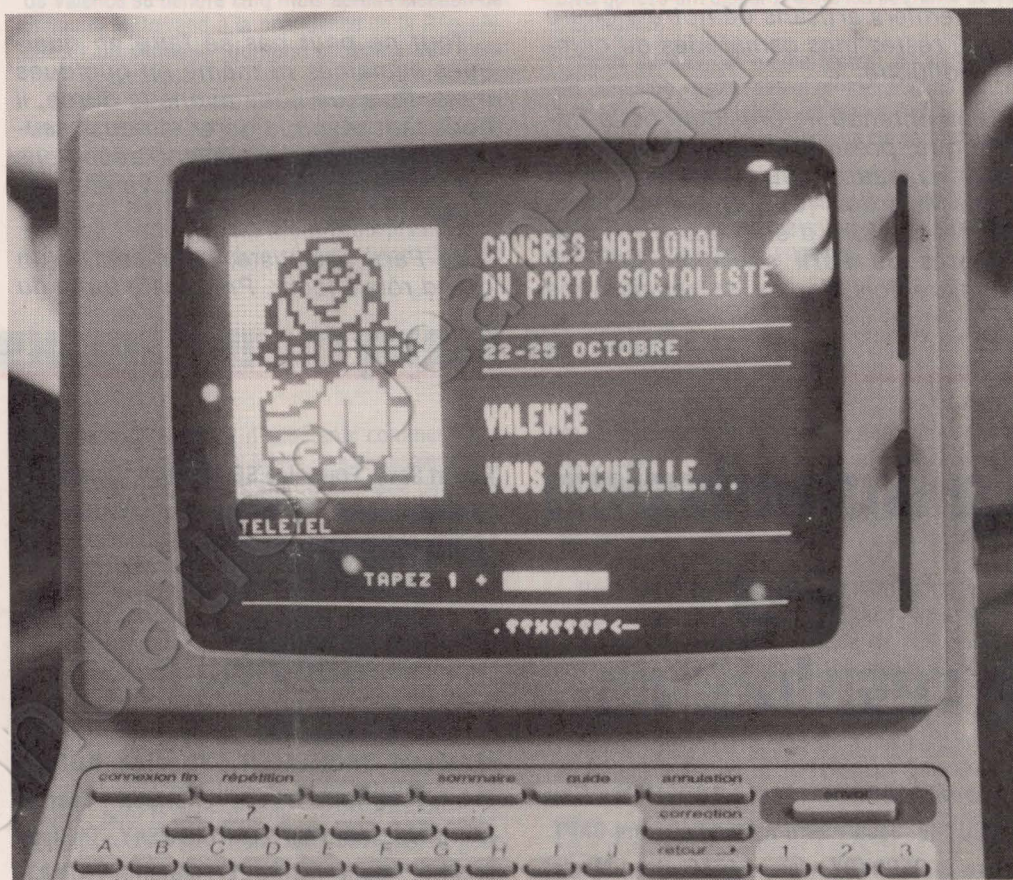
Le Parti se trouve aujourd'hui rassemblé sans majorité ni minorité. Il s'est doté, depuis lors, d'une direction élargie, d'un secrétariat national mieux étoffé. En me désignant de nouveau comme Premier secrétaire, je pense qu'il a voulu confirmer le maintien de la ligne qui était la nôtre lorsque nous préparions ensemble la victoire : c'est pour moi un honneur, un encouragement, mais aussi une obligation.

Il faut éviter que le Parti soit ou veuille être monolithique : nous voulons l'unité, nous savons que ce ne peut être seulement un unanimité de façade. Il fallait que le Congrès tranche sur ce point, et il a tranché.

Personne n'est bien sûr condamné à la solidarité. ... Celle-ci se choisit. Mais si nous nous mettons d'accord pour agir ensemble — il s'agit ici du Parti — c'est que nous nous « condamnons » à la solidarité pour deux ans, l'espace de temps qui sépare deux congrès.

Lionel JOSPIN

LE CONGRÈS DE VALENCE



SOMMAIRE

Message de François Mitterrand	(Page 2)
La Motion du Congrès	(Pages 2 à 14)
Le vote	(Page 15)
Les organismes centraux	(Pages 16-17)

Louis MERMAZ	(Page 21)
Pierre MAUROY	(Pages 22-24)
Laurent FABIUS	(Page 24)
Jean-Pierre CHEVENEMENT	(Page 25)
Michel ROCARD	(Page 27)
François LONCLE	(Page 27)
Jean PRONTEAU	(Page 28)
Lionel JOSPIN	(Pages 28-32)

INTERVENTIONS

Rodolphe PESCE	(Page 18)
Lucien DUPUIS	(Page 19)
Jean POPEREN	(Pages 19-20)
Paul QUILES	(Page 20)
Gaston DEFFERRE	(Page 21)

Associations et organisations	(Page 25)
Délégations étrangères	(Page 26)
APPEL AU PEUPLE DE FRANCE	(Page 32)

Photo AFP - Pascal Lebrun



Message de François Mitterrand au congrès

Chers Camarades,

Au moment où ce message vous sera lu, je serai à Cancun au Mexique dans une conférence consacrée aux relations Nord-Sud, pour faire entendre la voix de la France.

Je serai loin, et pourtant je voudrais vous dire combien je me sens proche de vous, réunis à Valence, qui avez été les premiers artisans de notre victoire et qui restez mes camarades du combat politique.

Bien entendu, le président de la République, président de tous les Français, ne saurait être l'homme d'un parti. Mais dois-je, pour autant, taire mon émotion d'être absent d'un Congrès du Parti socialiste pour la première fois depuis sa renaissance

en 1971 ? Je reste un des vôtres : candidat socialiste à l'élection présidentielle, je reste socialiste à la Présidence de la République. Si je ne suis plus parmi vous, dans le Parti, je reste avec vous, avec nos idées et nos espoirs.

Je comprends vos impatiences devant certaines lenteurs ou certaines résistances.

Tout ne peut pas se faire en quelques semaines ni même en quelques mois. Puisque nous avons la durée, il nous faut savoir la gérer et nous assurer que les pas en avant accomplis sont solides, avant que d'avancer encore.

Le Parti socialiste, pour cela, a un grand rôle à jouer. Principale force du

changement il doit être capable d'expliquer, d'éclairer les choix du gouvernement et de convaincre.

Mais il lui faut aussi transmettre au gouvernement le message qu'il reçoit des couches sociales où il a su plonger ses racines, dire leurs revendications, leurs craintes, leurs espoirs.

Il doit enfin mobiliser les masses populaires pour qu'elles prennent toute leur place dans l'action et ne laissent pas le changement aux seules mains d'une nouvelle classe dirigeante.

Avec à sa tête Lionel Jospin, dont les qualités et le travail forcent le respect de tous, le Parti socialiste saura, j'en suis sûr, relever le défi que lui lance l'exercice du pouvoir. C'est en tout cas une des conditions essentielles de notre succès commun.

La commission des résolutions

Lionel JOSPIN. Jean POPEREN. Guy ALLOUCHE. Jean-Pierre AUBERT. Gérard BAPT. Pierre BEREGOVY. Jean BESSE. Jean-Marcel BICHAT. Pierre BRANA. Pierre CARASSUS. Robert CHAPUIS. Annette CHEPY. Michel COFFINEAU. Marcel DEBARGE. Bertrand DELANOE. Gérard DELFAU. Bernard DEROSIER. Jean-Louis DIEU. Claude DUPONT. Yves DURAND. Roger FAJARDIE. Michel DE LA FOURNIERE. Gérard FUCHS. André GARNIER. Françoise GASPARD. Claude GERMON. André GIRARD. Pierre GUIDONI. Alain HAUTECŒUR. Pierre JOXE. André LAIGNEL. Françoise LAURANT. Marie-Noëlle LIENEMANN. Charles-E. LOO. Louis MERMAZ. Christiane MORA. Didier MOTCHANE. Véronique NEIERTZ. Arthur NOTEBART. Daniel PERCHERON. Michel PEZET. Jacques PIETTE. Christian PIERRET. Bernard POIGNANT. Gilbert POMMIER. Jean PRONTEAU. Paul QUILES. Georges SARRE.

2 - NOVEMBRE 1981

Robert Savy. Françoise SELIGMANN. Dominique TADDEI. Eugène TEISSEIRE. Anne TREGOUET. Michel VERNUS. Yves VIDAL.

Suppléants

Monique BACHELIER. Yannick BODIN. Martine BURON. Denise CACHEUX. Laurent CATHALA. Jean-Paul ELANTKOWSKY. Philippe FARINE. Alain FAUQUET. Bernard FRIMAT. Jean-François GRANDBASTIEN. André GUERARD. Michel GUYOT. Yves LEBAS. Micheline LEVCHIN. Fred MOUTET. Félix PROTO. Jacques SCHOR. Daniel VAILLANT.

Quitus national

Le quitus national, sur la demande de la direction, a été voté par mandats. Les résultats sont les suivants :

- Mandats : 6 133.
- Pour : 5 930 (96,69 %).
- Contre : 50 (0,82 %).
- Abstention : 135 (2,20 %).
- N.P.P.A.V. : 18 (0,29 %).

CONTENTIEUX

Après l'adoption du rapport de Jean Pronteau et l'approbation (à l'unanimité moins trois abstentions) du texte définitif de la motion d'orientation générale, le Congrès a adopté, sur le rapport de Jean Poperen, un certain nombre de décisions concernant divers contentieux.

- réintégration de quatre camarades de l'Hérault exclus en 1977-78 (unanimité) ;
- réintégration d'un camarade des Alpes-de-Haute-Provence (unanimité) ;
- proposition au groupe parlementaire d'accepter l'adhésion (comme apparenté) de François Patriat, député de la Côte-d'Or (unanimité) ;
- décision de soumettre le cas de Jean Giovanelli, député du Morbihan, au Bureau exécutif, après une rencontre de l'intéressé avec Lionel Jospin et une période de régularisation, en vue de proposer son apparentement au groupe parlementaire (unanimité moins trois abstentions).



Pour le socialisme, réussir le changement

Introduction

Il y a deux ans et demi, au début de 1979, nous préparions le Congrès de Metz; nous voici aujourd'hui à quelques semaines du Congrès de Valence. Il s'agissait, il s'agit toujours de définir les orientations politiques du Parti socialiste pour deux ans et pour mettre en œuvre ces orientations, d'élire une direction, c'est-à-dire un Comité directeur (131 hommes et femmes) qui élit à son tour, en son sein, un Bureau exécutif et un Secrétariat chargés de prendre les décisions entre chaque Comité directeur.

Le Congrès, c'est d'abord le débat pour qu'ensuite soient arrêtées les décisions. De ce point de vue, pas de changement : la tradition démocratique se poursuit.

Mais quelle modification dans la situation politique et combien l'atmosphère a changé entre les deux Congrès ! Celui de Metz se tenait quelques mois après les élections législatives de 1978. Celui de Valence se tiendra cinq mois après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République et un véritable triomphe socialiste aux élections législatives.

Celui de Metz donna lieu à un débat âpre, sur la base de contributions très tranchées, au milieu de polémiques souvent portées à l'extérieur et de véritables campagnes de presse. Ce qui était en question — et François Mitterrand lui-même l'écrivit à l'époque — c'était la clarté des choix politiques et la victoire d'une stratégie sur une autre. Celui de

Valence s'amorce dans une atmosphère d'unité et, malgré quelques difficultés, de réelle cohésion extérieure. C'est positif et à certains égards, logique. Si les motifs de désaccord n'existent plus, si les divergences ont disparu, alors les courants doivent disparaître.

Nous savons, en même temps, qu'il n'y a pas de cohésion réelle, pas d'efficacité dans l'action sans, d'abord, des choix politiques nets; c'est autour de ces choix qu'a été construite cette motion.

Ceux qui l'ont signée demandent au Parti de leur donner mandat de rassembler toutes les forces socialistes dans la grande entreprise politique où la France est maintenant engagée.

I. Réflexions sur un passé récent

L'éclat de la victoire est encore en nous. Pour la première fois depuis l'élection du président de la République au suffrage universel, la France a un président socialiste. Pour la première fois dans son histoire, le Parti socialiste dépasse les 30 % des suffrages exprimés (37 % en réalité) lors d'une élection nationale et devient sans contestation le premier parti de France. Pour la première fois dans l'histoire parlementaire, le Parti socialiste a la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Pour la première fois enfin, la France a un gouvernement d'Union de la gauche avec la participation des communistes. Le monde du travail se sent représenté au gouvernement, reconnu dans le pays... C'est pourquoi, au lendemain de cette éclatante victoire, il est sans doute bon d'opérer un retour en arrière vers les débats obscurs, les attitudes opiniâtres, les tentations refusées, les choix difficiles de la période antérieure. On y trouvera, croyons-nous, les raisons de la victoire.

plan électoral. L'afflux d'adhérents commençait à se tarir. Les querelles internes s'aiguïsaient, les rivalités de personnes s'affirmaient. Une partie de l'opinion, déçue en mars 1978, désorientée par les divisions de la Gauche, découragée par la querelle qu'allumait contre nous la direction du Parti communiste, se démobilisait. Dans les médias, dans l'intelligentsia, autour de nous et parfois chez nous, les vagues du pessimisme, les modes critiques du Parti et de la Gauche fleurissaient.

Face à ces difficultés, face aux nombreuses incertitudes de l'époque, une majorité de militants socialistes a voté, à l'occasion du Congrès de Metz, pour le maintien du choix stratégique de l'union, pour la poursuite de l'ancrage à gauche de notre parti dans ses orientations politiques et pour le maintien à la tête du Parti socialiste de François Mitterrand.

Ces options, choisies par les militants, ont guidé la réflexion, les propositions et la pratique du Parti. Combattus avec acharnement par la droite, attaqués par la direction du Parti communiste, les socialistes ont dû avant tout résister.

les fermetures d'écoles et de classes, pour le droit au logement. Nous avons été présents, avec les associations, sur le terrain des libertés : brimades contre les magistrats, loi Sécurité et Liberté, atteintes aux Droits de l'Homme au plan international.

Résister à la direction du Parti communiste, c'était rester nous-mêmes et repousser fermement les attaques injustes. La clarté de nos positions intérieures (propositions économiques et sociales sans démagogie, mais positives pour les travailleurs) et extérieures (même conception du nouvel internationalisme en Amérique du Sud ou à propos de l'Afghanistan ou de la Pologne) était une première réponse. Nous avons aussi répondu par des actes. Alors que le Parti communiste tentait de nous interdire de participer à la défense des travailleurs, notre présence dans les entreprises et à l'occasion de luttes sociales, comme par exemple à Manufrance, a témoigné de la ténacité et du courage des militants. De même, à l'automne 1979, l'initiative lancée par François Mitterrand à Anglet aura permis au Parti de faire la démonstration de sa fidélité à l'union, de tester à la base les réactions des militants communistes, de systématiser les rencontres avec les organisations syndicales et associatives.

Si l'attitude de notre Parti dans cette période nous paraît si déterminante, c'est que nous pensons que pour faire sauter les verrous dans cette situation bloquée, il fallait gagner d'abord la bataille de notre crédibilité politique au sein du peuple de Gauche.

1. — A l'extérieur, la réussite du « tenir bon »

La motion finale du Congrès de Metz proposait de « tenir bon ». En effet, au lendemain de la défaite électorale de mars 1978, le Parti socialiste a connu un très vaste débat au cours duquel la question de la continuité de sa ligne politique a été mise en cause.

a) La période du doute

Cette grande force politique, qui n'avait connu que des progrès depuis son renouveau à Epinay en 1971, connaissait ses premières stagnations au

b) La résistance, à droite et à gauche

Résister à la droite, c'était poursuivre une opposition sans concession, une critique permanente des positions sociales, politiques, internationales du gouvernement de l'époque. C'était aussi proposer nos propres solutions et agir. Nous l'avons fait dans les entreprises avec les travailleurs : face aux opérations de restructuration industrielle, contre les licenciements, contre les atteintes aux libertés syndicales. Nous avons lutté aussi, dans les villages et dans les quartiers, avec la population, contre les fermetures de lignes S.N.C.F., contre

c) La préparation des présidentielles

La même motivation nous a conduits, au moment de l'élaboration du projet socialiste : refus de la fatalité, de l'adaptation aux modes, du renon-



cement; analyses d'ensemble de la situation nationale et internationale, propositions concrètes au pays.

Et puis l'échéance présidentielle a rythmé la vie du Parti. Durant cette période, en dépit des sondages et des pressions extérieures, nous avons voulu prendre notre temps pour bien apprécier la situation politique et les conditions de la bataille électorale à droite et à gauche. C'est pourquoi nous avons refusé une accélération du calendrier de désignation de notre candidat. Alors qu'on nous pressait de toute part, le sang-froid des socialistes et tout particulièrement celui de François Mitterrand a été précieux. Pour avoir, le moment venu, une chance de l'emporter, il ne fallait pas se tromper dans la préparation de l'échéance.

Les difficultés n'ont pourtant pas manqué. Ainsi, le 1^{er} mars 1980, la délibération du Comité directeur concernant l'éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale après l'élection d'un président de la République socialiste a soulevé d'âpres discussions. Certains soutenaient que l'annonce anticipée de nouvelles élections dans la foulée des présidentielles constituerait un handicap. La direction du Parti a tranché en estimant qu'il serait impossible à un président socialiste de faire passer sa politique avec l'ancienne majorité de droite à l'Assemblée nationale. Nous voulions éviter toute ambiguïté. En outre, l'intuition politique nous faisait pressentir qu'une victoire aux présidentielles permettrait une victoire plus ample encore aux législatives. La suite a montré l'importance de la décision qui fut prise ce jour-là!

Durant la campagne législative qui a suivi, les digues se sont rompues. Un puissant courant national a porté nos candidats, concrétisant soudain ce travail patient de propositions, de présence, accompli dans les années précédentes sur le terrain. Les succès locaux engrangés depuis des années, et dont, ici et là, on minimisait l'intérêt, ont contribué à cette victoire. Avoir formé tous ces militants, ces responsables, ces candidats, ces élus, c'est sans doute la plus grande réussite du Parti. Et aujourd'hui, sa richesse.

2. — Pour le parti, des engagements presque tous tenus

La motion finale du Congrès de Metz, faisait d'importantes propositions pour développer le Parti et améliorer son implantation. Ces propositions ont été appliquées et les engagements tenus et même dépassés, sauf dans un domaine.

- L'accession des femmes aux postes de responsabilités fut accrue grâce à la volonté du secteur Lutte des femmes, appuyée par la direction nationale tout entière. L'élection européenne, puis les élections législatives (18 femmes élues) ont permis des progrès, malgré les réticences qui subsistent, dans trop de fédérations, à désigner une femme comme candidat.

- Les finances du Parti, en dépit d'une conjoncture difficile, ont été gérées efficacement. Grâce à nos élus nationaux, la promesse d'une péréquation financière entre les fédérations a été tenue. Ainsi, même les fédérations les plus défavorisées disposent de moyens minima (permanents, locaux...). Cette décentralisation concrète a été l'un des facteurs du succès. L'effort accompli sera amplifié à l'avenir. Enfin, nous avons pu financer de façon correcte la campagne présidentielle tout en dotant le Parti d'un siège digne de lui.

- L'Ecole du socialisme a été créée afin de permettre aux militants et en priorité aux cadres fédéraux de participer à des stages approfondis pris financièrement en charge.

- Concernant les entreprises, les objectifs prioritaires définis à Metz ont été atteints puis dépassés : multiplication des G.S.E. et des sections d'entreprise, affirmation du P.S. dans beaucoup d'entreprises comme défenseur des intérêts des travailleurs, acquis historique de l'accord du 23 juin 1981, avec le P.C.F. où celui-ci souscrit à la solidarité d'action avec le P.S. dans l'entreprise.

- Le Parti s'est mobilisé autour de thèmes prioritaires, tant au niveau de la réflexion que de l'action. Une série de brochures et d'ouvrages fait état de ces travaux à la suite de colloques, de conférences nationales et de conventions. Enfin, étant le

seul Parti qui ait osé et tenu cette gageure de dire ce que nous ferions une fois au pouvoir, nous avons élaboré le Projet socialiste puis le Manifeste du candidat aux élections présidentielles.

- La création d'un quotidien du Parti a été tentée. Notre objectif n'était pas de lancer une « feuille électorale » mais de faire vivre un vrai quotidien.

Le 20 septembre 1980, le Comité directeur approuvait le rapport de la direction du Parti qui proposait un projet dont l'équilibre financier reposait sur un seuil de 20 000 abonnements et de 10 000 ventes au numéro.

Le 7 janvier 1981, 10 000 abonnements ayant été comptabilisés, le Bureau exécutif décidait la sortie du journal en rappelant que l'expérience serait poursuivie dans l'unique hypothèse où « Combat socialiste » parviendrait à s'autofinancer.

Pendant six mois, un outil supplémentaire d'information a été mis au service de tout le Parti et lancé dans l'opinion.

Mais au lendemain des législatives nous avons dû constater qu'avec 16 500 abonnements, l'auto-financement n'était pas réalisé.

Il a sans doute manqué, pour réussir, le soutien effectif de l'ensemble du Parti et l'on peut déplorer que la campagne d'abonnements n'ait pas reçu plus d'écho de la part d'un grand nombre de militants, de certaines fédérations et de trop d'élus. Force est de constater que le journal n'a pas su, dans une période politique qui était pourtant très porteuse, prendre véritablement son essor.

« Combat socialiste » n'ayant pas assuré son indépendance financière et le déficit qui se développait risquant de mettre en péril les finances du Parti, la Direction nationale a décidé d'arrêter la parution du quotidien. Les militants doivent savoir que la trésorerie du Parti assume d'ores et déjà une charge financière considérable pour solder l'opération et que tous les efforts sont faits pour aider au reclassement du personnel. Une réflexion est enreprise pour déterminer comment assurer le mieux possible l'expression par voie de presse du Parti socialiste.

Ce qui importe maintenant, c'est de savoir comment va se développer notre politique dans les conditions nouvelles.

II. Conditions politiques du changement

Nous définissons notre politique de transformation de la société actuelle comme une **rupture par étapes, démocratique** (c'est-à-dire se réalisant par la volonté majoritaire du peuple) et **unitaire**. Les trois termes sont solidaires : il est possible, aujourd'hui, de transformer notre société par étapes, parce qu'en fait **aujourd'hui**, la majorité du peuple s'engage pour ce changement. Et cette possibilité elle-même résulte du nouveau rapport des forces sociales, de leur nouvelle structure, de la situation de plus en plus majoritaire du front de classe.

Le premier temps de notre stratégie, c'était la conquête du pouvoir politique. C'est fait. Ce n'est que la porte déverrouillée sur le changement ;

mais il n'y avait rien de possible tant que cette porte était bloquée.

Et compte tenu du type de pouvoir politique que les classes dirigeantes d'alors avaient substitué en 1958 à la démocratie parlementaire classique pour assurer leur domination, compte tenu de l'ampleur des victoires électorales que nous avons remportées depuis 1976 aux divers échelons de la représentation politique, nous nous trouvons aujourd'hui, en France, devant cette situation sans précédent et sans autre exemple dans le monde : un Parti socialiste démocratique disposant d'un pouvoir politique central fort et d'un puissant réseau de pouvoirs politiques locaux, et en même temps animé d'une volonté de changements pro-

fonds, qu'il a définis lui-même comme un processus de rupture avec l'ordre actuel, et non comme un simple aménagement.

Nous voici donc devant la tâche exaltante et redoutable de créer ce précédent, de réussir cette grande première : engager pratiquement un grand pays industriellement avancé et de tradition démocratique dans la voie de la démocratie socialiste.

Et cela définit le sens, la fonction historique de la nouvelle étape où nous sommes entrés en mai-juin : après l'étape de la conquête du pouvoir politique celle de l'utilisation de ce pouvoir pour une avancée vers le socialisme.

Dans quel contexte la Gauche engage-t-elle ce processus ?



1) Une situation de crise

Explosion du chômage, forte inflation, baisse du volume des investissements, régression du pouvoir d'achat, difficultés de la balance commerciale, tensions monétaires : la crise n'est pas un vain mot. Elle existe avec son lot de souffrances et de désespoir.

La crise n'est pas un incident conjoncturel provoqué par les interventions de producteurs de matières premières, la mauvaise appréciation de quelques dirigeants ou l'évolution de certains conflits, elle est structurelle. Elle plonge ses racines au cœur même du capitalisme, là où se concrétise et s'organise l'exploitation de la force de travail.

Le chômage ne surgit pas d'une malédiction démographique ou naturelle. Il résulte de la logique du fonctionnement même du système capitaliste : la recherche essentielle du profit maximum.

Cette profondeur de la crise trouve son illustration dans l'échec du fameux slogan selon lequel « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain ».

La reconstitution des profits en France, par la compression du pouvoir d'achat et la multiplication des aides de toutes sortes, n'a empêché ni le recul de l'investissement ni la multiplication des chômeurs. La crise apparaît également dans l'échec des politiques néo-libérales. Certes, l'Amérique de Reagan, grâce à sa puissance et en entraînant avec elle les pays européens, parvient apparemment à se maintenir, mais la Grande-Bretagne se trouve aujourd'hui au pied du mur et la R.F.A. aussi, dans une autre mesure.

Cette crise paraît ainsi liée à deux éléments fondamentaux : la baisse des taux de profit et le durcissement des contradictions inter-capitalistes sur lesquelles nous reviendrons.

L'histoire du capitalisme restera probablement comme celle de sa lutte permanente contre la baisse du taux de profit, tant il est vrai qu'il y va du pouvoir même de la classe dominante, car les bénéfices d'une entreprise rapportés aux capitaux engagés pour les produire tendent à diminuer.

Deux raisons expliquent ce mouvement. D'un côté, les travailleurs résistent à l'exploitation, organisent leur défense et ils tentent d'obtenir des salaires leur permettant un niveau de vie décent dans le cadre socio-culturel prévalant. Dès lors, le partage de la valeur ajoutée se trouve modifié en leur faveur et la part revenant aux profits réduite. D'un autre côté, la masse des capitaux engagés rapportée à la masse salariale, tend à croître en longue période sous le coup du progrès technique. Les deux mouvements ne sont pas cependant totalement indépendants. En effet, les luttes des travailleurs impulsent une réaction de la part de la classe dominante qui va recourir au progrès technique (nouvelles machines, nouvelles organisations du travail...) pour briser leur résistance et tenter de réduire leur rôle dans la sphère de production.

La baisse des taux de profits ne s'analyse donc pas comme le résultat d'une évolution purement arithmétique de deux grandeurs comptables, mais elle est la traduction économique des luttes de classe qui se nouent au cœur même du capitalisme et en constituent le tissu.

2) Les conditions du changement

Le nouveau pouvoir bénéficie au niveau des institutions nationales et locales d'un rapport de force très favorable. Il a de larges soutiens populaires. Il peut aussi tirer profit de l'échec de la politique de l'ancien régime, du souhait d'une majorité de Français de dépasser un système socio-économique en bout de course.

D'autres éléments plus structurels, qui touchent aux formes prises par le capitalisme français depuis plusieurs décennies, doivent faciliter la transition au socialisme. La nouvelle révolution scientifique et technique, le poids accru des salariés dans la population active, la mutation qualitative de la force de travail (accroissement des titulaires de hauts diplômes et allongement des études, notamment pour les femmes), la concentration urbaine et l'industrialisation de régions nouvelles font surgir de nouvelles aspirations et de nouvelles exigences que la société capitaliste est incapable de satisfaire.

C'est, en particulier, sur le lieu des entreprises que s'expriment ces aspirations. C'est aussi dans les entreprises que se mène directement la lutte des classes et c'est là, notamment, que se gagnera la bataille politique.

La volonté de participer aux décisions dans toutes les sphères de la société (dans et hors la production), de donner un pouvoir réel aux élus, d'obtenir une meilleure répartition des fruits de la croissance et un juste partage des responsabilités, l'exigence d'une redéfinition des formes de travail (travail à la chaîne, travail posté...), de l'espace social (urbanisme, transports, loisirs...), de la culture et du temps libre, demeurent insatisfaits pour de larges couches de la population.

3) Les difficultés de la transition

On ne peut faire une politique socialiste avec des managers soi-disant « libéraux » qui n'imaginent pas d'autre avenir pour l'économie française qu'une fuite en avant continue dans la multinationalisation, comme si ce n'était pas cette logique-là, poursuivie depuis vingt ans bientôt, qui avait abouti à plonger le pays dans la crise qu'il connaît aujourd'hui.

La révolution industrielle en cours, en effet, s'accompagne d'une concurrence économique accrue au niveau international. La France ne pourra mener à bien la transition vers le socialisme que si elle maîtrise les progrès économiques et technologiques, aussi bien, sinon mieux, que les autres pays. Elle doit pour cela combiner un effort de recherche accru, une stratégie industrielle indépendante assise sur un secteur public élargi, une planification démocratique permettant de maîtriser les forces du marché et débouchant sur une reprise rapide des investissements.

Le redressement économique indispensable pour mener à bien cette transition se heurte aux politiques économiques libérales égoïstes, menées par certains pays industrialisés dominants. Une alliance renforcée avec les pays européens et un développement des relations entre la France et les pays non alignés sont indispensables pour tenter d'infléchir ces politiques.

Pour éviter que les nouveaux moyens techniques mis à la disposition de l'homme par le progrès scientifique ne deviennent de nouveaux moyens d'oppression ou de parcellisation du travail, notre politique doit nécessairement assurer le développement des droits des travailleurs et des citoyens. Dans cette optique l'élargissement du secteur public doit éviter l'écueil de l'étatisation et une véritable décentralisation doit être mise en place rapidement.

La rupture avec le capitalisme ne doit pas seulement transformer le fonctionnement économique et politique de la société française. Elle ne sera effective que si se produit dans le même temps une transformation profonde des modes de pensée... Celle-ci doit être favorisée par une action culturelle et sociale puissante combinée avec la décentralisation.

Cette action culturelle ne peut être menée que dans le respect d'autrui et la croyance dans l'homme. Une telle attitude, plus nécessaire encore pour un parti de gouvernement, suppose un nouvel approfondissement de la notion de laïcité, liée à l'apprentissage des responsabilités, la recherche du dialogue, le refus de toutes les formes de racisme et de discrimination, la conviction que l'éducation initiale à l'école mais aussi la formation continue, sont l'un des moyens privilégiés de libération des individus, et donc de transformation de la société. Autant de valeurs qui guideront les socialistes dans leur rupture avec le capitalisme.

4) Le changement par « une révolution tranquille »

Ainsi, le pouvoir politique, pour l'essentiel, c'est nous. Le pouvoir économique, pour l'essentiel, ce sont les secteurs dominants du capitalisme bancaire et monopoliste industriel. Entre ces deux pouvoirs y aura-t-il choc ou compromis ?

Puisque nous avons choisi de transformer graduellement ce système économique, cela veut dire que nous allons chercher une situation de com-



promis qui consacrera d'importants changements et qui naturellement sera plus favorable aux forces de transformation sociale, sera un progrès pour le monde du travail. Ce compromis sera la traduction pratique du **contrat** que nous avons passé avec le peuple français, sur la base des engagements pris par le candidat à la présidence de la République et, par le Parti socialiste, à l'occasion des campagnes électorales de mai et juin 1981.

Réussirons-nous ce compromis ? Réussirons-nous le changement par la « révolution tranquille » ?

Car c'est bien de cela, c'est bien d'un changement révolutionnaire qu'il s'agit, dès lors que nous entreprenons de modifier au fond les rapports entre les hommes et les rapports entre les hommes et les choses. Et nous le voulons « tranquille », c'est-à-dire sans violence. Pour ce qui dépend de nous — mais cela ne dépend pas que de nous — il en sera ainsi. Nous préférons le compromis à la guerre.

Nous entrons dans une période mouvante : le « compromis » ne sera pas un acte juridique passé devant notaire, mais la résultante d'une multitude de décisions, dont chacune aura apporté une modification ponctuelle à ce qui existait jusque là.

Sur chacun de ces points, et sous des modalités diverses, il y aura confrontation entre les forces du changement et les forces de conservation. Cette mobilité, cette luxuriance d'initiatives, cette multiplication des points de confrontation qui, dans un certain nombre de cas, nécessairement, seront des occasions de chocs, d'affrontements, c'est cela le processus de changement, l'accomplissement même de ce que nous entreprenons.

Le « compromis » auquel nous aboutirons consacrera une nouvelle « situation de pouvoir », caractérisée par un certain nombre de transformations structurelles, en même temps que par des modifications quantitatives au bénéfice des producteurs.

Mais, même « tranquille », le changement révolutionnaire, c'est la lutte. Ce n'est pas une simple série de mesures « administratives ». Il n'y a pas de changement véritable qui s'opère seulement par décret, seulement par le haut.

Il faut comprendre les rapports dialectiques entre le pouvoir politique, les forces populaires favorables au changement, et les forces, qui entendent contrarier celui-ci et, si possible, le faire échouer, avec les moyens dont elles disposent, essentiellement les secteurs dominants de l'économie capitaliste, et, en relation avec eux, la techno-structure, ainsi qu'une grande partie des moyens d'information et de formation de l'opinion.

S'il est vrai que la conquête du pouvoir politique — pour décisive qu'elle soit au départ — n'est pas la fin de la lutte des classes et n'est pas « l'arme absolue », il serait dangereux de s'abandonner à la facilité du tête-à-tête entre le pouvoir et les forces hostiles au changement : concrètement, dans les conditions actuelles, le tête à tête entre le pouvoir politique de gauche et la droite, sans l'intervention des forces populaires et de leurs organisations qui ont assuré la mise en place du nouveau pouvoir, serait malsain.

Pour tout pouvoir, l'isolement est funeste et, à terme, mortel : on l'a bien vu avec le pouvoir giscardien. Mais il serait plus funeste encore pour un pouvoir de gauche ; et cela non seulement parce que le pouvoir de gauche tient son existence même du dynamisme de la volonté populaire, mais parce qu'il n'a pas, lui, pour simple fonction d'exister, de gérer, de maintenir ce qui est — à quoi longtemps suffit le seul fait d'être en place —. Il a pour mission de changer, de transformer ; pour vaincre l'inévitable, la logique résistance de « ce qui est » — des structures, des habitudes —, il n'est pas trop de l'addition de la dynamique des institutions et de celle du mouvement populaire.

5) Un nouveau rapport de forces entre le pouvoir politique et le pouvoir économique

Il doit être clair que les multiples confrontations « ponctuelles » se développent à l'intérieur d'une confrontation générale. Et les secteurs dominants de l'économie capitaliste peuvent actuellement faire le calcul qu'en cédant du terrain, en faisant des concessions sur de multiples confrontations « ponctuelles », ils gagnent du temps et se préparent ainsi pour le moment où ils pourront remettre en jeu toute la mise.

À l'heure actuelle et comme on pourrait le prévoir, il apparaît que les responsables des secteurs économiques dominants ne sont pas unanimes devant la nouvelle situation politique de la France : certains sont tentés par la politique du pire ; le plus grand nombre paraît plutôt s'orienter vers une tactique de manœuvre, visant à obtenir un compromis au meilleur prix possible, même si c'est avec l'arrière-pensée, en gagnant du temps, de préparer un retournement de situation.

Mais leur marge de manœuvre « en retrait », suivant cette classique tactique — « céder du terrain pour gagner du temps » — est étroite. Car tout résultat ponctuel détermine une nouvelle amélioration du rapport de forces en faveur du nouveau pouvoir politique et limite, dans la confrontation générale, la capacité de résistance des principaux détenteurs du pouvoir économique traditionnel.

C'est ainsi que, sur certains mûles de résistance, ils ne peuvent lâcher sans dommage, c'est-à-dire sans affaiblir dangereusement leur capacité de tenir l'ensemble.

L'exemple le plus concret, le plus démonstratif à cet égard, est sans doute celui des nationalisations.

Les nationalisations, en particulier celles du crédit, sont conçues pour donner au pouvoir politique nouveau des moyens nouveaux, économiques, techniques, pour gagner la bataille générale.

Et ce n'est sans doute pas par hasard que la presse de la bourgeoisie a engagé la campagne contre les nationalisations.

6) Lutter contre l'insécurité de l'emploi

Pour nous, il s'agit de lever l'insécurité de l'emploi. Trois sortes de mesures doivent en particulier y concourir : la réforme des contrats à durée déterminée, des mesures devant permettre la disparition des entreprises de travail temporaire (dont la fonction assainie sera progressivement confiée à un service de l'A.N.P.E.) ; enfin le développement du rôle des comités d'entreprises dans la politique d'emploi et plus généralement dans la stratégie de l'entreprise.

Il s'agira donc de favoriser l'expression des travailleurs dans les entreprises : dans le secteur public, les conseils d'atelier seront développés, ainsi que la mise en place dans les entreprises nationalisables de structures provisoires de discussion pour ces réformes. Dans le secteur privé, les heures d'informations syndicales devront être prises en charge par les entreprises : l'implantation syndicale sera généralisée dans les P.M.I., notamment par le biais de structures syndicales inter-entreprises et certaines dispositions du Code de sous-traitance. Par ailleurs, le droit de résidence et de travail en France des immigrés établis depuis un certain temps leur sera reconnu sous certaines conditions.

C'est la réussite des réformes-clés dans les structures de l'économie et du travail — les nationalisations, bien sûr, mais aussi la durée du travail, la place des travailleurs dans la vie de l'entreprise — qui contribueront à nous faire gagner la confrontation d'ensemble.

Tout le monde sait sur quoi se jouera cette confrontation : sur le redémarrage de la machine économique, sur le reflux du chômage sans débordement inflationniste, c'est-à-dire, sur la capacité du pouvoir de gauche à surmonter la crise ou du moins dans un premier temps, à en limiter les conséquences.

Il ne faut pas dire : « nous ferons les réformes de base **malgré** la crise, malgré les contraintes de la bataille économique ». Nous sommes dans une situation où nous **devons** faire les transformations de structures **pour** surmonter la crise.

Directeur politique : Lionel Jospin

Rédacteurs en chef :

Paul Quilès - Françoise Seligmann

Secrétariat de rédaction :

Mario de Ambris - Jean-Pierre Moulins

Administration : Société Editrice -

S.a.r.l. « Le Poing et la Rose »

12, cité Malesherbes, 75009 Paris

N° C.P.P.P. 53 321

Comité de rédaction :

Collaboration permanente des **secrétaires nationaux**

Imprimerie L'Avenir Graphique

Z.I. Torcy-Sud

77200 Torcy - Tél. : 005-92-05



III. Du Projet socialiste à la mise en œuvre du changement

1) L'action

Le changement a été engagé à un rythme soutenu sur plusieurs points essentiels comme en témoignent les mesures prises par le gouvernement et votées par la majorité de gauche au Parlement depuis juin (mesures immédiates de solidarité, suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, amnistie d'une ampleur sans précédent, adoption des titres consacrés aux communes et aux départements de la loi de décentralisation, engagement des négociations sur la durée du travail).

Le programme d'action du gouvernement socialiste, pour les prochains mois, montre que le rythme du changement ne se ralentira pas.

Seront menés de front :

- le redressement économique avec la loi de finances et le plan de deux ans ainsi que les nationalisations, instruments indispensables pour la mise en œuvre d'une politique industrielle et financière de lutte contre le chômage et de réorientation de l'appareil productif ;
- la lutte contre les inégalités à travers la mise en place de la réforme fiscale et des mesures sociales de la loi de finances et le resserrement de l'éventail des revenus, mais surtout par la mobilisation de l'ensemble des forces du pays contre l'inégalité fondamentale que constitue le chômage ;
- la réforme foncière, par la création d'offices fonciers dont la compétence serait supérieure aux actuelles SAFER ;
- une réorganisation des marchés des produits agricoles, par la création d'offices par produits dont l'un des principaux objectifs sera de garantir les prix en fonction des quantités produites par exploitation et par travailleur ;
- une réforme en profondeur de l'enseignement agricole qui serait progressivement intégré à l'Education nationale renouvelée.

Ces objectifs trouvent leur cohérence dans le Projet socialiste pour l'Agriculture, résultant de la Convention nationale sur l'Agriculture du 28 février 1980.

- la réforme de la répartition des pouvoirs qui touche les responsabilités respectives de l'Etat et des collectivités territoriales et les droits à l'information et à l'expression des salariés à l'intérieur des entreprises ;

- la réorganisation de la société avec l'abolition de la peine de mort, l'abrogation de la loi « Sécurité et Liberté », la réforme de l'accès à l'information, la transformation du statut des travailleurs immigrés ;

- le débat démocratique sur la politique énergétique qui aura lieu après que tous les éléments nécessaires à une appréciation de fond par l'Assemblée nationale et l'opinion publique auront été réunis.

Ces orientations s'intègrent totalement à celles définies dans le projet socialiste.

a) la lutte contre le chômage

Le refus de réguler le système économique par la crise et la baisse d'activité font de la lutte contre le chômage la **priorité des priorités** de l'action gouvernementale. La relance économique s'accompagnera immédiatement de la création d'emplois, mais elle sera limitée s'il y a hausse des prix intérieurs et déséquilibre des échanges extérieurs. La lutte contre le chômage et ses réductions exige la conjonction de plusieurs mesures structurelles :

- la réduction de la durée du travail et une amélioration des horaires de travail allant dans le sens d'un progrès pour le monde du travail qui permettront un partage élargi du travail ;
- l'abaissement de l'âge de la retraite (accompagné d'une réglementation des cumuls salaires-retraites) qui, tout en harmonisant les situations des travailleurs manuels et des autres salariés, dégagera des postes de travail pour les jeunes ;
- la nationalisation des secteurs-clés de l'industrie et du crédit, qui ne saurait se réduire à des prises de participation majoritaires, fournira les moyens de mener une politique industrielle hardie de reconquête du marché intérieur et d'élargissement des exportations. Elle contribuera à compléter la relance économique : celle-ci dépend de la reprise des investissements comme de l'accroissement de la demande des ménages ;
- l'augmentation importante de l'effort de recherche et de développement technologique qui constituera les bases d'une croissance économique plus indépendante et mieux maîtrisée ;
- le soutien et l'élargissement du secteur coopératif et mutualiste créateur d'emplois.

Ces cinq éléments produiront leurs effets à moyen terme ; à court terme, l'utilisation des finances publiques, soit pour la création directe d'emplois, soit pour le financement d'un abaissement du coût marginal du travail, entraînera un ralentissement, puis un premier recul du chômage.

De même, une lutte sévère contre les pratiques abusives en matière de hausse des prix empêchera une remise en cause par l'inflation des acquis de la politique économique et sociale. Il ne faut pas accepter que se rétablissent, par le jeu des augmentations différenciées des revenus et des prix, les inégalités sociales que la politique gouvernementale vise au contraire à réduire. Chacun comprend que l'efficacité à terme de notre lutte contre le chômage et la hausse des prix est décisive pour la réussite de notre politique dans tous les domaines.

b) Décentralisation

(Droits des travailleurs et des citoyens)

La modification de la répartition des pouvoirs engagée par la loi de décentralisation doit être complète : accorder davantage de droits et libertés aux collectivités locales ne suffit pas. Les principes posés par la loi sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions doivent être rapidement mis en pratique : la définition claire de la **répartition des compétences** entre l'Etat et les collectivités locales, mais aussi entre celles-ci, doit intervenir au plus tôt. De même, les nouvelles responsabilités des collectivités territoriales doivent s'accompagner du transfert des ressources financières correspondant. C'est seulement dans ces conditions qu'il y aura rupture avec l'ordre centralisateur ancien.

Les difficultés économiques auxquelles la France est confrontée justifient que, outre la décentralisation qui augmentera les responsabilités des citoyens, les droits des travailleurs dans les entreprises soient accrus. Ainsi la connaissance de l'évolution de la stratégie et de la situation de chaque entreprise est indispensable dans des périodes de mutation de l'appareil productif. La liberté d'expression syndicale et politique et ses garanties constituent également des objectifs à atteindre le plus vite possible, afin de mobiliser les couches sociales dans la lutte pour la défense de l'emploi et du potentiel économique du pays.

La transformation progressive de la société engagée depuis le 21 mai 1981 a surtout porté jusqu'alors sur les points les plus critiquables de l'organisation judiciaire (Cour de sûreté de l'Etat, peine de mort, loi « Sécurité et Liberté », statut des travailleurs étrangers). Elle doit se poursuivre dans tous les domaines de la vie sociale.



c) Politique énergétique

Le débat sur l'énergie sera l'occasion d'aller plus avant dans la réflexion sur l'organisation d'une société décentralisée. La décision d'organiser ce débat est conforme à la promesse de François Mitterrand pendant la campagne présidentielle; elle tranche avec le mépris affiché pendant le dernier septennat par les gouvernements qui se sont efforcés d'imposer sans la moindre concertation une politique énergétique fondée sur le « tout nucléaire ».

Les socialistes ont toujours souligné l'importance de la question de l'énergie, particulièrement depuis les hausses brutales du prix du pétrole qui ont amené les pays fortement consommateurs à remettre en cause leurs politiques énergétiques. Les choix en matière d'énergie ne peuvent être isolés de considérations aussi essentielles pour les socialistes que l'indépendance nationale, le mode de développement, la sauvegarde de l'environnement ou encore l'amélioration des conditions de vie et de travail. C'est la raison pour laquelle nous avons refusé de limiter le débat sur l'énergie à un affrontement entre partisans et adversaires de l'énergie nucléaire. Ainsi, lors de l'élaboration du projet socialiste, les militants ont pu débattre de plusieurs options et définir par un vote la politique énergétique du P.S.

Cette politique, précisée en janvier 1981 dans un texte adopté à l'unanimité par le Bureau Exécutif, a été infléchie au cours du débat à l'Assemblée nationale les 6 et 7 octobre 1981, afin d'assurer une marge de sécurité pour notre approvisionnement énergétique des prochaines années, étant donné les orientations unilatérales prises par le précédent gouvernement.

Au vu des économies d'énergie effectivement réalisées, du développement des énergies nouvelles et du taux de croissance économique effectivement constatés, de nouveaux équilibres devront être recherchés dans la perspective de la plus large diversification des sources d'énergie nationale, de la sécurité et de l'adaptation aux besoins.

Il est souhaitable que le débat se poursuive dans le pays, après le vote du Parlement, dans des formes qui permettront d'associer les régions à la définition des nouvelles orientations.

Les socialistes, pour leur part, devront veiller au cours des discussions à ce que les propositions du gouvernement ouvrent bien la voie à une nouvelle politique fondée sur l'examen des besoins en énergie de la collectivité, les problèmes de sécurité, l'adaptation des énergies aux besoins, la diversification des sources.

d) Information et nouvelles techniques

L'information, en particulier la radio et la télévision, devrait être organisée de façon à ce que le débat présente un caractère pluraliste et contradictoire.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui en ce qui concerne la presse, à l'évidence influencée massivement par la droite. Quant à l'information audiovisuelle, les changements entrepris n'ont pas en-

core permis d'assurer l'objectivité de l'information. Mais, surtout, une place plus importante devrait être assurée à la réalité sociale et politique du monde du travail et à ses problèmes quotidiens.

Enfin, les débats sur le statut de l'audiovisuel et sur les nouvelles technologies, comme la télématique, fourniront aux socialistes l'occasion d'illustrer leur conception nouvelle de la démocratie : la combinaison d'un service public affermi et de l'exercice de responsabilités accrues à l'intérieur de ce service public.

e) une nouvelle citoyenneté dans les D.O.M.

La victoire du 10 mai a été accueillie Outre-Mer comme le terme de plus de vingt années de pratiques néo-colonialistes.

Afin de réaliser une « nouvelle citoyenneté », un certain nombre de principes doivent être réaffirmés :

- rendre le pouvoir aux citoyens :

tout doit être mis en œuvre pour que se concrétise dans les D.O.M., comme en métropole, une large décentralisation dans le cadre des institutions de la République, tenant compte des spécificités locales.

- assurer un véritable développement économique et culturel :

la planification démocratique prenant en compte dans un projet d'ensemble les réalités et les besoins locaux, tant sur le plan agricole, industriel que touristique, doit remplacer les interventions sectorielles et fragmentaires pratiquées jusque là.

Un projet économique pour les D.O.M. doit naturellement s'accompagner d'un véritable projet culturel tenant compte des spécificités linguistiques et ethniques. Il s'agira en particulier d'en tenir compte au moment du débat sur la réforme de l'audiovisuel.

- Pour que la Parti socialiste soit une réalité vivante dans les D.O.M. :

Les échéances à venir, comme la résolution des problèmes immédiats, exigent que dans les D.O.M., le Parti fasse entendre sa voix avec clarté et responsabilité. Cela suppose :

a) qu'il doit être clairement affirmé que, au plan local, la Fédération est le seul correspondant du Parti et que les droits et les devoirs des Fédérations des D.O.M. sont les mêmes que ceux des Fédérations de Métropole.

b) qu'un effort de formation particulier soit entrepris afin de préparer l'ensemble des militants socialistes des D.O.M. aux exigences des nouvelles formes du combat politique.

- Pour une commission D.O.M. véritablement représentative

Cette commission ne peut valablement débattre que si elle reflète bien les réalités des fédérations concernées. Cela signifie que doivent y siéger des représentants dûment mandatés de ces fédérations aux côtés d'élus issus de ces départements.

Cette commission devra pouvoir se réunir à date fixe avec tous ses membres, ce qui implique qu'elle dispose de moyens réels de fonctionnement.

2) Parti et gouvernement : l'échange et la solidarité

La conquête du pouvoir politique pourrait amener le Parti socialiste à s'en remettre, dans ces différents domaines, au fonctionnement des institutions et organismes où il est représenté majoritairement.

Le Parti doit, en réalité, avoir avec le gouvernement des rapports fondés sur l'échange et la solidarité.

Le Parti continuera de développer ses propres analyses à court, moyen et long termes, d'approfondir sa réflexion sur la transition au socialisme, de prendre des initiatives politiques, de multiplier ses contacts en France et à l'étranger. Il jouera ainsi un rôle d'aiguillon vis-à-vis des pouvoirs.

Le gouvernement a la responsabilité de mener, sous le contrôle de la représentation nationale, une politique conforme aux grandes orientations proposées par le Président de la République et approuvées par le peuple.

Le groupe parlementaire, sous l'autorité du Parti, a pour tâche d'élaborer les grandes réformes pour lesquelles les parlementaires socialistes ont été élus, d'assurer le contrôle de l'action gouvernementale, d'expliquer et de défendre celle-ci auprès de l'opinion publique.

Le groupe parlementaire est maître de la tactique à adopter dans les débats et les travaux des assemblées; mais la concordance entre ses initiatives et les travaux et résolutions du Parti socialiste est nécessaire, le dernier mot revenant à la direction du Parti en cas de difficulté.

A cette fin, le congrès mandate le Comité directeur pour établir, en liaison avec le Groupe parlementaire, les modalités et le calendrier d'élaboration des principales réformes.

Les rapports entre le Parti et le gouvernement doivent être fondés également sur une solidarité réciproque. Le Parti est notamment l'un des relais essentiels de la politique gouvernementale auprès de l'opinion publique, grâce à ses contacts avec les citoyens, les partis étrangers et les mouvements de libération nationaux. Le Parti a une tâche essentielle d'explication théorique et idéologique de la voie choisie pour rompre graduellement avec le capitalisme; par ses explications, il facilite la mise en application et le succès des mesures prises par le Gouvernement. Par exemple, il contribue à la lutte contre le chômage par son action dans les entreprises et, dans le cadre de la décentralisation, par l'intermédiaire des élus socialistes dans les mairies, les conseils généraux et régionaux.

Parallèlement, le gouvernement, comme il l'a fait depuis le 21 mai, permet, grâce à une pratique correcte des institutions républicaines, au droit d'initiative politique, notamment au niveau du Parlement, de s'exercer.



3) Des freins possibles

Le Parti socialiste doit également poursuivre son effort d'analyse des perspectives à moyen et long termes de la société française. A partir des premiers acquis de la Gauche au pouvoir, le Parti doit s'interroger sur les moyens de lutter contre les freins à la transformation de la société française, notamment dans les domaines suivants :

a) Le comportement de certains chefs d'entreprise

La majorité des Français constituant le front de classe soutient la politique de transition au socialisme ; mais il est aussi nécessaire de convaincre certains chefs d'entreprise que leur appui à la politique du gouvernement, en concourant au redressement économique, social et international de la France, facilitera la solution de leurs propres problèmes. Un grand nombre d'entreprises ont été les victimes des crises provoquées par le capitalisme international. Les nationalisations, notamment celle du crédit, donneront aux petites et moyennes entreprises les marges de manœuvre que leur refusaient les monopoles privés. De même, la décentralisation, en rapprochant la décision d'emploi des fonds publics du bénéficiaire, en accroîtra l'efficacité.

b) Les rouages de l'Etat

Le maintien au pouvoir pendant près d'un quart de siècle des mêmes partis a progressivement transformé certaines sphères de l'administration en exécutants d'une certaine politique. L'action gouvernementale ne pourra être pleinement efficace sans un renouvellement des méthodes et une adhésion pleine et entière des cadres de la fonction publique aux objectifs politiques et économiques démocratiquement choisis par la nation.

C'est l'appareil de formation des cadres de la Fonction publique et des entreprises nationalisées qui doit être réformé pour assurer la promotion de responsables issus des classes sociales jusqu'alors écartées du pouvoir, et des personnels qui ne fassent pas de la technique leur seul critère de jugement.

4) Des secteurs sensibles

a) Le rôle des femmes

La rupture avec le capitalisme nécessite la transformation de l'organisation et du contrôle de la production, la transformation aussi des relations développées entre les êtres dans une société à la fois capitaliste et patriarcale. Mais cette notion de production doit être élargie à l'organisation actuelle de la famille et au système de travail qui

distingue entre travail féminin et travail masculin. Toute rupture avec le capitalisme soulève le problème du conditionnement culturel de la femme, donc de l'homme, de l'éducation des enfants, de la structure des lieux que nous habitons, de la structure de notre société, de notre sexualité, de la nature de notre travail.

Face à ce défi, les femmes socialistes peuvent avoir deux types de réaction : ou bien, par souci d'unité dans le parti, elles renoncent à une prise de conscience spécifique et nient la servitude de la femme. Ou bien elles acceptent de dissocier la libération de la femme des autres mouvements de libération en partant seules à la conquête de leur liberté, en ignorant délibérément que l'homme aussi est opprimé.

L'inefficacité d'un socialisme défini par l'homme seul est aussi évidente que celle d'une prise de conscience dont l'unique objectif serait la libération de la femme. Dans les deux cas l'entreprise resterait prisonnière de sa spécificité.

Essayer de saisir, de reconnaître, de faire comprendre les efforts effectués dans le passé pour sortir de cette impasse (quotas, convention nationale, élections, formation, campagne I.V.G., emploi des femmes, projet socialiste, Manifeste de Créteil) fera partie des tâches théoriques et pratiques à accomplir dans le Parti. La traduction concrète par le nouveau gouvernement des options défendues pendant la campagne présidentielle concernant les droits des femmes serait aussi révolutionnaire que la mise en place de la décentralisation.

b) La marginalisation de la jeunesse

Dans l'ensemble du monde développé, les trente dernières années ont vu s'affirmer la jeunesse en tant que catégorie sociale. Dans leur grande masse, en effet, les jeunes présentent un certain nombre de traits culturels et d'attitudes communes, dus à un statut social intermédiaire entre leur dépendance d'origine et l'indépendance permise par une complète insertion dans la vie professionnelle et familiale. Au-delà des clivages de classe qui la traversent, la jeunesse a donc tendance à adopter des comportements communs par rapport aux diverses institutions sociales (armée, école, famille...).

Il s'en suit une certaine marginalisation, accrue par les insuffisances criantes du système de formation, le chômage massif des jeunes et les diverses formes de récupération idéologique mises au point par les classes dominantes de naguère, pour éliminer les jeunes du débat politique.

Les socialistes ne peuvent se satisfaire d'une telle situation. Il n'est pas possible qu'un nombre croissant de jeunes se sentent étrangers dans leur propre pays ; il est urgent de réconcilier la jeunesse avec la nation et avec les institutions que celle-ci s'est données, le cas échéant en modifiant notablement ces dernières.

Les engagements pris devant le pays et concernant la réforme du service national, son aménagement et la réduction de sa durée, devront être tenus. Un intense effort de réflexion, d'expérimentation et d'action devra être conduit sur ce point.

c) L'éducation et les mutations culturelles

La transition vers une société socialiste faite de femmes et d'hommes responsables nécessite un renouvellement profond du système d'éducation. La construction d'une école accueillante à tous les jeunes du pays, quelle que soit leur origine sociale, culturelle, philosophique ou religieuse, implique une volonté politique mais aussi, sur le terrain, l'action des militants socialistes : une des conditions de la réussite est d'édifier, par la négociation, dans un esprit de tolérance, un grand service public unifié et laïque de l'Education nationale, garantissant à tous le droit à la différence.

Lutter contre les inégalités et l'échec scolaire, former l'Homme et le Citoyen, assurer la formation professionnelle, bref, permettre de promouvoir une gestion décentralisée et démocratique, tels sont les objectifs que le Parti socialiste s'est fixés et qui sont explicités dans le plan socialiste pour l'Education nationale.

Les moyens de transmission de l'information, d'interaction entre l'information et l'informé vont se développer considérablement avec les progrès de la télématique ; les modes culturels traditionnels s'en trouveront inadaptés. Cette inadaption renforce le risque d'une utilisation dévoyée des nouveaux moyens de diffusion culturelle : uniformisation des modes de pensée, transmission d'un modèle culturel en contradiction avec les objectifs mêmes du socialisme, car fondé sur la seule consommation des biens matériels et sur une conception parcellisée de l'homme.

Une action culturelle puissante, développée également sur les lieux de travail, entre autres par les moyens de la formation continue et de l'éducation permanente, doit créer les conditions de la maîtrise par l'homme de ses nouveaux moyens d'information : la décentralisation fournit les bases logistiques de cette action ; l'accroissement du temps libre, lié à la réduction de la durée du travail, permet à l'homme de reconsidérer ses rapports avec le travail, de rechercher un équilibre entre l'ensemble de ses activités et, ainsi, de développer toutes ses possibilités.

d) La place des travailleurs immigrés

La situation actuelle des travailleurs immigrés en France, telle qu'elle nous a été léguée par le régime ancien, constitue d'abord une véritable atteinte aux Droits de l'Homme.

L'exploitation sociale dont ils sont l'objet rejailit sur l'ensemble de la société française en dévalorisant certains emplois, en facilitant le maintien de niveaux de salaires inadmissibles, en suscitant des réactions de ségrégation urbaine génératrices d'affrontements.

La rupture avec le capitalisme ne sera effective que si les travailleurs immigrés trouvent en France la place qui revient aux membres d'une communauté démocratique. Au-delà de l'application des textes préparés par le gouvernement et visant à faire disparaître de la réglementation française les discriminations touchant les travailleurs immigrés, le Parti socialiste a un rôle prépondérant à jouer pour expliquer aux Français la nécessité de les accueillir dans le respect du droit à la différence.



IV. Pour un nouvel internationalisme

Le développement de la crise mondiale est le trait dominant de l'environnement international et en marque tous les aspects. Cette crise n'est pas seulement économique mais aussi sociale, politique et culturelle.

Pour les socialistes, les crises ont forcément un caractère ambivalent et témoignent notamment des contradictions qui remettent en cause les équilibres apparents sur lesquels se fondent les conservatismes et les oppressions. Certes, la crise porte en elle ses drames immédiats qu'il convient de ne jamais sous-estimer, puisqu'il sont déjà mortels dans certaines parties du monde (famines, génocides, répressions, interventions militaires violentes) et pourraient le devenir pour l'humanité entière. Il n'en reste pas moins qu'elle fournit le terrain fertile où s'enracinent les pousses de l'avenir.

De ce point de vue la vocation du Parti socialiste à découvrir et à emprunter les voies d'un nouvel internationalisme doit, au même titre que l'Union de la gauche, le front de classe et l'autogestion, marquer son identité, sa complète originalité dans la pensée et l'action politique.

Le fil conducteur de notre politique étrangère, c'est la volonté de prendre et de soutenir toutes les initiatives susceptibles de libérer progressivement notre pays et le monde de la logique des blocs pour y substituer une organisation collective de la paix.

1) Pourquoi un nouvel internationalisme ?

La solidarité internationale des travailleurs, depuis toujours partie intégrante de la tradition socialiste, est un atout puissant dans le combat pour l'émancipation humaine. Elle doit revêtir aujourd'hui une forme adaptée à l'évolution mondiale de la lutte des classes.

Les travailleurs ne peuvent affronter divisés l'internationalisation du capital et la centralisation à l'échelle internationale de la prise de décision économique. Jouer sur les différences des statuts sociaux, des pratiques syndicales, est un élément essentiel de la stratégie de développement des firmes multinationales.

Par ailleurs, l'apparition et le développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine d'un vaste et multiforme mouvement d'émancipation nationale et sociale des peuples du tiers monde annonce, au-delà des convulsions qui le traversent, les exigences de masses immenses.

2) Trois pièges à éviter

A partir de ces exigences, trois pièges sont à éviter :

1) Choix de classe contre l'exploitation et l'inégalité, le nouvel internationalisme qui prit racine dans la solidarité des travailleurs des premiers pays industrialisés, essentiellement en Europe, ne saurait s'arrêter à ses frontières, ni, sous prétexte de défendre sa riche tradition, se crispier sur ses traits historiques, pire encore, se proposer comme modèle exportable. L'« européen-centrisme » ne peut que faire échec à l'internationalisme de notre temps.

2) Reconnaissant par sa définition même l'existence de la nation, le respect et l'amour de la patrie (selon la forte expression de Jean Jaurès : « un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène »), notre position rejette le « mondialisme » de l'ancien chef de l'État et des forces qu'il représentait. Lui opposant la solidarité des classes exploitées, des peuples opprimés, dominés, voire même exclus de l'humanité actuelle, l'internationalisme actuel se construit contre le cosmopolitisme de la bourgeoisie mondiale et, avant tout, contre les entreprises impérialistes.

3) Solidaire des luttes de libération du tiers monde et du puissant élan d'émancipation nationale et sociale qui les fondent, l'internationalisme socialiste apporte tout son appui à la défense du droit des peuples à l'existence nationale, à l'indépendance et au développement économique et culturel. Bien loin de se réduire à une sorte de fuite en avant, à un « tiers-mondisme » vécu naguère encore comme un refus d'affronter les transformations socialistes de notre propre société, le nouvel internationalisme n'oppose pas notre projet pour la France à nos solidarités avec les peuples d'autres continents, mais il s'efforce d'articuler dans un même mouvement notre émancipation et la leur.

Laissant à chacun le choix de son type de développement autocentré, le Parti socialiste propose à la France une attitude résolument offensive pour vaincre la faim et la misère dans le monde, mais il se gardera de faire de ses propositions pour établir un autre type de relations entre le Nord et le Sud un simple élément de son dispositif anti-crise, risquant d'aboutir au seul renflouement des puissances industrielles. Notre choix est bien celui d'une émancipation planétaire.

3) Une politique étrangère, réaliste, active et autonome

Dès la victoire du printemps 1981, une nouvelle politique étrangère a été engagée par le nou-

veau pouvoir. S'il est encore trop tôt pour porter sur elle une appréciation d'ensemble, ses principales orientations apparaissent à travers les positions formulées, les initiatives prises, les voyages effectués ou annoncés.

Cette nouvelle politique est aux antipodes de celle de la droite. Elle est réaliste, active et autonome.

Elle est réaliste, parce qu'elle prend en compte les rapports des forces — tels qu'ils existent encore, largement hérités de la Deuxième Guerre mondiale — mais ne se contente pas d'en suivre passivement les pesanteurs en n'acceptant pour la France que le rôle d'une moyenne puissance.

Rompant avec la double faiblesse giscardienne faite d'illusions à l'égard des États-Unis et de complaisance vis-à-vis de l'U.R.S.S., cette politique tend à s'appuyer sur nos alliances traditionnelles pour stopper l'expansionnisme soviétique actuel et trouver la voie d'une réelle indépendance vis-à-vis de chacune des deux super-puissances. Dans le même temps cette volonté d'indépendance doit permettre à notre pays d'agir pour la transformation progressive du système international à laquelle aspirent tant d'autres pays qui veulent se libérer de la logique des blocs et s'ouvrir de nouveaux espaces d'indépendance et de solidarité dans la voie d'une organisation collective de la paix.

Le véritable réalisme consiste, dès lors, à voir que l'indépendance de la France ne correspond pas seulement à ses intérêts bien compris — bien que cela nous importe — mais à ceux des travailleurs d'Europe et de la Communauté européenne tout entière comme à ceux des peuples du tiers monde. On ne peut réduire les tensions Est-Ouest et la domination des super-puissances qu'en aidant à la naissance d'un axe Nord-Sud d'où soit progressivement bannie l'exploitation des zones sous-développées par le Nord industrialisé.

Cette politique nationale et internationaliste s'est au cours des trois derniers mois déjà affirmée par des choix et des gestes politiques significatifs.

A l'égard des super-puissances, la France a sans attendre manifesté sa liberté d'expression et d'action dans le respect des engagements pris par le Président de la République. Elle a fait valoir son opinion sur l'Afghanistan, la Pologne, les Droits de l'Homme en U.R.S.S., mais tout autant sur les mouvements d'indépendance en Amérique centrale, sur la situation en Afrique australe découlant de la politique agressive et raciste du gouvernement de Pretoria, sur les réalités et les principes à prendre en compte pour ramener la paix au Moyen-Orient.

S'exprimant sans outrance, mais clairement, tant à l'égard des uns qu'à l'égard des autres, la France a tout naturellement affirmé que sa sécurité



et son aptitude à décider librement de son destin en cas de crise ou de conflit seront fondées sur la dissuasion nucléaire et le non retour à l'O.T.A.N. La France est convaincue que son indépendance, la paix en Europe, reposent encore aujourd'hui sur l'équilibre des forces entre les deux alliances (garantie face aux pressions et aux menaces d'agression) qui devra ouvrir demain la voie à des négociations sur la sécurité collective et la réduction équilibrée des armements.

De là son attitude sur les euromissiles liant la non-installation des fusées Pershing américaines au retrait des SS.20 soviétiques dont la mise en place ininterrompue fait pencher du côté de l'U.R.S.S. le poids des armes.

4) Vers les nouveaux équilibres interrégionaux

Dans ce contexte, nous estimons que la lutte pour la sécurité des peuples en Europe et la réduction régionale des armements n'a rien à gagner à se réfugier dans on ne sait quel neutralisme honnête — qualifié à tort de pacifisme — qui, plutôt que de se fier au rééquilibrage des forces, verrait dans l'absence de résolution la meilleure barrière à l'expansionnisme.

La politique du nouveau pouvoir socialiste doit s'appuyer sur un double engagement vigoureux : — en faveur d'une Europe indépendante où les peuples pourront se sentir réellement partie prenante de l'entreprise communautaire : espace social européen, aide communautaire à la création d'emplois, développement de nouvelles politiques communes (industrie, énergie, recherche), réforme de la politique agricole dans le respect des légitimes intérêts de la France, participation accrue des forces syndicales à la construction européenne, programmation européenne. Cette volonté s'est déjà manifestée à l'occasion du Conseil européen de Luxembourg, en juin dernier, et doit prendre une ampleur nouvelle dans le plan de relance communautaire préparé par le gouvernement français ;

— en faveur d'un nouvel ordre international politique, économique et culturel, ce qui implique un changement radical dans les relations Nord-Sud, c'est-à-dire entre les pays riches et les pays pauvres. Il y a là tout à la fois un champ d'action privilégié et une chance historique à saisir pour une France à direction socialiste.

Cette politique, qui doit se traduire dans l'ensemble des relations internationales du Parti, tout permet de croire qu'elle sera fortement exprimée à l'occasion du prochain sommet de Cancun par le président François Mitterrand qui en a déjà dessiné certains traits lors de la récente conférence de l'O.N.U. à Paris sur les pays les moins avancés. Il s'agit concrètement de porter progressivement l'aide de la France à 0,70 du P.N.B. et d'obtenir pour les pays les plus défavorisés des aides spécifiques et l'élaboration de règles appropriées dans les domaines commerciaux et financiers.

5) Les premiers actes en faveur de la paix

Cette lutte pour de nouveaux équilibres mondiaux est le passage nécessaire de toute lutte pour la paix dans le monde. Elle ne saurait être séparée de la lutte pour les Droits de l'Homme et les droits des peuples. Le Parti socialiste soutiendra ces luttes où que ce soit, quel que soit l'impérialisme ou l'expansionnisme auquel il devra s'opposer, du Salvador à l'Afghanistan, au Sahara et en Irlande du Nord, au Chili comme en Union soviétique.

Le Parti socialiste, on le sait, a mené pendant de longs mois une campagne active pour que le Front démocratique révolutionnaire soit reconnu comme représentant légitime du peuple salvadorien.

C'est pourquoi nous saluons la déclaration franco-mexicaine commune du 28 août sur le Salvador comme significative de la volonté de la France de contribuer à la recherche d'une juste solution pacifique.

Sur un autre terrain, le plein succès de l'action rapide entreprise par le Président de la République pour le rapatriement d'urgence des Français d'Iran, doit être salué. Cette action a valeur de symbole pour tous ceux qui attendent de la France nouvelle — enfin redevenue terre d'asile — autre chose que renoncement ou soumission au chantage mais tout au contraire qu'elle préserve sa capacité de décider et d'entreprendre.

Enfin en renouant en Méditerranée, notamment avec la République algérienne, des relations qui s'étaient largement altérées, la France montre sa volonté de concertation au-delà du Maghreb avec les peuples du Proche et Moyen-Orient dans l'espoir d'aider à la recherche de la paix dans cette zone périlleuse, la solution reposant à nos yeux sur la double exigence de la sécurité d'Israël garantie

dans des frontières sûres et reconnues, et de la reconnaissance des droits du peuple palestinien à une patrie.

Mais une politique étrangère indépendante n'est pas pour nous une fin en soi.

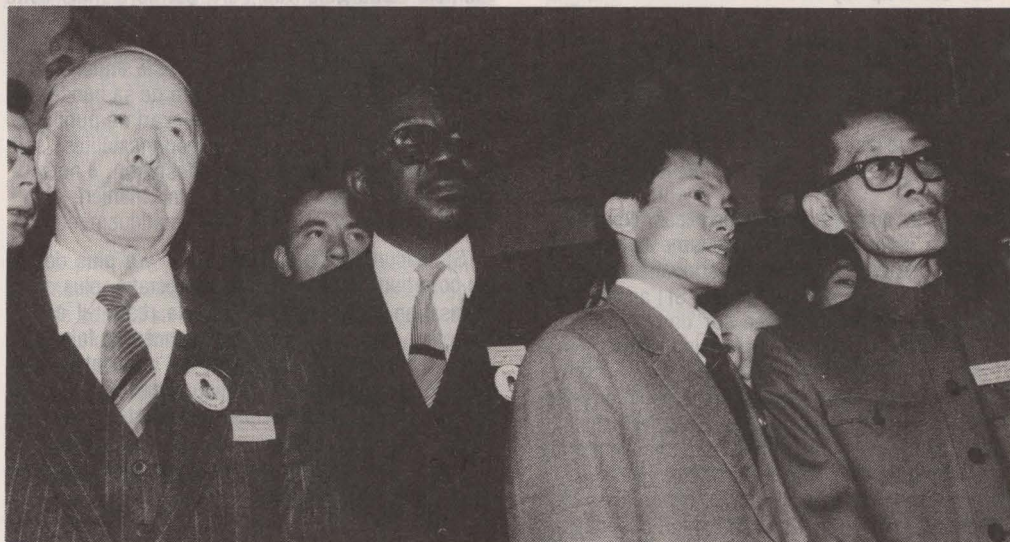
Cette politique permet au contraire de donner l'élan indispensable au nouvel internationalisme. Le pouvoir actuel devra, par un effort d'information et d'explication, faire en sorte que la politique internationale ne reste pas un domaine étranger au plus grand nombre de nos compatriotes. Elle fait et fera partie du domaine public et politique.

Le Parti socialiste en appelle à toutes les forces qui travaillent en ce sens et contribuera de tous ses moyens à leur rassemblement. Il continuera à jouer un rôle actif au sein de l'Internationale socialiste, lieu privilégié de rencontres, de débats et d'initiatives communes, ainsi qu'au sein de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne. Il s'efforcera aussi de traduire, dans la réalité politique et sociale, les possibilités de coopération du mouvement ouvrier européen dans une exacte reconnaissance de sa diversité politique (socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes, euro-communistes) et syndicale.

Il estime que les progrès de la gauche européenne auront des répercussions, non seulement sur le sort des travailleurs d'Europe occidentale mais qu'ils peuvent aussi consolider les forces de renouveau démocratique et socialiste à l'Est et conforter notamment les espoirs et les avancées du mouvement des travailleurs polonais.

Il continuera, enfin, à développer ses rapports et à rechercher toutes les convergences possibles avec les mouvements et partis socialistes à l'œuvre pour la libération du tiers-monde.

Il est conscient, en travaillant dans ce sens, de répondre à l'attente de ceux qui, tout en voulant se soustraire à l'impérialisme américain, refusent le type de société à domination soviétique et recherchent, tout comme nous et dans des conditions qui sont les leurs, une alternative réellement socialiste.



Boris Ponomarev (P.C.U.S.), J.-P. Nonault (P.C.T.) du Congo et (à droite) Feng Xiang (P.C. Chinois).



V. La conception du Parti

De ce point de vue, tout n'est pas à reprendre. Des années de débat et d'action en commun nous ont légué des principes, des règles, des habitudes qui sont en gros respectées. Mais la victoire nous confronte à une situation contradictoire. D'un côté, elle nous a rassemblés, apaisant les divergences, tranchant dans les rivalités et conduisant nos divers responsables ensemble au gouvernement du pays. Des oppositions hier revendiquées semblent avoir perdu de leur raison d'être. De l'autre et dans la mesure où les Socialistes détiennent — outre la présidence de la République — la majorité à eux seuls au gouvernement et au Parlement, il est clair que le Parti socialiste est, plus que jamais, la clef de la vie politique française. Il devient donc, à beaucoup d'égards, un enjeu.

A la veille du congrès, certains points méritent d'être clarifiés.

1) Les courants de pensée

Le Parti socialiste a toujours connu les courants de pensée. Cela tient à sa nature même et à sa forme d'organisation. Au contraire, des conceptions communistes du parti, les socialistes ont toujours pensé — et constaté — que la libre expression des opinions individuelles à l'intérieur d'un parti ne suffisait pas à assurer à elle seule la démocratie. Dès lors qu'on veut la démocratie, on reconnaît aux minorités le droit d'exister, le droit de devenir majorité et donc le droit et les moyens de se faire connaître à l'intérieur du Parti. Ces droits et ces moyens sont déterminés par les statuts et le règlement intérieur du Parti. Entre la démocratie ainsi entendue et le « centralisme démocratique », il n'y a pas de milieu.

Le Parti d'Epinal vit avec les courants. D'abord parce qu'il s'est constitué à partir d'organisations ou de groupes différents qui tous se réclamaient du socialisme. Ensuite parce que les débats politiques en son sein ont été nombreux et parfois vifs. Cette diversité du Parti, expression pour une bonne part de la diversité de la société et du monde des travailleurs, a été acceptée par les Français.

Malgré les risques de certains excès, ils ont préféré cette diversité au monolithisme qui prévaut ailleurs. Certes, il ne faut pas souhaiter artificiellement le maintien des tendances. Si l'accord peut se faire sans arrière-pensée sur une orientation, accueillons-le sans réticence. Mais prenons garde à l'unanimité de façade, aux tendances occultes. Il vaut mieux sans doute se rassembler ouvertement, clairement, après que les diverses sensibilités ont exprimé les différences qui subsistent entre nous, plutôt que de laisser s'ouvrir des batailles de désignation pour la direction des Fédérations et la Direction nationale, dans la confusion des idées et dans la permanence des groupes qui subsistent depuis Metz.

Tous les socialistes, tels qu'ils sont, doivent vivre à l'aise dans leur parti. Le parti est à tous

puisque'il n'est à personne. Et chacun doit pouvoir y être lui-même. Ainsi gagnerons-nous cet autre pari, rarement gagné dans l'histoire de la Gauche française, de faire vivre ensemble démocratiquement toutes les composantes du mouvement socialiste, de conjurer à la fois les démons du monolithisme et de la scission, de l'autoritarisme et de l'éparpillement.

2) Le respect de nos règles communes

Nous avons des règles communes qui viennent de nos statuts et de notre règlement intérieur. Celles-ci sont peu contraignantes. Au moins faut-il, c'est un minimum, qu'elles soient respectées. La Direction élue à Metz, comme celles qui l'avaient précédée, s'est bien gardée d'aller au-delà de ce minimum, notamment en ce qui concerne l'excès de liberté avec lequel certains se sont exprimés, sans mandat du Parti, sur les médias. Dans la période qui vient de s'écouler, la Direction du Parti n'a, à aucun moment, engagé une procédure de sanction qui ait contrarié en quoi que ce soit cette totale liberté d'expression publique.

Cependant, le congrès devra dire où, en matière de règles communes, se situe le minimum en dessous duquel on ne saurait descendre. Il semble qu'il y ait une règle de base qui fonde la vie en commun dans toute organisation, association, quelle qu'elle soit, et pas seulement dans un parti politique. Cette règle, c'est le respect des décisions prises à la majorité, soit par les militants lors du congrès, soit par ceux qui ont reçu mandat du congrès : Comité directeur, Bureau exécutif. Si chacun s'estime libre de ne pas appliquer, voire de faire le contraire de ce qui est décidé démocratiquement, c'est qu'on choisit de ne pas vivre ensemble. L'adhésion au Parti est libre mais cette adhésion limite nécessairement la liberté.

La liberté de chaque militant reste entière dans la discussion et dans l'expression de sa pensée au sein du Parti. Mais, dès qu'il s'exprime publiquement, soit en raison de ses responsabilités, soit par sa présence dans une manifestation, il ne saurait agir et parler à-qualités d'une manière divergente des décisions prises démocratiquement.

Si chacun fait ce qu'il veut, il n'y a plus de vie en commun, il n'y a plus de démocratie, plus d'organisation, plus de parti. Et que reste-t-il à une direction de parti si on lui fait procès de faire son devoir, c'est-à-dire de veiller à l'application des décisions prises démocratiquement ? Un parti démocratique, c'est un parti où existe l'« état de droit ».

Bien entendu, dans ces affaires, on se réclame souvent de « la base ».

Mais la base d'une section, voire d'une fédération, voire d'une région, ne saurait avoir raison contre l'ensemble du Parti. Le Parti est un tout, il n'est pas la somme de structures locales indépen-

dantes. Faudrait-il faire observer que la plupart des notables qui, dans l'histoire du socialisme, se sont dressés contre leur parti, l'ont fait avec, sur le moment, l'appui de leur « base » locale. Le congrès devra dire s'il accepte que des élus — très rares au demeurant — ne se souviennent de l'étiquette du Parti que lorsqu'ils en ont besoin. Il devra dire en somme s'il entend faire respecter les règles de vie commune qui sont une des conditions de sa force, de son efficacité.

3) Adapter le secteur « entreprises » aux nouveaux enjeux

Nos premières grandes batailles politiques viennent d'être gagnées. Nous avons maintenant à transformer profondément le champ social et économique qui est devant nous. L'entreprise est à cet égard un lieu décisif. Par ailleurs, dans les élections présidentielles et législatives, non seulement les travailleurs socialistes, mais des centaines de milliers de travailleurs qui votaient jusqu'ici pour les autres partis de Gauche, ont approuvé notre ligne politique et porté dès le premier tour leur voix sur François Mitterrand puis sur les candidats du Parti socialiste. Nous devons répondre à leur confiance. Il s'agit là d'un enjeu historique. Enfin, on peut s'attendre à ce que le grand patronat et la droite, qui viennent d'échouer si gravement sur le plan électoral, utilisent plus directement l'économie — et donc l'entreprise — pour leur combat politique. L'entreprise sera sans doute débarrassée de sa fausse « neutralité » ; ce lieu de l'exploitation et de l'aliénation peut devenir le pivot de l'action collective et le passage obligé de la transformation sociale. Les contraintes que nous allons rencontrer rendent indispensable une orientation nouvelle de notre activité et une transformation de nos priorités, notamment sur le plan de l'organisation.

- La riposte de la droite ne va pas tarder à s'organiser. Il serait dangereux de croire que la lutte des classes va se ralentir avec l'arrivée de la Gauche au pouvoir.
- La lutte pour l'union, pour la solidarité active (accord P.S./P.C. du 23 juin) dans le respect de l'identité de chacun, sera difficile sur le terrain.
- Expliquer quotidiennement aux travailleurs, qui ont choisi le changement, les décisions d'un pouvoir qu'ils ressentent comme le leur, les écouter et faire remonter leurs aspirations, leurs revendications et leurs craintes, sera indispensable.
- Contribuer à ce que les travailleurs et leurs organisations démocratiques aient toute leur place sur le plan collectif comme individuel dans les nouvelles formes de responsabilités offertes par la démocratisation de la vie économique et sociale, par les nouveaux droits, sera tout autant nécessaire.



Pour assumer ces nouvelles perspectives, il faut d'abord renforcer notre organisation. Non seulement au niveau national (ce secteur bénéficie déjà de 25 % du budget d'intervention, ce qui a permis l'amélioration du rôle et du fonctionnement des G.S.E. nationaux), mais en allant plus loin sur le plan fédéral : il est indispensable que soient créées, là où elles n'existent pas encore, des commissions fédérales « entreprises », qu'un budget spécifique soit voté et que l'effort national de péréquation permette, partout où c'est possible, d'installer des permanents « entreprise ». Nous devons aussi diversifier notre implantation, notamment dans les P.M.E..

Mais ce mouvement doit être élargi prioritairement aux entreprises de plus de 1 000 salariés et au secteur public élargi. Ainsi, pourrait-on, au moment des adhésions au Parti, recommander l'adhésion dans les entreprises et suggérer à nos militants et responsables de passer plus souvent d'une forme de militantisme (sur le plan local) à une autre (dans l'entreprise) et vice-versa. Il faudra aussi améliorer les relations avec les groupes parlementaires. Les travaux et les rencontres sectoriels entre le secteur entreprise et les parlementaires, qui existent déjà, pourraient être multipliés.

Une réelle association des travailleurs et des usagers, par l'élargissement des droits de leurs organisations respectives, contribuera à la démocratisation des services publics et de l'Etat. Enfin, il est nécessaire que soit déposée dans les meilleurs délais, une proposition de loi sur la reconnaissance de l'expression et de l'organisation politique sur le lieu de travail.

4) Obtenir une adhésion ferme de la jeunesse

Plus qu'aucune autre catégorie sociale, la jeunesse a célébré le 10 mai comme un moment de libération. Son apport à la victoire électorale a été à certains égards décisif. Elle a montré alors qu'elle avait approuvé nos grands objectifs et notre démarche politique de façon forte, mais souvent très sentimentale.

C'est pour cela que presque tout reste à faire. La jeunesse est un enjeu politique ; elle sera l'objet des soins attentifs de ceux qui, quel que soit leur bord, se donnent pour dessein de rendre notre tâche plus difficile. Dans une catégorie sociale dépourvue de vraie mémoire collective et ardemment désireuse de mutations rapides, le risque de débordements maximalistes ou de refus violents est permanent. La tentation sera d'autant plus grande pour d'autres d'exploiter cette situation, que notre Parti a toujours repoussé les facilités de la démagogie. Il faudra donc beaucoup expliquer ; il faudra, surtout, que le Mouvement de la jeunesse socialiste puisse exposer aux jeunes les obstacles qui se trouvent sur la route du changement et les mobiliser pour lever ou contourner ces obstacles. Pour cela, il faudra d'abord assurer leur conviction en posant un certain nombre d'actes significatifs et concrets.

Ces tâches, le mouvement de la jeunesse socialiste n'est pas encore à même de les accomplir aisément : structuration insuffisante, manque de

moyens, troupes clairsemées, séquelles des innombrables crises du passé. Rien pourtant ne sera possible sans un M.J.S. dynamique et bien structuré, tant il est vrai qu'aujourd'hui, les jeunes ne reçoivent pleinement un message que s'il émane d'autres jeunes. Il est donc à tous égards **indispensable** que le Parti et ses Fédérations ne ménagent à leur M.J.S. ni les conseils ni les moyens.

Encore faut-il pour cela que le Parti ait confiance dans son Mouvement de jeunesse : aucun responsable ne prêterait jamais la main au développement d'un foyer de querelles paralysantes et de maximalisme stérile. Le Parti demande donc à ses responsables jeunes, par leur sérieux et leur travail, de mériter sa confiance, comme cela se produit déjà en maints endroits.

A cet effet, il convient de maintenir les structures actuelles du M.J.S. Elles évitent que celui-ci ne devienne par trop un enjeu à l'intérieur du Parti. Elles assurent la représentativité de la direction du mouvement tout en assurant à tout moment la primauté politique du Parti.

Il faut que ces structures puissent se développer. Ceci ne sera possible que dans la mesure où le M.J.S. sera encadré par des militants formés et sera en mesure de bien diffuser ses analyses dans la jeunesse. Une priorité sera donc donnée à la formation des cadres et militants du M.J.S. et à son expression externe.

Mais ces structures ne doivent pas aboutir à ce que les jeunes soient marginalisés dans le Parti. Ils ne sont pas à côté du Parti, mais dans le Parti. Les Jeunes Socialistes doivent donc pouvoir prendre, dans le Parti, toutes leurs responsabilités dans tous les secteurs.

5) Les rapports Parti-gouvernement-groupes parlementaires

Après nos victoires électorales, notre Parti n'a pas changé de nature, il n'est pas devenu un autre parti mais il est appelé à remplir et à définir d'autres fonctions. Quelles relations assurer entre le Parti et les nouveaux centres de pouvoir occupés par les socialistes que sont l'Élysée, le gouvernement, l'Assemblée nationale ? Quel rôle assigner au Parti et comment éviter qu'il ne se transforme en parti soumis ou en parti hégémonique ? Le congrès est une excellente occasion pour réfléchir en commun à cette mutation et en tirer des conclusions pratiques.

a) Une absence de référence

La première difficulté de cette réflexion tient à l'absence de références historiques conséquentes ou de comparaisons étrangères rigoureuses. Ni la période du Front populaire, ni les expériences de la IV^e République ne nous permettent de trancher, tant la nature des institutions politiques actuelles est différente. La situation présente, prédominance présidentielle, majorité absolue des socialistes à l'Assemblée nationale, présence de ministres communistes, est trop singulière pour autoriser des rapprochements sérieux.

La comparaison avec tel ou tel Parti socialiste étranger, qui exerce ou a exercé des responsabilités gouvernementales, serait également aventureuse. Pour des raisons qui tiennent à son idéolo-

gie, à son type d'organisation, à ses rapports avec les syndicats, le Parti socialiste français ne peut être confondu ni avec le S.P.D., ni avec le Labour ni avec les Partis sociaux-démocrates de l'Europe du Nord. Enfin, ce n'est évidemment pas dans le modèle soviétique où règne la confusion organique entre l'Etat et un parti unique que nous prendrons notre inspiration. Tout juste faut-il étudier cet antimodèle, comme nous l'avons fait dans le Projet socialiste, pour se garder des déviations.

b) Quelques principes

Sans être nombreux, des textes de référence socialiste ayant un caractère actuel fixent de façon claire le cadre général. Les thèses sur l'autogestion de 1975 précisent que le Parti demeure « le lieu fondamental, dans la phase de transition au socialisme, de l'articulation entre l'action gouvernementale et le mouvement populaire ». Elles affirment plus loin : « les organisations politiques resteront le lieu privilégié de l'élaboration des stratégies et des choix politiques soumis au débat démocratique ». Ainsi, les choses sont sans ambiguïté : pas plus que le P.S. n'a souhaité hier voir son identité et son rôle dilués dans une nébuleuse comprenant des syndicats et des associations, pas plus aujourd'hui le Parti socialiste ne peut voir son autonomie, son indépendance remises en cause par des liens mécaniques avec le pouvoir d'Etat.

A contrario, Parti et gouvernement n'ayant pas la même responsabilité devant les citoyens, le Parti socialiste ne saurait définir de façon impérative le programme du gouvernement, ainsi que le pratique le Parti travailliste en Grande-Bretagne. Il doit être une force de proposition, d'impulsion et de réflexion qui s'efforcera ainsi de peser, sans surrenchère, sur les décisions ultimes.

C'est dans un double mouvement de relais et de va-et-vient, en direction tant du peuple que du pouvoir central, que le Parti socialiste doit ajuster ses nouvelles fonctions.

c) Les implications concrètes : Rôles respectifs du Parti et du gouvernement

Le Parti doit manifester clairement sa solidarité et son indépendance par rapport au gouvernement. C'est ainsi qu'il se doit d'exercer son droit à la critique et être l'aiguillon de l'action gouvernementale.

Mais il le fera en adoptant une attitude constructive et en ne perdant pas de vue l'utilisation que pourraient faire nos adversaires de divergences répétées.

Sur le plan programmatique, le Parti doit continuer à exprimer ses propres choix et à faire des propositions concernant non seulement le court terme mais aussi le long terme, ainsi que l'avait fait le Projet socialiste. Il en est le gardien.

Les commissions d'études doivent demeurer le fer de lance de notre réflexion. Des moyens particuliers seront dégagés à cet effet afin que la puissance des ministères ne les relègue pas dans un rôle de second plan. En ce sens, les rapports entre les ministères et le Parti devraient être réguliers. Sans tomber dans un formalisme qui ne serait pas de mise, on pourrait envisager de mettre en place des groupes de travail mixtes pour étudier certains dossiers ou suivre des secteurs névralgiques.

La venue des ministres aux réunions des groupes parlementaires, du Comité directeur et du Bureau exécutif permettra la confrontation indispen-



sable des points de vue afin d'éviter les malentendus et de trouver les ajustements nécessaires. Depuis le 26 mai 1981, date de la constitution du premier gouvernement à direction socialiste, il a été admis, d'un commun accord, que les ministres ne devaient plus être membres du Bureau exécutif.

d) Rapports entre le Parti et les groupes parlementaires

Il ne s'agit pas d'un thème nouveau, quoique la situation ait radicalement changé avec l'existence d'une majorité absolue de députés socialistes à l'Assemblée nationale. Ces responsabilités nouvelles exigent une coordination sans faille entre la direction du Parti et les groupes parlementaires.

En ce qui concerne les votes du groupe socialiste, il n'est pas inutile de rappeler la règle fondamentale selon laquelle, chaque fois qu'un doute apparaît dans la définition des positions socialistes, le dernier mot revient à la direction politique du Parti.

La social-démocratie en questions

PAR DES SOCIALISTES
DES SOCIALIX-DÉMOCRATES
DES COMMUNISTES

avec des réflexions de
François Mitterrand

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

55 F

EN VENTE AU CLUB
SOCIALISTE DU LIVRE
ou par correspondance

à
L'ISER

10, rue de Solferino, 75007 Paris

e) Fonctionnement du Parti

Déjà renforcé dans son organisation depuis le Congrès de Metz, le Parti doit franchir une autre étape pour devenir un vrai parti de masse et remplir les nouvelles fonctions auxquelles il est appelé.

Le système de péréquation financière mis en place depuis un an à partir de cotisations versées par les parlementaires, dispose désormais de moyens en nette augmentation, ce qui va renforcer l'aide apportée par le national au fonctionnement des fédérations. D'une façon plus générale, il devient urgent de redéfinir et d'harmoniser les systèmes de cotisations qui constituent l'origine quasi exclusive du financement du Parti et de ses fédérations. En ce qui concerne les élus, les disparités de traitement sont devenues telles qu'il apparaît indispensable de mettre au point un statut financier de l'élu qui s'appliquera dans tout le Parti.

Ce sont les responsables politiques et notamment le Premier secrétaire fédéral, élus lors des Congrès, qui représentent le Parti dans les départements. Ce rappel ne sera probablement pas inutile alors que le nombre des élus nationaux vient de s'accroître de façon spectaculaire.

Le vote de la loi sur la décentralisation va conférer un nouveau rôle aux régions. Cela doit nous amener à bien préciser la fonction des comités régionaux du Parti. Sans se substituer aux fédérations qui restent l'instance politique, ils doivent coordonner l'action et la réflexion de ces dernières sur les questions régionales, assurer le lien avec le groupe des élus régionaux et tenir à jour les dossiers régionaux du Parti.

Le Congrès national appelle le Comité directeur à prendre d'urgence, à partir des instruments d'information interne et externe dont dispose aujourd'hui le Parti, les initiatives et les mesures propres à fournir plus fréquemment une information aux militants et à assurer l'expression régulière du Parti.

f) La formation, priorité d'un parti de gouvernement

C'est à Epinay que le Parti socialiste a reconnu pour la première fois la nécessité d'assurer une formation systématique de ses militants. Il s'agissait alors de construire une force cohérente à partir de sensibilités et de groupes divers.

Aujourd'hui l'afflux des nouveaux adhérents impose de nouveaux efforts, si nous voulons maintenir la cohésion de notre organisation. Dans le même temps la constitution du gouvernement se combinant avec le succès des législatives a privé beaucoup de secrétariats fédéraux et de commis-

sions d'études d'une partie de leurs animateurs départementaux ou nationaux. Enfin, le fonctionnement quotidien du Parti, l'action de ses élus et les décisions politiques du gouvernement nécessitent un lieu permanent d'échange et de confrontation. Le secteur formation doit remplir simultanément ces quatre tâches : renforcer la cohésion de l'organisation, assurer la relève des cadres, préparer les futurs candidats aux échéances de 1982-83, enfin permettre aux parlementaires et responsables du Parti de rencontrer les membres du gouvernement sur un dossier précis. Bien entendu, cette dernière orientation ne saurait se substituer au travail des commissions d'étude ni, a fortiori, à celui des instances politiques du Parti.

Un tel programme suppose que le secteur formation fasse une mutation et passe à une autre forme de fonctionnement. Il lui faut :

- Intensifier la campagne d'accueil et de formation des nouveaux adhérents, déjà lancée depuis juillet, avec un matériel approprié (dépliant, brochure...).
- Développer l'Ecole du socialisme pour aboutir à un centre permanent et déconcentré de formation des responsables et des candidats aux élections, avec une équipe mobile, ayant des points d'appui régionaux et travaillant en liaison avec la F.N.E.S.R. (Fédération nationale des élus socialistes et républicains).
- Accroître les moyens de l'institut de formation du Parti, qui doit devenir un instrument de formation de haut niveau, mais aussi le lieu de rencontre et d'échange entre élus, responsables politiques et membres du gouvernement dont le Parti a besoin.
- Assurer une formation spécifique pour les militants des entreprises.
- Proposer au Comité directeur d'impulser une réforme de la législation concernant la formation permanente.

Les deux années qui viennent sont décisives pour le succès de l'entreprise historique que nous vivons. Le secteur formation est l'un des outils privilégiés dont le Parti dispose pour éviter tout décalage entre le gouvernement et les militants, entre le pouvoir politique et l'opinion publique. Il doit être doté des moyens de cette ambition.

Conclusion

Les exigences et les tâches qui nous attendent sont immenses, c'est-à-dire à la mesure du moment historique que nous avons appelé de nos vœux et préparé par notre action. Le Parti socialiste sait qu'il dépend de lui que ce moment ne soit pas une simple péripétie, et que s'engage sans violence une transformation radicale de la société française, ouvrant sur toujours plus de justice sociale et toujours plus de liberté. La fidélité à notre ligne politique, la lucidité, la volonté en seront les garanties : le Congrès de Valence doit poser, après les victoires de mai et de juin, la première pierre de la construction du socialisme en France.



Les votes des fédérations

Fédérations	Délégués	Mandats	Pour	Contre	Abst.	Refus de vote
Ain	4	21	17	0	3	1
Aisne	6	37	37	0	0	0
Allier	5	31	31	0	0	0
Alpes-de-Haute-Prov.	5	31	30	1	0	0
Hautes-Alpes	3	12	12	0	0	0
Alpes-Maritimes	6	36	32	0	3	1
Ardèche	5	28	27	0	1	0
Ardennes	5	34	29	0	2	3
Ariège	10	76	72	1	3	0
Aube	2	11	10	0	1	0
Aude	11	91	90	0	1	0
Aveyron	4	21	20	0	1	0
Bouches-du Rhône	66	658	658	0	0	0
Calvados	5	28	27	0	1	0
Cantal	4	21	21	0	0	0
Charente	4	25	22	0	3	0
Charente-Maritime	6	40	35	0,5	4,5	0
Cher	4	18	16	1	1	0
Corrèze	5	35	35	0	0	0
Corse-Haute	3	15	13	0	2	0
Corse-du-Sud	3	12	8	1	3	0
Côte d'Or	5	28	23	0	2	3
Côtes-du-Nord	8	59	54	2	3	0
Creuse	5	33	30	0	3	0
Dordogne	7	55	55	0	0	0
Doubs	6	45	45	0	0	0
Drôme	7	53	46	2	5	0
Eure	4	21	19	1	1	0
Eure-et-Loir	4	21	19	0	2	0
Finistère	9	69	62	0	7	0
Gard	10	77	70	2	3	2
Haute-Garonne	20	193	181	2	10	0
Gers	8	60	58	0	2	0
Gironde	20	181	170	2	8	1
Hérault	20	178	172	0	0	6
Ille-et-Vilaine	5	33	30	1	2	0
Indre	4	17	17	0	0	0
Indre-et-Loire	5	33	32	0	1	0
Isère	13	116	116	0	0	0
Jura	4	19	16	0	3	0
Landes	11	93	87	1	5	0
Loir-et-Cher	4	21	20	0	1	0
Loire	6	38	34	0	3	1
Haute-Loire	4	19	18	0	1	0
Loire-Atlant.	8	61	59	1	1	0
Loiret	5	27	25	0	1	1
Lot	5	32	32	0	0	0
Lot-et-Garonne	6	46	46	0	0	0
Lozère	2	9	9	0	0	0
Maine-et-Loire	6	39	37	0	1	1
Manche	5	28	24	0	4	0

Fédérations	Délégués	Mandats	Pour	Contre	Abst.	Refus de vote
Marne	4	23	21	0	2	0
Haute-Marne	4	18	17	0	1	0
Mayenne	3	14	14	0	0	0
Meurthe-et-Moselle	6	37	34	0	3	0
Meuse	4	18	17	1	0	0
Morbihan	6	42	37	1	2	2
Moselle	6	38	33	1	4	0
Nièvre	9	69	68	1	0	0
Nord	46	471	459	4	8	0
Oise	6	42	38	2	2	0
Orne	4	19	18	0	1	0
Pas-de-Calais	49	488	479	0	9	0
Puy-de-Dôme	14	121	100	2	17	2
Pyrénées-Atlantiques	7	50	44	1	5	0
Hautes-Pyrénées	5	33	30	0	3	0
Pyrénées Orientales	5	35	33	0	2	0
Bas-Rhin	4	21	19	0	2	0
Haut-Rhin	4	23	19	0	3	1
Rhône	12	101	99	0	2	0
Haute-Saône	4	20	16	1	3	0
Saône-et-Loire	8	60	60	0	0	0
Sarthe	5	34	33	0	1	0
Savoie	4	22	18	1	3	0
Haute-Savoie	4	17	15	1	1	0
Paris	17	153	150	0	3	0
Seine-Maritime	9	67	62	1	4	0
Seine-et-Marne	8	61	56	0	4	1
Yvelines	8	56	4	1		
Deux-Sèvres	4	25	24	0	1	0
Somme	6	37	35	0	1	1
Tarn	9	67	60	1	6	0
Tarn-et-Garonne	4	24	22	0	0	2
Var	16	137	133	1	0	3
Vaucluse	9	76	73	2	1	0
Vendée	4	19	16	1	1	1
Vienne	5	33	32	0	1	0
Haute-Vienne	11	91	84	2	5	0
Vosges	7	47	45	1	1	0
Yonne	4	18	17	0	1	0
Belfort	5	31	29	0	2	0
Essonne	7	53	52	0	1	0
Hauts-de-Seine	11	88	84	4	0	0
Seine-St-Denis	8	65	61	1	3	0
Val-de-Marne	10	81	78	0	3	0
Val d'Oise	7	48	41	1	5	1
Guadeloupe	3	14	11	0	3	0
Martinique	3	11	11	0	0	0
Guyane						
Réunion	4	17	17	0	0	0
Français en étranger	3	13	11	0	2	0
Total	797	6 133	5 824	49,50	225,50	34

94,96% 0,81% 3,68% 0,55%



Le comité directeur

Jean-Marie ALEXANDRE, Pas-de-Calais. Guy ALLOUCHE, Nord. Colette AUDRY, Essonne. Edwige AVICE, Paris. Jean-Marc AYRAULT, Loire Atlantique. Jean-Paul BACHY, Ardennes. Marc BALDY, Lot. Alain BARRAU, Paris. Christian BATAILLE, Nord. Guy BECHE, Doubs. Alain BENE-TEAU, Haute Garonne. Pierre BEREGOVY, Paris. Jean BESSE, Calvados. Jean-Marcel BICHAT, Yonne. Yannick BODIN, Seine-et-Marne. Jean-Michel BOUCHERON, Charente. Nicole BOUYALA, Gard. Pierre BRANA, Gironde. Tony BRIANÇON, Haute-Garonne. Nicole BRICQ, Paris. Alain BUSNEL, Hauts-de-Seine. Jacques CALMON, Corrèze. Pierre CARASSUS, Seine-et-Marne. Jean-Baptiste CASTILLA, Aude. Robert CHAPUIS, Ardèche. Michel CHARZAT, Paris. Annette CHEPY-LEGER, Marne. Jean-Pierre CHEVENEMENT, Territoire-de-Belfort. Michel COFFINEAU, Val d'Oise. Jean-Pierre COT, Savoie. Marcel DE-BARGE, Seine-Saint-Denis. Gaston DEFFERRE, Bouches-du-Rhône. Bertrand DELANOE, Paris. Gérard DELFAU, Hérault. Jacques DELORS, Paris. Charles DEPOORTER, Pas-de-Calais. Bernard DEROSIER, Nord. Jean-Pierre DESTRADE, Pyrénées-Atlantiques. Yves DURAND, Nord. José ESCANEZ, Alpes-de-Haute-Provence. Marie-Josèphe ESPEYSSE-PONTILLON, Paris. Claude ESTIER, Paris. Laurent FABIUS, Seine-Maritime. Roger FAJARDIE, Cher. Françoise FARRE, Seine-Saint-Denis. Georges FILLIQUOUD, Drôme. Jacques FOURNIER, Hauts-de-Seine. Michel DE LA FOURNIERE, Loire. Daniel FRACHON, Yvelines. Gérard FUCHS, Paris. André GARNIER, Loire. Françoise GASPARD, Eure-et-Loir. Claude GERMON, Essonne. André GIRARD, Puy-de-Dôme. Christian GOUX, Var. Pierre GUIDONI, Aude. Alain HAUTECŒUR, Var. Charles HERNU, Rhône. Jacques HUNTZINGER, Français à l'étranger. Michel JAUREY, Val-d'Oise. Jean-Louis JOSEPH, Vaucluse. Lionel JOSPIN, Paris. Pierre JOXE, Saône-et-Loire. Claudine LABRUNIE, Corrèze. Françoise LAURANT, Isère. André LAIGNEL, Indre. Bastien LECCIA, Bouches-du-Rhône. Jean LE GARREC, Nord. Guy LENGAGNE, Pas-de-Calais. Philippe LENTSCHENER, Paris. Louis LE PENSEC, Finistère. René LEUCART, Moselle. Micheline LEVCHIN, Vienne. Marie-Noëlle LIENEMAN, Essonne. Martine LIGNIERES, Pyrénées-Atlantiques. Gérard LINDEPER, Rhône. Charles-Émile LOO, Bouches-du-Rhône. Paul LOUBET, Haute-Garonne. Paul LUSSAULT, Indre-et-Loire. Philippe MADRELLE, Gironde. François MASSOT, Alpes-de-Haute-Provence. Jean MATOUK, Gard. Louis MERMAZ, Isère. Louis MEXANDEAU, Calvados. Hélène MIGNON, Haute-Garonne. Christiane MORA, Indre-et-Loire. Jacques MOREAU, Val-de-Marne. Didier MOTCHANE, Paris. Alfred MOUTET, Val-d'Oise. Marie-Thérèse MUTIN, Côte-d'Or. Jean NATIEZ, Loire-Atlantique. Véronique NEIERTZ, Seine-Saint-Denis. Alain NERI, Puy-de-Dôme. Arthur NOTEBART, Nord. Ange PANTALONI, Corse du Sud. Jeanine PARENT, Paris. Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais. Rodolphe PESCE, Drôme. Michel PEZET, Bouches-du-Rhône. Christian PIERRET, Vosges. Jacques PIETTE, Pas-de-Calais. Bernard PIGAMO, Bouches-du-Rhône. Bernard POIGNANT, Finistère. Robert PONTIL-LON, Hauts-de-Seine. Jean POPEREN, Rhône. Jean PRONTEAU, Paris. Nicole QUESTIAUX, Hauts-de-Seine. Paul QUILLES, Paris. Alain RICHARD, Val-d'Oise. Michel ROCARD, Yvelines.

Frédéric ROSMINI, Bouches-du-Rhône. Yvette ROUDY, Rhône. Jean-Claude ROUTIER, Loire-Atlantique. Gisèle SAINT-LAURENT, Dordogne. Michel Sainte-Marie, Gironde. Siméon SALPÉTRIER, Martinique. Georges SARRE, Paris. Claude SAUNIER, Côtes-du-Nord. Jacques SCHOR, Puy-de-Dôme. Françoise SELIGMANN, Paris. Michèle SELLIER, Somme. Luc SOUBRE, Haute-Garonne. Dominique TADDEI, Vaucluse. Eugène TEISSEIRE, Nièvre. Bernard THAREAU, Loire-Atlantique. Yvonne THEOBALD-PAOLI, Var. Anne TREGOUET, Paris. Marie-Claude VAYS-SADE, Meurthe-et-Moselle. Jean-Pierre VIGNAU, Hérault. Gérard VINCENT, Vienne. Lucien WEYGAND, Bouches-du-Rhône. Claude WILQUIN, Pas-de-Calais.

Suppléants

Monique BACHELIER, Jura. Jean-Marie BAEUMLER, Haut-Rhin. Marie BASSET, Aveyron. Philippe BASSINET, Hauts-de-Seine. Jean-Claude BLANC, Drôme. Antoine BLANCA, Hauts-de-Seine. Thierry BONDOUX, Paris. Martine BURON, Loire-Atlantique. Denise CACHEUX, Nord. Françoise CARLE, Somme. Yves CASAIL, Nord. Paul CORBIER, Bouches-du-Rhône. André DAUDET, Bouches-du-Rhône. Michel DEBOUT, Loire. Gérard DENECKER, Corrèze. Marie-Jo DENYS, Charente-Maritime. Yvon DESCHAMPS, Rhône. Colette DUBERNAT, Morbihan. Jacqueline DURAND, Var. Henri EMMANUELLI, Landes. Philippe FARINE, Paris. Michel FRANCAIX, Oise. Armand GILETAT, Ariège. Robert GILLY, Bas-Rhin. Marcel JOLLIVET, Maine-et-Loire. François JOLY, Gironde. Yves LEBAS, Paris. Gérard LE GALL, Paris. Jean-Marie LEGUEN, Paris. Suzanne MARTIN, Bouches-du-Rhône. Jacques MELLICK, Pas-de-Calais. Patrick MENUCCI, Bouches-du-Rhône. Didier MIGAUD, Isère. Gilbert MITTERRAND, Gironde. Gilbert POMMIER, Bouches-du-Rhône. Christian PROUST, Territoire-de-Belfort. Charles SANTONI, Haute-Corse. René SOUCHON, Cantal. Gisèle STIEVENARD, Paris. Alain VANNAIRE, Puy-de-Dôme. Michel VIGNAL, Aisne. Jean-Pierre WEBEN, Calvados.

Liste complémentaire

Yvonne ARROU-VIGNAUD, Var. Jacques BADET, Loire. Patrick BADUEL, Morbihan. Jacques BRAVO, Paris. Philippe BODIN, Ile-et-Vilaine. Dinah CAUDRON, Nord. Michel DEGLISE, Côte-d'Or. Marie-Anne DUGUE, Loire-Atlantique. Alain FAUJET, Pas-de-Calais. Henri FERJEAU, Gironde. Jean FERRANT, Charente. Jean-Michel GALY, Alpes-Maritimes. Michèle GAZET, Paris. Kléber GOUYER, Isère. Jean GUERARD, Lot-et-Garonne. Michel GUYOT, Vosges. Birgitta HESSEL, Eure-et-Loir. Bernard LOUP, Tarn. Richard MASSON, Seine-Maritime. Bernard MORIN, Val-d'Oise. Maria NAVAS, Seine-Saint-Denis. Bertrand PERISSE, Ile-et-Vilaine. Daniel RUSCHER, Savoie. Robert SAYY, Haute-Vienne. Michel SEELIG, Moselle. Michel VERNUS, Jura. Yves VIDAL, Bouches-du-Rhône. Jean-Louis VIGNEAU, Ariège. Robert-P. VIGOUROUX, Bouches-du-Rhône. Pierre ZEMOR, Val-de-Marne.

Le Présidium du Comité directeur

Au cours de sa première réunion, le 28 octobre, le Comité directeur a désigné son présidium : Claude ESTIER (Président), Colette AUDRY, Denise CACHEUX, Claude GERMON, Bastien LECIA, Charles-Émile LOO, Dominique TADDEI, Jean NATIEZ.

Commission nationale de contrôle

Président : Georges BEAUCHAMP (Paris) ; Secrétaire : Jean-Paul ESCANDE (Paris) ; Bureau : Anne CUBLIER (Paris) ; Pascal LAMY (Paris) ; Pierre ROUSSEL (Puy-de-Dôme) ; Michel THAUVIN (Hauts-de-Seine). Membres : Jean-Pierre AUBERT (Alpes-de-Haute-Provence) ; Jacques BELLANGER (Yvelines) ; Jean-Marie CAMBACERES (Gard) ; Pierre DENIZET (Isère) ; René GAILLARD (Deux-Sèvres) ; Richard MOATTI (Bouches-du-Rhône) ; Lucien ROSE (Ile-et-Vilaine).

Suppléants

Jacques BRAVO, Paris. Jean-Claude KARSNTY, Paris. Paul LORIDANT, Essonne. Guy MERRHEIM, Nord. Henri PRADEAUX, Hauts-de-Seine.

Commission nationale des conflits

Président : Christian NUCCI (Isère) ; Vice-présidents : François REBEUF (Gard) ; Lucien DELMAS (Dordogne) ; Secrétaire : Michel SUCHOD (Dordogne) ; Secrétaire adjoint : François BORELLA (Meurthe-et-Moselle). Membres : Féréol DOUTRES (Hautes-Garonne) ; Tonny DREYFUS (Seine-et-Marne) ; Jean-Pierre KUCHEIDA (Pas-de-Calais) ; Bernard LE SAVOUROUX (Hauts-de-Seine) ; Jean-Pierre MOULINS (Seine-Saint-Denis) ; Daniel VAILLANT (Paris) ; Michel VILLAND (Bouches-du-Rhône) ; Patrick WEIL (Paris).

Suppléants

Yves ARNAUD, Vaucluse. Pierrette BIRAUD, Paris. Yves BOURGOIN, Loire-Atlantique. Jean-Paul CIRET, Hauts-de-Seine. Charlotte ROSTAN, Puy-de-Dôme.



Secrétariat national

Secrétaires nationaux

Lionel JOSPIN, Premier secrétaire

Jean POPEREN, Secrétaire national à la Coordination chargé des élections

Jean-Paul BACHY, Secrétaire national aux Entreprises

Michel CHARZAT, Secrétaire national au Secteur public

Marcel DEBARGE, Secrétaire national aux Relations extérieures

Gérard DELFAU, Secrétaire national à la Formation

Roger FAJARDIE, Secrétaire national

Michel DE LA FOURNIÈRE, Secrétaire national aux Droits de l'Homme et aux Libertés

Pierre GUIDONI, Secrétaire national aux Collectivités locales

André LAIGNEL, Secrétaire national chargé de la Trésorerie

Christiane MORA, Secrétaire nationale à l'Information des militants

Didier MOTCHANE, Secrétaire national à l'Action culturelle

Michel PEZET, Secrétaire national à l'Urbanisme, au Cadre de vie et à l'Environnement

Jean PRONTEAU, Secrétaire national aux Etudes

Paul QUILES, Secrétaire national à l'Organisation, aux Fédérations et au Contentieux

Jean-Claude ROUTIER, Secrétaire national à la Communication et à la Propagande

Secrétaires nationaux adjoints

Alain BARRAU, Secrétaire national adjoint à la Jeunesse

Jean BESSE, Secrétaire national adjoint aux Entreprises

Pierre BRANA, Secrétaire national adjoint aux Relations extérieures

Martine BURON, Secrétaire nationale adjointe aux Luttes des femmes

Robert CHAPUIS, Secrétaire national adjoint aux Etudes

Bertrand DELANOÉ, Secrétaire national adjoint à la Presse et porte-parole

Yves DURAND, Secrétaire national adjoint aux Etudes

Jacques HUNTZINGER, Secrétaire national adjoint aux Relations internationales

Françoise SELIGMANN, Secrétaire nationale adjointe aux Organismes centraux, rattachée au Premier secrétaire

Luc SOUBRE, Secrétaire national adjoint aux Relations extérieures

Bernard THAREAU, Secrétaire national adjoint à l'Agriculture et au monde rural

Anne TREGOUET, Secrétaire nationale adjointe aux Entreprises

Le bureau exécutif

27 titulaires

Lionel JOSPIN, **Jean POPEREN**, **Guy ALLOUCHE**, **Jean-Paul BACHY**, **Jean BESSE**, **Robert CHAPUIS**, **Michel CHARZAT**, **Marcel DEBARGE**, **Gérard DELFAU**, **Roger FAJARDIE**, **Claude GERMON**, **Pierre GUIDONI**, **Pierre JOXE**, **André LAIGNEL**, **Michel de LA FOURNIÈRE**, **Marie-Noëlle LIENEMANN**, **Louis MERMAZ**, **Christiane MORA**, **Didier MOTCHANE**, **Véronique NEIERTZ**, **Daniel PERCHERON**, **Michel PEZET**, **Marie-Jo PONTILLON**, **Jean PRONTEAU**, **Paul QUILES**, **Jean-Claude ROUTIER**, **Dominique TADDEI**.

19 suppléants

Jean-Marc AYRAULT, **Alain BARRAU**, **Pierre BRANA**, **Martine BURON**, **Alain BUSNEL**, **Pierre CARASSUS**, **Annette CHEPY**, **Michel COFFINEAU**, **Bertrand DELANOÉ**, **Yves DURAND**, **Gérard FUCHS**, **Jacques HUNTZINGER**, **Christian PIERRÉ**, **Gilbert POMMIER**, **Françoise SELIGMANN**, **Luc SOUBRE**, **Bernard THAREAU**, **Anne TREGOUET**, **Jean-Pierre WEBER**.





LES INTERVENTIONS

Le vendredi 23 octobre 1981 en matinée

Sous la présidence de Christiane MORA, sont intervenus :

Rodolphe PESCE (Drôme), **Lucien DUPUIS** (Drôme), **Jean POPEREN** (Rhône), **Jacques PIETTE** (Pas-de-Calais), **Michel DE LA FOURNIÈRE** (Loiret), **Alfred RECOURS** (Eure), **Bernard DEROSIER** (Nord), **André GARNIER** (Loire).

Le vendredi 23 octobre 1981 l'après-midi

Sous la présidence de Michel DE LA FOURNIÈRE, sont intervenus :

Kléber GOUYER (Isère), **Yvan LECUIVRE** (Ardennes), **Michel SAINTE-MARIE** (Gironde), **Marie-Noëlle LIENNEMANN** (Essonne), **Robert LUCENTE** (Essonne), **Bernard THAREAU** (Loire-Atlantique), **Paul QUILÈS** (Paris), **Roger FAJARDIE** (Cher), **Gaston DEFFERRE** (Bouches-du-Rhône).

Sous la présidence de Marcel DEBARGE, sont intervenus :

Georges SARRE (Paris), **Louis MERMAZ** (Isère), **Roger CARCASSONNE** (Bouches-du-Rhône), **Christian BATAILLE** (Nord), **Claude GERMON** (Essonne), **Bernard POIGNANT** (Finistère), **Michel COFFINEAU** (Val-d'Oise), **Georges FILLIOUD** (Drôme).

Le samedi 24 octobre 1981 en matinée

Sous la présidence de Michel PEZET, sont intervenus :

Roland MONNET (Aisne), **Christian DECAYEUX** (Somme), **Bernard CHAPUIS** (Ardèche), **J.-Paul BACHY** (Ardennes), **Marie-France MAGNAT** (Guadeloupe), **Annette CHÉPY** (Marne), **FRUTAUD** (Réunion),

Claude ESTIER (Paris), **Françoise GASPARD** (Eure-et-Loir), **Christian PIERRET** (Vosges), **Christiane MORA** (Indre-et-Loire), **Siméon SALPETRIER** (Martinique), **Pierre MAUROY** (Nord), **Charles JOSSELINE** (Côtes-du-Nord), **Laurent CATHALA** (Val-de-Marne).

Le samedi 24 octobre 1981 l'après-midi

Sous la présidence d'Alain CHENARD, sont intervenus :

Véronique NEIERTZ (Seine-Saint-Denis), **Chantal PEREZ** (Paris), **Philippe FARINE** (Paris), **Pierre GUIDONI** (Aude), **Denise CACHEUX** (Nord), **Laurent FABIUS** (Seine-Maritime), **Yves DURAND** (Nord), **Alain BUSNEL** (Hauts-de-Seine).

Sous la présidence d'Annette CHÉPY, sont intervenus :

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT (Territoire-de-Belfort), **André LAIGNEL** (Indre), **Michel ROCARD** (Yvelines), **François LONCLE** (Eure), **Bertrand DELANOË** (Paris), **Michel BERSON** (Essonne), **Bernard MORIN** (Val-d'Oise).

Le dimanche 25 octobre 1981 en matinée

Sous la présidence de Louis MERMAZ, sont intervenus :

Louis EYRAUD (Haute-Loire), **Jules FAIGT** (Hérault), **Luc SOUBRE** (Haute-Garonne), **André LAUR** (Haute-Garonne), **Guy PENNE** (Vaucluse), **Anne LABORDE** (Secteur entreprises Elf-Aquitaine), **Jean-Marie LEGUEN** (Paris), **Michel DEBOUT** (Loire), **Jacky NOAH** (Marne), **Philippe AUBRY** (Vosges), **René BASSE** (Var), **Gérard DELFAU** (Hérault), **Alain BERTHAZÈNE** (Hérault), **Christian SCHOLTZ** (Aveyron), **Lionel JOSPIN** (Paris), **Jean PRONTEAU** (Paris), **Jean POPEREN** (Rhône).

Voici quelques extraits des principales interventions de nos camarades, présentées dans leur ordre chronologique :

Rodolphe Pesce

(...) Il n'y a pas cinq mois que le gouvernement a été nommé, quatre mois que l'Assemblée nationale est élue : l'œuvre législative la plus importante depuis la Libération est en train de s'accomplir. Lorsqu'on sait qu'il nous a fallu, à part un certain nombre de mesures symboliques ou ponctuelles, au moins deux ans pour mettre en application sur le plan local un certain nombre de décisions importantes, de même il faut laisser au gouvernement et au parlement le temps de préparer et de voter les lois, ce qui ne veut pas dire que les militants doivent attendre sagement les bras croisés, ils ne le veulent pas, ils ne le peuvent pas, car lorsque le

gouvernement, lorsque tel ou tel ministre fait une déclaration, le militant socialiste, dans son usine, à son bureau, dans son quartier, est interpellé : le gouvernement, c'est lui. Il faut qu'il réponde, qu'il explique, qu'il justifie (...).

(...) Information, participation aux décisions, lien entre le gouvernement, les groupes parlementaires, le parti, voilà des sujets neufs qui ne sont pas seulement théoriques, mais politiques. Il nous faudra avoir beaucoup d'idées, d'imagination pour réussir, mais les socialistes n'en manquent pas.



Rodolphe Pesce



Lucien Dupuis

(...) Dix ans après le renouveau du socialisme à Epinay, nous voici rassemblés pour un nouveau départ. Dix ans passés à rassembler tous les ruisseaux du mouvement de la gauche non communiste, comme on la baptisait alors, par définition négative, qui ont su se rejoindre pour se fortifier. Les apports successifs ont enrichi le mouvement au-delà de la simple somme mathématique, mouvement qui, sous la conduite de François Mitterrand, a pu atteindre la victoire, victoire exemplaire du socialisme dans un pays industrialisé et développé, dont les autres peuples du monde s'inspirent déjà : il n'est que de voir la Grèce.

(...) A Valence, nous allons ensemble réfléchir à l'accomplissement d'une tâche immense et exaltante : réussir avec toutes les forces de la France la première étape de la transition de notre pays vers le socialisme. C'est le contrat que le peuple a passé avec nous, c'est celui que nous avons le devoir de respecter. (...)



La délégation de la Drome — près de Georges Fillioud, Lucien Dupuis.

Jean Popperen

(...) Si nous continuons à ce rythme de changements, de réformes, nul doute que nous aurons, dans cinq ans, dans sept ans, rempli notre contrat, le contrat passé avec le peuple français, et pour lequel celui-ci nous a donné mandat en mai et juin derniers. Au delà, nous aurons à solliciter un nouveau mandat populaire pour aller plus loin, pour un nouveau contrat.

Mais, pour ce qui est du présent contrat, s'il implique d'importants changements, il ne signifie pas bouleversement, en tout cas pas la table rase. Dès lors, il faut être clair ; il ne faut ruser ni avec les faits, ni avec les mots. S'il n'y a pas bouleversement, c'est qu'il y a compromis, c'est-à-dire aménagement d'un nouvel équilibre entre les forces sociales en présence. La lutte de classe est-elle d'ailleurs autre chose qu'une succession d'affrontements et d'armistices ? Et naturellement, le mandat que nous avons reçu de la majorité du peuple français — de la majorité sociologique et politique — c'est de parvenir au meilleur compromis possible, c'est-à-dire tout simplement de remplir le contrat, de tenir nos engagements.

C'est ce qui étonne nos adversaires, c'est ce qu'ils n'arrivent pas à croire. Il est vrai que ce n'est pas habituel. Mais il faudra qu'ils s'y fassent. Nous ferons, nous faisons ce que nous nous sommes engagés à faire, et pour quoi nous avons été élus.

Une partie du patronat feint de découvrir le programme socialiste, ou peut-être le C.N.P.F. avait-il pensé que le programme, c'était seulement pour se faire élire.

Avec le Parti socialiste tel qu'il s'est construit autour de François Mitterrand, le programme, c'est peut-être appliqué.

(...) Nous ne cherchons pas la guerre ; elle n'est dans l'intérêt de personne, nous souhaitons l'accommodement, le compromis. Mais le compro-

mis ne peut se faire qu'à l'intérieur du choix démocratiquement exprimé par le peuple français, à deux reprises, tout récemment, et avec éclat. Il ne se fera pas au prix du reniement de la volonté populaire.

Nous voulons la discussion, la concertation, la coopération avec les représentants des diverses forces économiques et sociales, y compris, par conséquent, du patronat. Mais cette concertation ne peut porter que sur les modalités, les conditions, le calendrier d'application de notre programme, pas sur le programme lui-même. Cette question a été tranchée. La campagne électorale est finie depuis 4 mois : il n'y aura pas de 3^e tour économique. (...)

Il est bon d'abord de rappeler que les prophètes de malheur de la droite annonçaient une cascade de catastrophes : l'effondrement de la monnaie, la flambée des prix, les barricades et les grèves insurrectionnelles. Rien de tout cela ne s'est produit, la monnaie n'a pas plongé malgré les manœuvres visant à créer la panique aux alentours du 21 mai, puis du 15 août. Il n'y a pas eu flambée des prix, même s'il a fallu prendre des décisions de rattrapage après de longs mois de cadeaux préélectoraux du gouvernement giscardien. Enfin, jamais rentrée sociale n'a été plus calme, même si, ici et là, se manifestent quelques impatiences, bien légitimes.

En clair, nous avons passé le premier cap sans drame. Et cela n'allait pas de soi. Le risque n'était pas nul d'un naufrage dès le départ. Comment être sûr d'assumer un aussi considérable changement politique avec le triple handicap de la crise, de l'héritage de la droite et des manœuvres de nos adversaires. Cela a été fait. Ne crions pas au miracle ; constatons simplement qu'en quelques mois, nous avons assuré solidement notre base d'action, notamment pour la grande bataille économique.

Et maintenant, pour cette grande bataille, et comme l'a dit le président de la République, comme l'a dit le premier ministre, nous en appelons à tous. Oui, nous Socialistes, nous Parti socialiste, ici, en notre congrès, solennellement, nous en appelons à tous. Car c'est l'intérêt de tous, c'est l'intérêt de la nation que nous réussissions. De tous, sauf sans doute d'une poignée de hauts privilégiés, décamponnés de leur puissance et dont la rage ne peut plus que s'efforcer à détruire, sauf de quelques politiciens ci-devant, dont le masque de démagogie sociale est tombé et qui apparaissent pour ce qu'ils sont, les défenseurs des banquiers, et de tous les nantis, les vrais nantis, pas les lampistes que méprisait tant Monsieur Barre. (...)

Une constatation s'impose : par rapport à notre programme, des concessions ont été faites aux chefs d'entreprises. Disons, ici, devant ce congrès, que, dans la conjoncture actuelle, le gouvernement a sans doute eu raison de faire ces concessions. Il ne servirait à rien de faire couler le bateau en le chargeant trop d'un coup.

Mais il faut dire avec non moins de netteté que les concessions ne sauraient être à sens unique. Ce serait un jeu dangereux de prendre la modération actuelle du monde du travail pour de la passivité ou pour de la résignation. Il faut prendre cette modération pour ce qu'elle est : le signe d'une haute politique, la conscience que tout n'est pas possible tout de suite.

Mais, si à défaut de « tout », ce devrait être rien ou presque, alors c'est que l'autre partenaire économique tricherait.

Et ceux qui ont gagné le 10 mai et le 21 juin n'accepteraient pas d'être victimes de cette tricherie. Si certains patrons ne voulaient lâcher sur rien, ni sur les salaires des plus défavorisés, ni sur l'aménagement du temps de travail, ni sur les droits dans l'entreprise, c'est qu'il y aurait volonté d'affrontement, d'épreuve de force, non de compromis. (...)

(...) Faut-il donc croire que, décidément, la bourgeoisie française n'accepte le jeu de la démocratie que quand c'est elle qui gagne ?



(...) Pour l'instant, l'opposition n'a cure des propositions constructives. Elle n'a d'autre souci, en étirant le calendrier, que de provoquer une situation de difficultés, voire de déstabilisation dans les entreprises nationalisables. C'est bien ce qu'on appelle la « politique du pire ».

Face à cette attitude, le gouvernement a le droit, et le moment approche où il aura le devoir, d'user de tous les moyens démocratiques pour que la volonté du peuple soit respectée. Cela est vrai au Parlement. Cela est vrai par rapport à un certain nombre de hauts responsables administratifs. Cela est vrai en ce qui concerne les droits des travailleurs. Trop de dirigeants de l'économie — y compris dans le secteur public — semblent n'avoir pas compris qu'il s'est passé quelque chose le 10 mai.

Il est temps qu'ils le comprennent... ou qu'on le leur fasse comprendre ! Car les travailleurs, eux, s'ils comprennent, s'ils admettent que tout n'est pas possible tout de suite, ne comprennent pas que, trop souvent, rien n'ait encore changé dans la vie quotidienne de l'entreprise.

Ainsi, rien n'est jamais donné, et le Pouvoir socialiste lui-même ne réussirait pas sans le peuple. Mais qui en avait jamais douté ? Le juste compromis, le bon compromis ne sera pas le résultat d'un face à face solitaire entre le pouvoir politique et les secteurs dominants de l'économie. La volonté populaire, celle de mai et juin, doit être vigilante, présente. Pour nous, socialistes, la démocratie, ce n'est pas seulement le bulletin de vote tous les cinq ans. Les citoyens, les travailleurs doivent

dire, dans les régions, dans les localités, dans les entreprises, qu'ils entendent que leur volonté soit respectée. Entraîner les masses populaires pour l'application de la politique socialiste, c'est maintenant la tâche du Parti socialiste.

(...) L'action, pour nous, c'est toujours, plus que jamais, l'action de tous les travailleurs, **l'action unie**. Nous avons gagné hier parce que nous étions le parti de l'union, le parti du rassemblement populaire.

Aujourd'hui que le pouvoir est dirigé par les socialistes, qui donc, mieux que nous, les Socialistes, pourrait unir, rassembler, pour que se traduise, dans les faits, sur le terrain, la politique du changement ?

Paul Quilès

(...) La droite politique a pour ainsi dire disparu en ce moment, elle n'arrive pas à se remettre du choc du 10 mai. Mais cela ne doit pas nous amener à relâcher notre attention dans le combat politique et idéologique contre la droite. Toute faiblesse à cet égard serait précisément un manque de réalisme.

L'autre évidence à ne pas oublier, c'est la force de la gauche qui repose sur la dynamique populaire qui la soutient, après l'avoir portée au pouvoir ; ce serait une grave erreur que de casser cette dynamique, en décevant ceux qui nous ont fait confiance.

Bien sûr, je sais que tout n'est pas possible en même temps ; mais il est des axes fondamentaux de notre politique, de notre projet, qu'il serait dangereux de ne pas mettre en œuvre tout de suite. Le réalisme c'est de tenir les promesses qui nous ont permis de gagner, le 10 mai et le 21 juin.

Si nous avons gagné, ce n'est pas parce que ces promesses étaient électoralistes ; c'est bien parce qu'elles correspondaient à une aspiration profonde du peuple de gauche et qu'elles témoignaient de notre volonté de mettre en œuvre ce que nous avons appelé l'autre politique.

L'autre politique, nous sommes condamnés à devoir la réussir.

Mais qu'est-ce que réussir ? Les critères, en fait, sont relativement simples : nous aurons, chers camarades, commencé à gagner lorsque les citoyens et les travailleurs seront convaincus que les socialistes mettent tout en œuvre pour faire reculer le chômage et qu'effectivement le chômage n'avance plus mais reflue ; que les socialistes mettent tout en œuvre pour faire reculer l'inflation et que l'an prochain on verra le baromètre de l'inflation virer dans la zone des 10 % ; que les socialistes mettent tout en œuvre pour reconquérir notre marché intérieur et qu'effectivement les comportements des consommateurs et la structure de l'appareil de production se modifient dans le bon sens. (...).

Seulement voilà, pour réussir il nous faudra

vaincre de nombreuses résistances. D'abord, le sentiment bien connu de la crainte de tout homme et de toute femme face à un changement (...).

Une autre résistance, phénomène moins connu, c'est ce que j'appellerai l'obstacle légal du travail parlementaire, des délais du travail parlementaire et législatif.

Il ne faut pas oublier non plus les contraintes liées à l'héritage que nous a léguées la droite.

(...) Enfin, comme vous le savez, nos camarades au gouvernement ont à faire face à la résistance, voire à l'obstruction de l'opposition et de ses relais, jusques et y compris dans certaines sphères de la haute administration, et cela pose un sérieux problème.

Lorsqu'on se trouve devant un blocage de ce genre, soit on l'accepte à ses risques et périls, soit on le fait sauter, et que l'on me comprenne bien : je ne préconise pas une quelconque chasse aux sorcières, c'est-à-dire l'élimination systématique d'hommes et de femmes en raison de leurs opinions ; nous ne ferons pas ce qu'a fait Giscard en 1976 au R.P.R., après la démission-éviction de Jacques Chirac. Par contre, nous ne devons pas confondre, comme le disait fort justement Jacques Delors à la tribune de l'Assemblée nationale, dimanche dernier, nous ne devons pas confondre idéalisme et naïveté : l'idéalisme, c'est la fidélité à nos idées et notamment à notre volonté de respecter les hommes ; la naïveté, ce serait de laisser en place des gens déterminés à saboter la politique voulue par les Français. (...)

Je pense à certains directeurs, à certains préfets, à certains dirigeants d'entreprise, à certains fonctionnaires... et je trouve personnellement très normal et très sain que le Président de Paribas, M. Moussa, ait été amené à démissionner.

Croyez bien, chers camarades, que personne ne nous saurait gré de laisser en place tous ces hauts responsables de l'économie ou de l'administration, qui sont nos adversaires, il ne faut pas avoir peur de le dire.

Souvenons-nous qu'en politique, faire un cadeau de ce genre c'est se condamner soi-même.

Mais il ne faut pas non plus se contenter de dire, de façon évasive, comme Robespierre à la Convention : des têtes vont tomber. Il faut dire lesquelles, et le dire rapidement, c'est ce que nous attendons du gouvernement, il y va de la réussite de notre politique.

Gardons-nous, cependant, de perdre notre sang-froid car la droite cherche, par ses provocations, on l'a vu à l'Assemblée nationale la semaine dernière, à nous pousser aux affrontements. Sachons prendre la mesure de la situation et tenir bon sur les objectifs et sur les moyens. Ce ne sont pas les cris d'orfraie de la droite qui doivent nous inquiéter, cette droite dont je ne vois pas à quel titre elle serait fondée à nous donner des leçons de démocratie et de tolérance.

(...) En fait, nous avons devant nous un avantage considérable : nous avons la durée pour nous et je suis sûr qu'au bout du compte, et nous le disons dans notre motion, c'est une véritable révolution tranquille que nous aurons à mener dans notre pays.

Mais, faut-il le rappeler, le changement ne se résume pas aux seules lois votées par le Parlement, où à la promulgation de décrets. Pour réussir, le changement doit être l'affaire de tous et de toutes, et notamment des militants socialistes.

(...) Aujourd'hui nous sommes confrontés, pour la première fois, à ce problème : quel doit être le rôle, quelles sont les responsabilités d'un parti socialiste au pouvoir ? Quels rapports devons-nous entretenir avec le gouvernement ? Nous l'avons dit, ces rapports doivent être de solidarité et d'indépendance, d'autres ont dit d'auto-nomie, d'autres ont dit d'échange.

Peut importe le mot, ce qui importe c'est que le Parti ne disparaisse pas, non pas parce que le Parti est une fin en soi mais parce qu'il est l'acteur et le moteur indispensable du changement et que son absence de la scène politique serait très dommageable à l'entreprise dans laquelle la gauche est engagée.

Et puis, avouez que ce serait un bien curieux paradoxe que la réussite du Parti l'amène, précisément, à ne plus exister ! (...)



Gaston Defferre

(...) Nous devons agir chacun à notre place. Nous au gouvernement, vous dans le pays. Les militants doivent juger notre action, doivent être notre relai dans le pays, notre soutien, mais ils ne doivent pas perdre leur esprit critique. Ils ont le droit de nous critiquer quand, comme c'est le cas, ils le font loyalement, franchement, non pas pour le plaisir de critiquer, mais pour nous aider dans notre action. (...)

Les rapports entre le Groupe parlementaire et le Gouvernement ne sont pas et ne doivent pas être des rapports de domination de l'un sur l'autre, mais des rapports de coopération. Le gouvernement prépare des projets de lois, les soumet au groupe qui a le droit de les compléter, de les modifier, de les amender en séance de groupe ou en séance publique. Cela doit se faire en tenant compte de l'esprit du projet, puisque ces projets sont établis à partir du programme sur lequel nous avons été élus les uns et les autres. C'est, en vérité, une question d'organisation du travail en commun. Nous avons voulu aller vite après notre élection. Beaucoup de projets ont été déposés. Cela a provoqué une certaine hâte dans le travail. Pour nous, pour ceux qui sont au gouvernement, le Groupe parlementaire étant majoritaire, détenant la majorité absolue à l'Assemblée nationale, nous donne le moyen de faire voter les textes que nous préparons. L'opposition a un rôle tout à fait différent ; elle veut dénaturer les textes. Elle veut, même par son obstruction, empêcher qu'ils soient votés. L'attitude qu'elle adopte à l'égard de nos projets est donc fondamentalement différente de celle du groupe. Les critiques de l'opposition sont systématiques, quoi que nous fassions. Les critiques ou les remarques du groupe, au contraire, ont une valeur que ne peuvent pas avoir celles de l'opposition puisqu'elles ont pour objet de compléter et d'améliorer les textes que nous préparons.

(...) Je voudrais, sur le fond, parler de quelques problèmes, très rapidement. Et d'abord, de la nationalisation des banques.

Ce problème se résume en quelques mots, en quatre mots. En ce qui concerne les banquiers, c'est simple, c'est « eux ou nous ». (...) Tout, avant la campagne électorale, pendant cette campagne et depuis l'élection de François Mitterrand comme depuis la constitution du gouvernement, démontre qu'ils n'acceptent pas le verdict populaire. S'ils n'avaient pas été nationalisés, camarades, dites-vous qu'ils n'auraient pas hésité à spéculer contre le franc, à saboter la politique économique et financière du gouvernement, pour essayer de nous chasser du pouvoir.

Et je ne parle uniquement que de ce que nous connaissons, qu'allons-nous découvrir, Camarades, quand les nouveaux présidents, les nouveaux directeurs arriveront à la tête des banques nationalisées ? (...)

(...) Il ne s'agit pas de renoncer à quoi que ce soit de notre programme, ni aux nationalisations, ni à l'impôt sur la fortune, ni au budget tel qu'il est présenté. Non. Mais ce qu'il faut, c'est que l'immense majorité des Français, qui n'est pas atteinte par les mesures prévues par les nationalisations, par l'impôt sur la fortune, par l'application de toutes les dispositions contenues dans notre programme, c'est que l'immense majorité des Français, qui actuellement est inquiète, qui a peur à cause des bruits que font circuler les gens de la droite, les gens de l'opposition ou les banquiers, sache qu'elle ne sera pas atteinte et que son intérêt est de soutenir notre action. (...)

(...) Camarades, j'ai parlé de tout cela sur un ton amusé lorsque j'ai parlé des courants plus ou moins dissimulés et de notre sensibilité. Mais la vérité, je vais vous la dire, elle est simple. Notre juge à tous c'est le peuple. Il nous jugera tous, Parti, élus, gouvernement, et nous serons tous approuvés ou condamnés solidairement. Nous sommes condamnés à être solidaires, Camarades. La voilà, la vérité.

La vérité c'est que nous gagnerons, ou que nous perdrons tous ensemble. (...) Et non seulement c'est le cas pour les militants, les élus et les ministres, mais c'est aussi le cas pour ceux qui appartiennent à des sensibilités différentes.

Dites-vous bien que si nous gagnons l'avenir sera à nous, mais que si nous perdons, nous serons tous balayés.

Chacun a son rôle à jouer, camarades, à jouer et à sa place. Soyons critiques quand il le faut, mais soyons loyaux et amicaux les uns vis-à-vis des autres ; alors, tous ensemble, nous gagnerons.

En répartissant le pouvoir entre l'Etat et les col-

lectivités territoriales, j'ai fait un choix. Si j'ai décidé de commencer par cela, et si le gouvernement l'a décidé, c'est que ce choix est irréversible : quand les maires, les présidents de Conseil général, les présidents de Conseil régional, auront le pouvoir, ils ne voudront plus le rendre, et ils exigeront d'avoir des compétences et des crédits. Dans l'avenir, je sais qu'au lieu de combattre mon texte, même ceux qui ne sont pas socialistes nous soutiendront dans notre action, parce qu'il est normal que, quand on a le pouvoir, on exige des compétences et des crédits. (...)

Je terminerai sur la décentralisation en disant que c'est une nouvelle chance pour la démocratie, pour le développement économique et pour le développement culturel. Quand nous aurons en France des capitales régionales, quand les chefs d'entreprise n'auront plus besoin d'aller chaque semaine à Paris pour traiter leurs dossiers, quand les élus n'attendront plus des mois ou des années le règlement des dossiers ou des décisions qu'ils ont prises, alors un grand pas aura été accompli pour faire de notre pays un pays moderne, et des élus des hommes libres, majeurs et responsables. (...)

Louis Mermoz

(...) Il ne s'agit pas pour nous d'engager une expérience, une nouvelle expérience socialiste, à l'issue de laquelle, après avoir, comme disent nos adversaires, vidé les caisses publiques, faute d'avoir su ouvrir les caisses trop pleines du grand capital et parfois si pleines qu'elles débordent au-delà de nos frontières... nous réinstallerions la droite au pouvoir. Il s'agit de faire une politique et de construire une société d'un type nouveau.

Oui, nous avons une autre conception de l'alternance, que l'acception « bourgeoise ». Si le droit à l'alternance est pour les démocrates que nous sommes un droit sacré, inscrit dans la Constitution, inscrit au cœur des socialistes, conforme à l'usage du socialisme démocratique, nous ne souhaitons pas que l'alternance soit le retour au passé.

Nous voulons réussir pour que demain l'alternance s'exerce, non pas entre aujourd'hui et hier, mais entre les forces de l'avenir dans l'intérêt de notre peuple.

Les nationalisations ont, de ce point de vue, un sens plein et entier. Les nationalisations, c'est-à-dire de vraies nationalisations, qui portent extension du secteur public, constituent l'axe essentiel de notre volonté de changement.

Elles sont pour nous l'outil de lutte privilégié contre le chômage. Elles appellent une autre croissance économique, elles appellent une autre croissance sociale. Elles comportent des droits nouveaux pour les travailleurs, droits qui devront déborder très vite le cadre du secteur public.

Il s'agit à travers cette nouvelle croissance économique, à travers cette nouvelle croissance sociale, de recomposer le tissu industriel de notre pays. N'ayons pas peur des idéologies du passé, des critiques du conservatisme qui ont toujours fait aux entreprises publiques un procès injuste.

(...) La nationalisation des grandes banques d'affaires et de dépôt mettra fin à une logique jusqu'alors tacitement acceptée dans notre pays, la logique du profit.

La culture de l'argent pour l'argent, le placement de l'argent pour le seul profit bancaire, cette logique-là nous la refusons. L'argent doit être mis

au service du développement industriel et nous appelons la naissance d'une autre logique, nous appelons la naissance, de la part des banquiers publics, mais privés également, d'une logique qui porte création de richesses industrielles.

Alors, au fur et à mesure que s'élabore ce monde nouveau, nous voyons se dresser devant nous des obstacles. Devons-nous en être étonnés ? N'avons-nous pas assez dit et répété dans nos écrits, dans nos congrès, que la construction du socialisme ne se ferait pas sans difficultés ?

Atermoiements, demi-trahison, trahison de la haute banque, des grandes affaires, parfois de la haute administration, c'est peut-être aujourd'hui notre lot quotidien, mais ces obstacles doivent être balayés, car pendant que la droite gronde à l'Assemblée nationale ou pendant qu'elle s'effarouche ayant soudain des pudeurs jusqu'alors inconnues, des groupes financiers froidement spéculent contre le franc et contre l'intérêt économique de notre pays. Tous les éléments d'une contre-révolution économique se mettent aujourd'hui en place avec une extraordinaire vitesse, avec un appel sourd et constant à l'environnement international, capitaliste bien entendu.

Il y en a qui voudraient bien, après avoir organisé contre les intérêts français, en violation des lois françaises, la fuite des capitaux, dresser autour de la France une sorte de cordon sanitaire. La lutte des classes à l'intérieur, la lutte des classes à l'extérieur, nous y voilà bien, et par la faute de qui ?

Il faut que le gouvernement frappe vite et fort, il faut qu'il frappe vite et fort, s'il veut lutter efficacement contre le chômage, contre les hausses de prix abusives, contre le sabotage de l'économie, contre les complicités qui s'organisent au-delà de nos frontières.

C'est ainsi qu'il rendra pleinement confiance aux travailleurs, aux agriculteurs, aux chefs d'entreprise, qui emploient dix millions de travailleurs, à toutes ces petites et moyennes entreprises qui appellent une autre politique du crédit et qui, selon la formule de François Mitterrand, ne doivent plus être la chair à pâté du grand capital.



Pierre Mauroy

(...) Le Parti socialiste s'est rassemblé et les socialistes ont gagné. Avec François Mitterrand, autour de François Mitterrand, les socialistes réunis ouvrent à la France la voie du renouveau. (...).

(...) Nous avons gagné, il nous reste à faire mieux encore, nous devons réussir. (...).

(...) La victoire de François Mitterrand et des socialistes est historique par sa netteté, par son ampleur, mais aussi par la responsabilité qu'elle nous donne. L'ampleur de notre victoire détermine l'ampleur de notre responsabilité.

« Changer la vie », ce slogan est sans doute le plus beau que nous nous soyons donné. Il nous appartient à présent de le faire passer dans les faits et, pour y parvenir, nous avons une majorité, nous avons la durée, nous avons la volonté.

La conquête du pouvoir d'Etat était la condition nécessaire du changement, nous y voici. Mais le combat des socialistes depuis Epinay, n'a jamais eu pour seul objet de conquérir le pouvoir, il s'agit également de changer le pouvoir. C'est cela aussi, ne l'oublions jamais, que les Français attendent de nous. Il nous faut montrer à ceux qui nous font confiance, comme à tous les Français, qu'avec les socialistes, le pouvoir n'est pas seulement exercé par d'autres, mais qu'il est exercé autrement.

La décentralisation, les nationalisations, l'autogestion, qu'est-ce que cela signifie au fond, sinon davantage de liberté, davantage de responsabilité, davantage d'initiative pour chacun et chacune ?

Là est le vrai changement. Là est la voie ouverte à l'initiative, à l'imagination, à la conviction et à la volonté des socialistes partout où ils sont et dans leur Parti d'abord bien entendu. (...).

Ce Parti, personne ne veut et ne pourrait d'ailleurs en faire le docile porte-parole d'une volonté gouvernementale. Il y a plus et mieux à faire, il faut que partout où ils sont, les militants socialistes lancent les idées et les propositions, les expériences et les initiatives. (...).

(...) Tout comme nous prenons intégralement en charge notre héritage politique, le socialisme, nous devons assumer notre héritage national. N'oublions pas, mes camarades, qu'au-delà des affrontements de la vie

politique, qu'au-delà des péripéties parlementaires, nous sommes désormais responsables de la France devant tous les Français.

Je n'ai pas changé, et vous le savez. Comme je vous ai toujours dit que les socialistes ne vaincraient que rassemblés, je vous dis que la France ne réussira à relever le défi que si elle est unie. Et je ne ferai aucun geste, je ne prendrai aucune initiative qui puisse remettre en cause notre communauté nationale.

N'oublions jamais que nous sommes le gouvernement de la force tranquille, et c'est parce que nous sommes ce gouvernement de la France tranquille, que demain, oui, la France sera socialiste. (...).

Mais pour pouvoir parler et être entendue, la France doit préserver son indépendance et demeurer fidèle à ses alliances.

La progression dans l'Europe occidentale d'un certain neutralisme qui se cache derrière un discours pacifiste doit nous alerter. Je comprends les sentiments qui peuvent nourrir ce neutralisme, en particulier la crainte de voir l'Europe devenir le champ de bataille des deux super-puissances, d'autant que les récents propos du Président des Etats-Unis ne peuvent que conforter ces appréhensions.

Mais comprendre ne signifie pas accepter. Si nous voulons que notre message soit entendu, si nous voulons que notre expérience soit comprise, nous devons travailler au réveil de l'Europe, nous devons l'aider à maintenir une présence autonome sur la scène mondiale, nous devons lutter sans faiblesse contre toutes les forces de l'abdication et du renoncement.

Vous le savez bien, il ne suffit pas de réclamer la paix pour l'obtenir, il faut la construire. On ne peut y parvenir en position de faiblesse. (...).

Notre victoire, la victoire de la gauche en France hier, en Grèce aujourd'hui, dans d'autres pays demain, est le signe d'un sursaut ; c'est le refus de céder passivement à la crise, c'est la volonté des peuples de reprendre en main leur avenir et leur destin. C'est ce que nous faisons en France. (...).

Il faut que les Français réapprennent la République, ses règles et ses devoirs, sa liberté mais aussi sa créativité. Le changement, il doit aussi intervenir dans les esprits, dans la manière de poser les problèmes, dans le mode de raisonnement. Tous ceux qui continuent d'analyser notre politique en tenant à la main le manuel d'économie rédigé par Raymond Barre ne pourront jamais découvrir la cohérence de l'action que nous avons engagée. Pour comprendre, il faut accepter de réfléchir à partir de nouveaux critères.

Il vous appartient d'aider à cette mutation, il vous appartient d'expliquer nos choix, et donc notre démarche. (...).

(...) Nous sommes en train de procéder aux nationalisations, indispensables pour relancer l'investissement qui stagne depuis cinq ans, en réorientant les flux financiers vers les petites et moyennes industries, indispensables pour garantir la maîtrise de nos principales technologies, en évitant que nos grands groupes industriels se diluent dans l'univers des sociétés multinationales. (...).

(...) Toutes ces manœuvres échoueront. Les députés de la gauche voteront les nationalisations voulues par le peuple, et ce qui se passe à l'Assemblée nationale illustre d'ailleurs la valeur des nationalisations.

Si l'opposition réagit avec une telle hargne, c'est parce que nous touchons à ce qui, pour elle, est la valeur suprême, l'argent.





Certains banquiers retrouvent même la mentalité des émigrés de Coblenze et n'hésitent pas à jouer contre leur pays.

Je le dis ici pour un banquier et je ne le dis pas pour les autres, je ne fais pas d'assimilation; je le dis ici pour quelques privilégiés: ceux qui estiment que la France est indigne de leur argent, ceux-là sont indignes de la France!

Mais attention, mes camarades! le changement a besoin du temps pour être compris et accepté.

Notre démarche d'ensemble doit demeurer progressive, méthodique et prudente. N'oubliez pas « la force tranquille »...

Dans les premiers mois, c'est sur sa capacité à gérer l'économie, à tenir les grands équilibres, notamment en matière d'emploi, des prix et de la monnaie, que la gauche sera jugée, car il est vrai que cette capacité lui a fait quelquefois défaut dans le passé, par excès de précipitation dans la mise en œuvre de ses projets généreux.

De ce point de vue, je le dis très simplement, les résultats acquis après cinq mois de gestion sont positifs: (...).

Car, mes camarades, l'heure est au socialisme. Il nous reste beaucoup à faire, mais nous avons cinq ans, nous avons sept ans. Nous ne pouvons changer la France en cinq ou sept mois. (...).

(...) Pour que la France tout entière se remette au travail, il faut aussi réconcilier les Françaises et les Français avec leurs usines et leurs bureaux, il faut qu'ils se sentent citoyens dans l'entreprise.

Mes chers camarades, il est fini, le temps des maîtres.

S'ouvre aujourd'hui le temps des partenaires. Toute notre politique est fondée sur cette idée.

Nous donnons aux citoyens la possibilité de gérer eux-mêmes leur destinée, nous mettons en place les instruments qui permettent à la démocratie de s'exercer réellement. Il est temps que les Français cessent d'attendre la solution de leurs problèmes particuliers de je ne sais quelle Administration centrale! Il est temps de leur donner les moyens de se gérer eux-mêmes. Tel est le message constant de la gauche et telle est notre politique.

C'est vrai pour l'emploi. Nous avons favorisé la création de comités locaux, ou par bassin d'emploi, rassemblant les partenaires sociaux, les élus, l'administration. A eux d'adapter les aides publiques, les contrats de solidarité, à la réalité.

C'est vrai pour les prix. Nous aidons les mouvements de consommateurs à se développer de manière à pouvoir intervenir plus activement dans la vie économique, à lutter contre l'inflation.

C'est vrai pour les femmes, enfin mises en situation de disposer des informations indispensables à une maîtrise des maternités.



C'est vrai pour la gestion locale et régionale. Avec la loi de décentralisation, nous rendons la primauté aux élus et, donc, aux citoyens. En limitant le cumul des mandats nous permettrons à un plus grand nombre de Français d'être associés à la gestion publique.

C'est vrai pour les immigrés, enfin respectés dans leur dignité et autorisés à créer leurs propres associations.

Je pourrais multiplier les exemples, notamment en ce qui concerne le secteur associatif. Mais ce qui importe avant tout, c'est que les militants socialistes utilisent tous ces instruments pour hâter le changement, car ce n'est pas le gouvernement qui changera la vie, c'est vous, mes camarades! Ce n'est pas le gouvernement qui instaurera une nouvelle manière de vivre la politique, c'est vous, mes camarades!

Nous libérons les capacités d'initiative, à vous de réussir le changement dans votre usine, dans votre bureau, dans votre syndicat, dans votre ville! Appuyez-vous sur l'Etat, mais n'attendez pas tout de lui!

Mes camarades, c'est à vous d'abord qu'il appartient de changer la vie. Ce changement, vous devez l'avoir en vous, il doit vous habiter et vous devrez faire montre de constance et d'opiniâtreté. Car qui pense sérieusement

que, dans un processus nécessairement démocratique, avec les avancées et les reculs qui résulteront d'un rapport de forces nécessairement mouvant, nous changerons en cent jours les comportements sociaux, les attitudes mentales, les méthodes d'éducation, les différences socio-culturelles, bref, l'idéologie et la culture produits par cent années de capitalisme?

L'indispensable mutation culturelle, vous seuls pouvez la réussir.

Vous êtes les irremplaçables animateurs de la vie sociale. Vous l'avez prouvé. Mais, si vous me le permettez, vous pouvez certainement faire mieux et plus. Car que serait le changement si vous n'en demeuriez pas le fer de lance?

Nous ne sommes qu'au début d'une longue route. Ce n'est pas parce qu'en quelques mois vos élus auront voté le plus formidable ensemble législatif de l'histoire parlementaire que nous serons au terme de nos projets. Il nous faut encore construire un grand pays industriel, car il n'y a que sur cette base que nous pourrions assurer notre indépendance, notre prospérité, ouvrir la voie du socialisme.

Ce n'est, par exemple, qu'en développant une industrie agro-alimentaire que nous parviendrons à revitaliser nos campagnes.

Il nous faut assurer une spectaculaire avancée sociale. Déjà grâce à l'extension du secteur public, un champ d'expérimentation va s'ouvrir à vous, les nouveaux droits des salariés dans l'entreprise pourront être mis en œuvre.

Le changement, mes camarades, c'est un combat, vous le savez bien. Regardez-les, se



dresser partout où souffle le vent de la liberté, de la justice, de la responsabilité, les adversaires du changement. Chacun comprend qu'un gouvernement mandataire de la volonté majoritaire du pays n'acceptera pas que les lois et les règlements ne soient pas appliqués par ceux qui ont pour devoir de les respecter et par ceux qui ont pour mission de les mettre en œuvre.

Les adversaires du changement, vous savez bien qu'en réalité, ils ne se posent aucune question sur la cohérence de la politique du gouvernement. Ils l'ont comprise et ils ont choisi. Ils savent que notre cohérence et la finalité de nos engagements, c'est la volonté du plein emploi, la volonté de la justice, la volonté de la relance économique, la volonté de la redistribution des pouvoirs. Et cette cohérence, ils la refusent parce qu'elle signifie la fin de leur pouvoir et la fin de leurs privilèges.

Voilà la réalité et voilà la vérité.

Mais soyez sûrs, camarades, que dans ce combat, la confiance et l'attente de l'immense majorité des Français constituent le meilleur encouragement et la meilleure garantie du changement : les Français sont avec nous, leur confiance fait notre force. Dans ce combat pour le changement, nous sommes sûrs de pouvoir compter sur l'immense majorité de ceux qui, dans l'administration, savent qu'ils sont d'abord les serviteurs de la nation.

Dans la bataille contre le chômage, ce n'est pas le gouvernement qui créera tous les emplois indispensables. Nous attendons des entreprises françaises qu'elles investissent et qu'elles embauchent.

Nous avons besoin des entrepreneurs et ils savent bien, dans leur immense majorité, qu'ils ont besoin de la politique de relance du gouvernement.

Quant aux forces de la revanche, pour leur faire face efficacement, votre mobilisation est

seule déterminante. Car le socialisme, permettez-moi de conclure en vous le répétant, ne résultera pas de l'addition de lois et de règlements. Il faudra, certes, de bonnes lois et de bons règlements, mais ce qui nous est nécessaire, c'est un esprit nouveau.

D'abord un esprit nouveau dans les relations des hommes entre eux, mais aussi dans les relations de l'homme et de la machine. Cette victoire, elle se remportera en partie sur nous-mêmes, sur nos préjugés, et c'est cette victoire qui permettra que s'établissent de nouvelles relations en matière d'enseignement ou en matière de santé, par exemple.

Tel est le projet culturel de la gauche, vous le savez bien, et telle est notre ambition.

Voilà, mes camarades, le message que j'aimerais vous voir emporter de ce Congrès de Valence, un message d'espoir, un message de fraternité, le message du socialisme au moment où l'heure est au socialisme.

Laurent Fabius

Chers camarades, nous avons vécu pendant les dix dernières années un militantisme d'opposition.

Dans notre situation nouvelle, nous sommes amenés à développer une nouvelle forme de militantisme que j'appellerai volontiers le militantisme d'explication. Nous le pratiquions déjà avant, mais nous devons passer à la vitesse supérieure, car la réalité, vous le savez bien, c'est que les militants, sur les marchés, sur les lieux de travail, sont désormais assaillis de demandes, d'objections, d'interpellations, auxquelles ils sont jusqu'ici mal armés pour répondre.

Je ne crois pas beaucoup aux théorèmes en politique, mais s'il y a un théorème de Valence, c'est désormais celui-ci : aux yeux de l'opinion publique chaque militant, c'est le P.S., le P.S. c'est le gouvernement, chaque militant, c'est le gouvernement.

L'une des principales explications à fournir concerne les rapports des travailleurs avec le gouvernement. Du temps de la droite, discuter avec le gouvernement ou avec le patronat c'était la même chose, et je me demande si, parfois, dans les comportements actuels, ce schéma-là ne laisse pas encore des traces. Nous voyons autour de nous tous ceux qui, en arrivant le matin au travail, constatent que les petits chefs sont toujours là, les jeunes, qui sont justement impatients, les femmes qui restent trop souvent écartées de tout ; nous voyons les entreprises qui continuent souvent de fermer et, face à cela, et surtout face au chômage, beaucoup ont tendance à tout demander au gouvernement, comme si le gouvernement pouvait tout, comme s'il n'était pas lui-même, au plan national et international, engagé dans une lutte du même côté que ceux qui veulent le changement.

Ce gouvernement est celui des travailleurs, il les aide, il les aidera, mais le dialogue avec le gouvernement ne doit pas décharger le patronat de ses responsabilités.

Bref, je demande qu'on ne se trompe pas de face-à-face !

Beaucoup s'interrogent sur le rythme et sur le contenu des réformes. Le paradoxe c'est que ce sont nos adversaires qui jugent que tout a changé, et certains de nos amis qui disent que rien n'a bougé !

On parle souvent, évoquant les 110 propositions de François Mitterrand, comme s'il s'agissait d'autant de cases de loto, qu'il faudrait mettre sept ans pour remplir !

Il s'agit en réalité, vous le savez, de bien autre chose.

Pas mal de modifications ont déjà été apportées au niveau de l'Etat, des institutions, de la politique internationale, de plusieurs grands domaines d'action. Les engagements commencent d'être tenus.

Il y a les résistances que nous opposent nos adversaires, les irréductibles de la droite, ceux qui n'admettent les élections qu'à condition de les gagner ou qui admettent de les perdre à condition que rien ne change !

Les socialistes ont été pendant vingt-trois ans dans l'opposition. Nous n'avons jamais mis en cause le Pouvoir d'alors comme la droite d'argent d'aujourd'hui essaye de mettre ce Pouvoir en cause ! Notre projet, c'est le changement. Leur politique, c'est la revanche ! Pour un peu, ils préféreraient l'étranger, et ils ont d'ailleurs commencé

avec ce qu'ils estiment le meilleur d'eux-mêmes : je veux dire leurs capitaux ! Pour moi, la leçon est déjà tirée : ce genre de manœuvres financières ne relève pas de l'économie, il relève simplement des tribunaux ! (vifs applaudissements)

Nous ne sommes pas des naïfs. Nous n'avons jamais pensé — et je n'ai jamais pensé — que l'impôt sur les grandes fortunes serait plébiscité par les grandes fortunes, ni la nationalisation des banques acclamée par les patrons des nationalisables ! Mais les grandes réformes, que cela plaise ou non, sont en marche.

Au-delà de ces mesures, il restera un changement bien plus difficile encore à réaliser, celui des mentalités, des habitudes du passé, des conformismes de vie.

Il est encore tout-puissant, le royaume de la valeur d'argent, de la « méritocratie », du sacrosaint respect des précédents, des égoïsmes d'individus et de corporations. Ce changement-là dépend non du gouvernement mais de chacun, et c'est le plus difficile de tous.

Nous avons une chance historique : la plupart des socialistes, au cours du temps, n'ont jamais eu la chance de vivre leur espérance. Nous, nous l'avons, et même si cela dérange nos habitudes, ce changement culturel-là, il faut tout faire pour l'engager.

Mais au-delà, quel est l'enjeu du congrès ? Les institutions sont majoritairement entre nos mains. Aucun accident institutionnel n'est normalement possible. Nous avons la durée pour réussir. La principale, et je dirai même la seule condition pour la poursuite de notre politique, vient donc du Parti lui-même et de son entière cohésion. Raison de plus pour tracer une voie ferme et choisir une direction assurée. Du congrès de Metz au congrès de Valence, notre ligne ne peut pas dévier car, deux ans avant comme deux ans après, il s'agit toujours de tenir bon !



Jean-Pierre Chevènement

(...) Je dirai deux mots d'abord de la politique économique, je crois que notre camarade Delors a beaucoup de mérite et que l'opération qu'il a menée concernant la dévaluation a été techniquement une réussite ; je crois que nous devons prendre conscience que cette bataille difficile serait menée en pure perte si nous ne prenions pas en compte le fait que nous sommes dans une économie mixte et donc contradictoire et que, par conséquent, doit prédominer la logique du plan sur celle du marché (...).

Par conséquent, il faut une cohérence dans la politique économique et il faut aussi une cohérence dans la politique extérieure. On évoquera beaucoup par les temps qui courent, le pacifisme ou le neutralisme. Personnellement, je me sens pas pacifiste, et je pense que vous ne me ferez pas de procès d'intention, je suis de ceux qui ont œuvré pour que le parti prenne en compte la réalité de la force de dissuasion nationale, je ne pense pas que la France ait à se tenir neutre dans le monde d'aujourd'hui.

Mais il est vrai qu'il y a une réalité objective : c'est qu'une guerre limitée peut avoir lieu en Europe, une guerre nucléaire, et, moi, personnellement, je ne suis pas choqué d'avoir entendu le Président des Etats-Unis le dire, il y a vingt ans qu'on le sait, il n'a fait que dire tout haut ce que tout le monde sait depuis vingt ans et c'est sur cette idée là d'ailleurs qu'il y a vingt ans, De Gaulle s'était fondé pour dire qu'il fallait une force de dissuasion à la France.

Par conséquent, je crois que notre réponse, elle est là en partie, mais elle n'est pas seulement là, il faut que l'Europe, si elle veut échapper à la guerre, dispose d'une dissuasion, dispose des moyens de se défendre ; il faut également que le niveau des armements de part et d'autre baisse, il faut parvenir à un équilibre mais effectivement en faisant en sorte que des deux côtés, il y ait une baisse de la pression, et naturellement cela implique une négociation. Le moyen d'y parvenir étant évidemment affaire d'appréciation et d'équilibre à créer pour que cette négociation soit positive.

Ce que je voudrais vous dire, chers camarades, c'est que si on veut — et pour ma part je le souhaite — qu'il n'y ait en France ni vague pacifiste ou neutraliste, il faut que la France persévère comme elle le fait de De Gaulle à Mitterrand en se comportant, non pas comme la pièce rapportée d'un des blocs, mais comme un pays libre, n'acceptant, comme l'a dit François Mitterrand, aucun interdit d'où qu'il vienne. Car la paix sera le résultat de nos efforts et ne sera jamais le postulat qui correspondrait à nos désirs.

Il faut donc une rigoureuse politique d'indépendance et personnellement, je vois qu'on parle de ressusciter les interdictions, de ce qu'on appelait autrefois le COCOM à propos de je ne sais quel gazoduc et je me dis qu'il y a des gens qui n'ont pas encore compris ce que nous voulions faire, c'est-à-dire que la France est un pays indépendant, et nous ne

saurions pas non plus admettre des phénomènes de chasse aux sorcières vis-à-vis de certains des nôtres qui seraient supposés ne pas être suffisamment atlantistes.

Il est peut-être plus facile de clamer que le Parti socialiste n'est pas un « parti godillot ». Mes chers camarades, ce n'est pas à la portée de tout le monde d'être « godillot ». C'est une belle et bonne chaussure avec laquelle d'ailleurs beaucoup d'entre vous ont fait bien des kilomètres ! et pour ma part, je tiens à vous le dire très franchement, je préfère les socialistes en godillots que les socialistes en escarpins !

A vrai dire, le problème n'est pas comme cela. Le problème, c'est de faire en sorte que, dans l'action, le Gouvernement et le Parti soient solidaires pour ancrer la France à gauche, pour changer la vie, pour ouvrir vraiment la voie au socialisme. Cela signifie, chers camarades, plus d'élan, plus de courage, plus de dynamisme, pour que ce Gouvernement soit vraiment votre gouvernement, pour que ce pouvoir soit votre pouvoir, pour que cet Etat soit votre Etat, et le Parti socialiste, vous tous qui êtes ici, des milliers de militants, vivants, jeunes, combattifs, quelle chance vous avez, quelle chance nous avons, car enfin, nous allons pouvoir inscrire notre vie dans le champ de grandes réalisations. Nous pourrions partout prendre des initiatives déjà foisonnantes au niveau des collectivités locales, des communes, des départements, des régions.

Les organisations et associations invitées

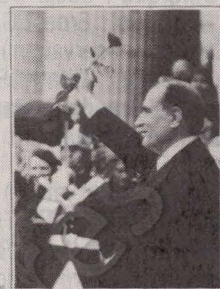
ACTISE. Amis de la terre. **A.N.E.J.I.** (Mouvement d'action éducative spécialisée). **A.V.O.D.A.** (Section française du Parti travailliste israélien). **C.C.I.V.D.** (Chambre de commerce et d'industrie de Valence et de la Drôme). **C.E.C.O.R.E.L.** (Centre de coopération pour la réalisation d'équipements de loisirs). **Confédération française démocratique du travail** (C.F.D.T.). **C.F.D.T. Police.** **Confédération générale du travail** (C.G.T.) **C.G.T. Police.** **C.I.M.A.D.E.** Centre international de recherches et d'information sur l'économie collective. **Club du moment.** **Comité écologique pour la majorité présidentielle.** **Congrès juif mondial.** **Confédération syndicale du cadre de vie.** **Confédération syndicale des familles.** **Comité d'urgence anti-répresseion homosexuel.** **Fédération des centres sociaux.** **Fédération française des maisons de jeunes et de la culture.** **Fédération internationale des Droits de l'Homme.** **Fédération de l'Education nationale** (F.E.N.). **Fonds d'investissement vacances et collectivités.** **France terre d'asile.** **Francs et Franches camarades.** **Fédération républicaine de progrès.** **Groupement national de la Coopération.** **Association Henri Curiel.** **Information, défense, action, retraite, identité, dialogue.** **Jeunesse étudiante chrétienne.** **Jeunesse ouvrière chrétienne.** **Jeunesse ouvrière chrétienne.**

Jeunesse ouvrière chrétienne féminine. **Cercle Bernard Lazare.** **Fédération nationale Léo Lagrange.** **Ligue communiste révolutionnaire.**

Ligue des Droits de l'Homme. **Fédération de la libre pensée.** **Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme.** **Ligue de l'Enseignement.** **Médecins sans frontières.** **Mouvement de libération des femmes.** **Mutuelle nationale des étudiants de France.** **Mouvement Choisir.** **Mouvement des démocrates.** **Mouvement français pour le planning familial.** **Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.** **Mouvement des radicaux de gauche.** **Organisation communiste internationaliste.** **P.C.F. Parti socialiste arménien.** **Parti social démocrate.** **P.S.U.** **Sociétés coopératives ouvrières de production.** **Fédération autonome des syndicats de police.**

Syndicat de la magistrature. **Syndicat national de la petite et moyenne industrie.** **Union démocratique bretonne.** **Union fédérale des consommateurs.** **Union nationale des étudiants de France indépendante et démocratique.** **Union nationale des étudiants de France (ex-renouveau).** **Union dans les luttes.** **Union rationaliste.** **Parti communiste marxiste-léniniste.** **Syndicat des avocats de France.** **Syndicat des femmes chefs de famille.**

L'ALBUM du 10 MAI



En vente au Club socialiste du Livre
10, rue Solferino, 75333 Paris Cedex 07
L'exemplaire franco : 90 F (10 % de réduction pour commandes supérieures à 10 ex.).

Alors, chers camarades, soyons confiants, soyons gais, soyons combattifs, restons vigilants, bien sûr, soyons vigilants, ne manquons pas de cette solide joie de ceux qui sont affrontés à la réalité, de ceux qui sont attelés à la tâche, à une très grande tâche.

Nous allons faire en sorte que ce mouvement soit relayé à tous les niveaux et qu'ensemble, nous puissions changer la France, pour ouvrir à l'Europe et au monde entier d'autres perspectives.



Les délégations étrangères

EUROPE

1) Partis membres de l'Internationale socialiste :

S.P.D. de R.F.A. : Oscar LAFONTAINE, Veronika ISENBERG.
S.P.Ö. d'Autriche : Dr. Heinz FISCHER, Josef CAP.
B.S.P. de Belgique : Oscar DEBUNNE.
P.S.B. de Belgique : Ernest GLINNE.
EDEK de Chypre (observateur) : Takis HATZIDEMETRIOU.
S.P.D. de Finlande : Riita KORHONEN, Kaarlo HEURLIN.
Labour party de Grande-Bretagne : Joan LESTOR, Jenny LITTLE.
Parti Travailliste d'Israël : A. BEN NATHAN, Uri SEBAG, Rodica TANNER.
MAPAM d'Israël (observateur) : A. ROZENKIER, A. SHAPIR.
P.S.I. d'Italie : Claudio MARTELLI, Enrietti ENZIO, Luigi COVATTA.
P.S.D.I. d'Italie : Antonio CARIGLIA, Ivanka CORTI.
P.S.O.L. du Luxembourg : Michel DELVAUX, Ben FAYOT.
P.V.D.A. des Pays-Bas : Arend HILHORST.
P.S. du Portugal : Manuel ALEGRE, Antonio JANEIRO.
P.S. unitaire de San Marin : Marino BOLLINI, Gian Paolo GIARDI.
P.S.D. de Suède : Carl LIDBOM, Pierre SCHORI.
P.S. de Suisse : Yvette JAGGI, Jean-Noël REY, M. GRAF.
Internationale socialiste : Berns CARLSSON.
Internationale socialiste des femmes : Ivanka CORTI.
I.U.S.Y. : Milton COLIBRES, Bengt OHLSON, Robert KREDIG.

2) Parti socialiste invité, non membre de l'Internationale socialiste :

PASOK de Grèce : Michel COUTOUZIS, Périclès NEARCHOU.

3) Groupe socialiste du Parlement européen

Ernest GLINNE, Jean-Marc LAFOREST, Jean-François VALLIN.

4) Représentants des Partis communistes d'Europe

S.E.D. de R.D.A. : Hermann AXEN, Alfred MARTEER.
P.C. de Bulgarie : Dimitar STANICHEV, Lubomir NIKOLOV.
P.C.E. d'Espagne : Enrique CURIEL.
P.S.O.H. de Hongrie : Imre KATONA, Gyula HORN.
P.C.I. d'Italie : Giancarlo PAJETTA, Francesco REVELLI.
P.O.U.P. de Pologne : Ryszard WOJNA.
P.C. de Roumanie : Constantin DASCALSCU, Vasile NICOCIOIU.
P.C. d'Union soviétique : Boris PONOMAREV, Vadim ZAGLADIN, Youri JOUKOV, Vitali GOUSSENKOV, Vladimir LAVRENOV.
Alliance socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie : Dr Bozidar BAGRO.
Ligue des Communistes de Yougoslavie : Branko MIKULIC, Dusan POPOVSKI, Zarko MILOSEVIC.

AMÉRIQUE DU NORD - JAPON

1) Partis membres de l'Internationale socialiste

D.S.O.C. États-Unis : L. et E. SHATZKIN.
P.S. du Japon : Mitsuo TANAKA.

2) Parti invité, non membre de l'Internationale socialiste

Parti Québécois : Louise HAREL, Claude BOUCHER, Michel LEDUC.

MÉDITERRANÉE

F.L.N. d'Algérie : Sliman HOFFMANN, Salah LOUANCHI, Saïd CHERGUI.
Ambassade d'Égypte : Hussein EL SADR.
Ambassade d'Irak : Roca HAMA.
P.D.K.I. du Kurdistan : Sadegh CHEREFKENDI, Kendal NEZAN.
U.P.K. du Kurdistan : Omar SHEIKMOUSSOE, Ahmed BAMERNI.

Comité populaire de Libye : Saïd HAFIANA.
U.S.F.P. du Maroc : Aïd KADDOUR, Mohamed LAJHSASSI.
Comité militaire de Salut national de Mauritanie : Monsieur CIMPER (Ministre de l'Intérieur), Ould MAOULOUD, CAMARA.
Front Polisario du Sahara occidental : Bachir Mustapha SAYED, Ismaïl FADEL.
Organisation de Libération de la Palestine : Abou JAAFAR, Ibrahim SOUSS.
P.S.D. de Tunisie : Fathial MZALI, Fayala SADOK.
M.D.S. de Tunisie : Ahmed MESTIRI, Dali JAZI.
M.U.P. de Tunisie : Ahmed BEN SALAH, Slimane DOGGI.
M.U.P. - C.P. de Tunisie : Abdellatif GHORBAL.

AFRIQUE

A.N.C. d'Afrique du Sud : Elfred NZO.
M.P.L.A. d'Angola : Bernardo SOUSA, Aleiko GONSALVES.
République populaire du Bénin : Yaya MEDE-MOUSSA, Tairou MAMA-DOU.
P.C.T. du Congo : J.-P. NONNAULT.
F.P.L.R. d'Erythrée : Mohammed SAID ALAMIN.
Front progressiste voltaïque (membre de l'Internationale socialiste) : Josef KIZERBO.
Mouvement militant mauricien : Jean-Claude de l'ESTRAC.
Vonjy de Madagascar : José RAVELOMANANTSOA.
A.R.E.M.A. de Madagascar : Christian Rémi RICHARD, Guy RAJOHNSON.
A.K.F.M. de Madagascar : Andriantiana RAKOTOUAO.
M.F.M. de Madagascar : Germain RAKOTONIRAINY.
V.S. MONIMA de Madagascar : Joana REMANINDRY, Babr. RABEARIMA.
UDECMA de Madagascar : Maminirama RATOVELO, Marthe Aimée RANDRIAMBOLOLONA.
FRELIMO du Mozambique : Mano MACHUMBO, Valenano FERRAO.
SWAPO de Namibie : M. KALOMOH.
P.S. sénégalais (membre de l'Internationale socialiste) : Joseph MATHIAM, Lamine BA.

ASIE

Résistance afghane : Kestwar KAMAL.
Cambodge : Prince SIHANOUK.
Parti communiste chinois : FENG XUAN, LI MEI.
Parti du Travail de Corée du Nord : KIM YEUG NAM, KIM YONG SOUN.
Ambassade d'Inde : M. RAGOSTRA.
Ambassade du Viet-nam : MAI VAN BO.

AMÉRIQUE LATINE

Mouvement de la Gauche révolutionnaire de Bolivie : Jaime PAZ ZAMORA.
Parti démocratique travailliste du Brésil : Paulo MEDEIROS.
Parti du Mouvement démocratique brésilien : Miguel ARRAES.
Parti socialiste du Chili : Carlos ALTAMIRANO, Patricio VALENZUELA.
Parti radical du Chili : Carlos MIRANDA, Horacio HORNAZABAL.
Parti communiste cubain : M. SOTO, M. ORTEGA, M. GUSMAN.
F.D.R. - F.F.M.L.N. de Libération nationale de El Salvador : Luis de SABASTIAN.
Mouvement national révolutionnaire de El Salvador : Fernando VALERO.
Parti socialiste du Guatemala : Lars PIRA.
IFOPADA d'Haïti : Serges GILLES.
P.R.I. du Mexique : Carlos FLORES.
Front sandiniste de Libération du Nicaragua : Commandant Carlos NUNEZ.
Parti révolutionnaire febreriste du Paraguay : Ruben BAREIRO.
P.R.D. de Panama : Marcelo SALAMIN.
P.S.R. du Pérou : Leila BARTET.
Parti socialiste d'Uruguay : Oscar ACOSTA SILVA.
Mouvement électoral du Peuple du Venezuela : Luis SALAS OCHOA.



Michel Rocard

(...) Il nous faut montrer une très grande fermeté dans la conduite du processus, car la situation, et la contradiction qu'elle comporte, impliquent qu'il nous faudra du temps, et que nous connaîtrons des étapes successives et différentes.

Nous avons dans le passé divergé, là-dessus, c'est vrai, entre nous, mais une réponse que je crois fondamentale est apportée sur ce point par la motion unique soumise aux militants ; l'élément décisif qui a permis notre réunification dans ce congrès c'est, en effet, ce que dit notamment le paragraphe 4 du chapitre deux de cette motion, car il aborde le problème dans des conditions réalistes et qui, je crois, font l'unanimité parmi nous.

Permettez-moi d'en relire quelques alinéas : « Ainsi, le pouvoir politique pour l'essentiel c'est nous. Le pouvoir économique pour l'essentiel ce sont les secteurs dominants du capitalisme bancaire et monopoliste industriel.

« Entre ces deux pouvoirs y aura-t-il choc ou compromis ? Puisque nous avons choisi de transformer graduellement le système économique, cela veut dire que nous avons cherché une situation de compromis qui consacrera cet important changement et qui, naturellement, sera plus favorable aux forces de transformation sociale, sera un progrès pour le monde du travail. Ce compromis sera la traduction pratique du contrat que nous avons passé avec le peuple français, sur la base des engagements pris par le candidat à la présidence de la République, et par le Parti socialiste à l'occasion des campagnes électorales de mai et juin 1981. Réussirons-nous ce compromis ? Réussirons-nous le changement par la révolution tranquille ?

« S'il est vrai que la conquête du pouvoir politique, pour décisive qu'elle soit au départ, n'est pas la fin de la lutte des classes et n'est pas l'arme absolue, il serait dangereux de s'abandonner à la facilité du tête-à-tête entre le pouvoir et les forces hostiles au changement. Concrètement, dans les conditions actuelles, le tête-à-tête entre le pouvoir politique de gauche et la droite sans l'intervention des forces populaires et l'organisation pour assurer la mise en place du nouveau pouvoir serait malsain. »

Ce texte, mes camarades, je le crois très important. Le mot de compromis était-il le bon ? C'est un mot qui a mauvaise presse en France. La classe dirigeante a, pendant tant d'années, refusé la négociation dans l'entreprise, le monde du travail a, pendant si longtemps, été écarté des responsabilités que le mot de compromis laisse entendre que l'on imagine des compromissions. Il est sain que le texte de la motion, qui comme chacun sait n'est pas de moi, cherche à réhabiliter cette notion de compromis, conçue non pas justement comme compromission, mais comme une avancée et une étape supérieure du combat.

Nous retrouvons là, débarrassée du maximalisme qui ne conduit qu'à l'échec, l'alliance de réalisme et d'idéal qui animait la pensée de Jean Jaurès quand il écrivait *L'Armée nouvelle*, et je veux vous relire un passage de Jaurès : « La possibilité subsiste de grandes transformations sans rupture,

et de révolution intérieure qui ne soit ni des écrasements, ni des dislocations, forcément des arrangements et des accords conclus non seulement parce qu'il faut vivre et qu'on ne peut vivre qu'en produisant, non seulement parce que l'excitation du combat épuiserait en se prolongeant les forces morales, mais parce que les deux classes en lutte ont un intérêt essentiel à ménager jusque dans leur combat l'avenir de la production, d'où dépend dans la société capitaliste le profit des uns, le salaire des autres, et d'où dépendra dans la société socialiste le bien-être de tous. Ainsi nécessairement, par la force des choses, toute grande action démocratique est une transaction, même si l'on peut constater, au point d'origine du mouvement, l'intransigeance des classes antagonistes ». Et c'est signé Jean Jaurès.

L'essentiel c'est donc l'idée que cela comporte. Reprenons-la : le tête-à-tête entre le pouvoir politique de gauche et la droite, sans l'intervention des forces populaires et de leur organisation qui ont

assuré la mise en place du nouveau pouvoir serait malsain. Il s'agit bien d'intégrer les forces sociales dans le jeu politique : nous retrouvons là une attitude parfaitement marxiste. Déjà Bakounine, avant d'être assassiné, souhaitait restaurer la puissance de la vie associative, et Gramsci, plus sûr de son vocabulaire, centrait son analyse sur la société civile.

Tout cela c'est la même analyse, nous sommes dans la même tradition. Ce combat, c'est celui des limites du pouvoir d'Etat ; une société ne se commande pas comme une armée, le pouvoir d'Etat appuyé sur le commandement et l'administration ne peut suffire à la transformation sociale, à mettre en mouvement des forces sociales, et de plus l'acceptation du suffrage universel nous conduit à ne voir d'autre solution que la réduction des antagonismes, en dehors de la violence.

Dès lors, c'est de réveiller la société civile qu'il s'agit, car cela peut définir le contenu de ce compromis, de cette négociation sociale correspondant à chaque étape. En fait, c'est cela l'autogestion pratique, la démocratie, c'est la reconnaissance de l'autre, c'est l'acceptation d'un rapport de forces réel, c'est un constat, et c'est le constat que dans la lutte des classes, la victoire n'emporte pas la possibilité d'exterminer, sous peine de paralyser l'appareil de production. (...)

François Loncle

(...) Nous pourrions résumer notre intervention en une seule phrase tant cette phrase revêt de signification, tant elle a valeur d'engagement, elle a sa part émotionnelle, sentimentale, elle veut dire que nous partageons les vues du Parti Socialiste, les 110 propositions de François Mitterrand sur lesquelles nous avons été élus, les orientations de la motion de Valence ; oui, mes chers Camarades, c'est tout simple, nous adhérons au Parti socialiste...

(...) Lors des élections présidentielles, nous avons soutenu François Mitterrand dès le premier tour car nous pensions que l'élan devait être donné dès le 26 avril, que le rassemblement devait se produire dès ce jour-là. Nous en tirons aujourd'hui les conséquences. Notre démarche est continuité et non rupture ; il y a cohérence et non reniement. Radicaux socialistes, nous n'avons pas fait sécession, nous reconnaissons au Mouvement des Radicaux de Gauche, parti de la coalition gouverne-

mentale, le droit d'exister et de se développer, mais nous souhaitons, pour ce qui nous concerne, nous trouver plus encore au cœur de l'action entreprise pour le pays. Nous souhaitons nous mêler aux efforts indispensables, aux espérances suscitées.

(...) L'attitude de la Droite, les résistances déloyales, parfois haineuses, qui se manifestent çà et là ont accru notre détermination à nous battre aux côtés de ceux qui ont vocation à rassembler.

Je voudrais pour conclure, au moment de franchir le pas — et cela est facile — rendre hommage à l'un de ceux qui ont rejoint le socialisme : je veux parler de Pierre Mendès-France qui, même s'il n'a pas rejoint le parti, est un grand militant de la gauche, a été, trop brièvement, un grand dirigeant du pays, et nous a beaucoup appris et beaucoup apporté.





Jean Pronteau

La motion d'orientation politique qui doit conclure le congrès a été votée dans les sections, dans les fédérations, à une écrasante majorité, par les militants du Parti. (...) La Commission des résolutions, nommée par le congrès à la proportionnelle des anciennes sensibilités, l'a adoptée à l'unanimité. La réunion a duré longtemps, c'est conforme à nos traditions. Nous nous sommes

tous rassemblés, c'est plus rare, il faut le saluer et il faut considérer que c'est un succès de ce congrès. L'ordre du jour portait sur trois points : les amendements au projet de motion ; les modifications proposées aux statuts du Parti ; les problèmes qui avaient trait à certains contentieux fédéraux. Les modifications statutaires feront l'objet d'un congrès, les problèmes de contentieux seront

renvoyés à une convention nationale (...). D'autre part, la Commission a voté à l'unanimité la résolution suivante :

« Saisie par le Premier secrétaire du Parti, la Commission des résolutions estime que le Congrès de Valence a été préparé démocratiquement par la direction et l'ensemble du Parti. Il n'y a donc pas eu de « putsch cynique » dans sa préparation ni de « honte historique » qui puissent être reprochés à la direction du Parti. »

Lionel Jospin

Chers camarades, je voudrais à mon tour remercier ceux qui ont organisé et fait vivre ce congrès pendant trois jours : Lucien Dupuis, Premier secrétaire de la Fédération de la Drôme, Rodolphe Pesce, Député-Maire de cette ville, mais surtout tous les camarades que je voyais ce matin, mines pâles et petits yeux. C'est à eux que je veux d'abord, après les autres et après notre Président de séance, rendre hommage.

Pendant ces trois jours j'ai écouté Jean Poperen introduire et bien cadrer la discussion politique.

J'ai écouté Pierre Mauroy parler en Premier ministre responsable et militant.

(...) J'ai entendu, comme vous, dans le silence, le message de François Mitterrand, et quand nous l'écoutions j'ai senti qu'il y avait, dans ce congrès, une émotion, comme s'il était là, familier, bavardant avec l'un ou avec l'autre, ou au contraire lyrique, nous emportant dans cette parole qui nous a rassemblés depuis dix ans tant de fois.

Je voudrais, en réponse à ce message, que nous lui adressions nos amitiés, nos encouragements, notre solidarité, et que nous lui disions que — si isolé que certains pourraient croire qu'il est dans les palais officiels, — il reste le premier des militants parmi nous !

J'ai écouté les uns, et j'ai pensé aux autres. Les autres, c'était nos camarades du groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée nationale, et particulièrement le président du groupe, Pierre Joxe, qui sont restés pendant ces jours du congrès — pour ne nous rejoindre que tardivement — à leurs bancs et à leurs postes, pour continuer à mener le combat qui est le nôtre, en militants.

J'ai pensé que s'il y avait quelque chose qui pouvait servir à mes propos, c'était bien l'idée suivante : nous avons à réfléchir ensemble sur la place que nous devons occuper, sur la façon dont le Parti socialiste et les socialistes, là où ils sont, doivent se situer dans la nouvelle période. (...)



Quand un monde politique disparaît après vingt-trois ans, ayant marqué une génération démographique, deux ou trois générations politiques — celle de la fin de la guerre d'Algérie, celle de 1968, par exemple — eh bien, il faut savoir que les uns et les autres, militants du Parti, responsables, la droite aussi, la presse peut-être, ont perdu toute une série d'habitudes familières et qu'il faut que les uns et les autres s'habituent à ce nouvel état de choses.

De ce point de vue, il est important, je crois, que le gouvernement, que les groupes, que les militants, que les élus jouent chacun leur rôle, remplissent leurs tâches, en évitant la confusions, mais en évitant aussi le cloisonnement rigide. (...)

(...) Si l'on examine les conditions dans lesquelles se déroule le congrès, à l'extérieur, d'une part, à l'intérieur, d'autre part, on ne peut manquer d'être frappé par un contraste saisissant :

- à l'extérieur, dans la vie politique, en tout cas dans la vie parlementaire c'est apparemment le tohu-bohu et le vacarme. Je voudrais justement montrer ce qu'il a d'excessif.

- à l'intérieur, dans le Parti, dans ce congrès, c'est le calme et l'harmonie. Je voudrais bien m'assurer — et je crois que c'est le cas — qu'ils ne sont pas factices.

Disons d'abord quelques mots de l'extérieur.

On nous parle de tension, d'intolérance, d'agressivité... qui ne viendraient naturellement que des socialistes !

Alors je pense qu'il faut y regarder de plus près.

En effet, après tout, sur la scène internationale, certes, il y a des problèmes, des affrontements, des tensions — j'en dirai quelques mots tout à l'heure — mais, pour ce qui concerne notre pays,



le Président de la République revient de Cancun, il vient de parler haut et clair en notre nom, la diplomatie de la France a pris dans la dernière période toute une série d'initiatives. (...)

Ce congrès a d'ailleurs un écho important qu'atteste la présence ici de nombreuses délégations étrangères. Et quand les militants du Parti s'interrogent pour savoir si nous sommes vraiment engagés dans une expérience décisive, eh bien ! qu'ils se tournent vers le monde extérieur et qu'ils voient à quel point nous sommes regardés avec passion, avec espoir, parfois avec crainte, mais toujours avec un intérêt qui montre qu'en France il se passe quelque chose de décisif !

Sur le plan social, chers Camarades, la situation est également calme.

Bien sûr, les travailleurs, dans toute une série d'endroits, engagent actuellement des combats. Et alors, pourquoi ne le feraient-ils pas ? Avons-nous dit que la vie sociale devait s'arrêter ? Que les revendications n'existaient plus ? Que le mouvement syndical devait rester l'arme au pied ? Non.

Que, dans un certain nombre d'entreprises publiques, les travailleurs estiment — et qu'ils manifestent pour cela — que les anciennes relations de travail, que le vieil état d'esprit de la direction, que le refus de la négociation, ne sont plus tout à fait de mise dans ce secteur où la collectivité publique est représentée, cela me paraît légitime.

Mais les travailleurs ont confiance, souvent attendent. Leurs représentants syndicaux sont engagés dans des négociations les unes locales, les autres décisives, par exemple sur les problèmes de la durée du travail.

Et sur le plan économique, chers camarades, nous maîtrisons la situation. Tout n'est pas réglé, certes, le chômage subsiste, l'inflation est menaçante, mais il n'y a pas de dérapage et les premiers effets de nos mesures de relance, qui s'épanouiront avec le budget quand il sera voté, se font déjà sentir.

Alors, où et à propos de quoi se fait ce fameux vacarme ?

Il se fait au Parlement et à propos des nationalisations.

Que se passe-t-il au Parlement ?

Eh bien, il se passe tout simplement l'irruption de la vie, l'irruption des réalités politiques et sociales longtemps niées dans ce pays, le débat vif et simple de la démocratie. Car effectivement, tant que les problèmes politiques, les grandes décisions économiques, étaient confinés à la Présidence de la République, dans le secret des cabinets ministériels, dans les conciliabules feutrés entre la haute Administration et les hommes des grandes banques ou des grands groupes industriels, le Parlement pouvait ronronner, réveillé simplement, de temps en temps, par ce que nous y faisons passer quand nous interpellons M. Giscard d'Estaing sur le Tchad, ou bien quand nous combattons pied à pied contre la loi Peyrefitte.

La majorité de ce Parlement pouvait aussi se faire fouetter l'échine par les procédures du vote bloqué. On n'y discutait pas de grands sujets, de grandes réformes, soit parce qu'on évitait l'Assemblée — rien sur le débat énergétique, rien sur



le VIII^e plan — soit parce qu'on renonçait à ses propres propositions — rien sur la décentralisation, rien sur la peine de mort — soit parce que les « réformes » — si l'on ose utiliser ce terme de réforme pour ce qui n'était que des mises en cause des avantages acquis des travailleurs — étaient prises par ordonnance, telle que celle de 1967 sur la Sécurité sociale. Dès lors, chers camarades, il ne risquait pas d'y avoir grande émotion et grand débat au Parlement.

Mais qu'on y discute successivement de la décentralisation, qu'on y débâte des nationalisations avec tous les intérêts acquis qui sont mis en cause, alors la vie revient, la passion affleure, les antagonismes surgissent.

Car, qu'est-ce que c'est qu'un Parlement quand il joue pleinement son rôle, quand s'y débat une grande politique de réforme ? C'est un lieu de réflexion, certes, c'est un lieu de débat, de dialogue, mais c'est aussi un lieu où se rencontrent, où viennent en collision, où s'interpénètrent, où se tamisent aussi parce que c'est cela la démocratie, les forces réelles qui existent dans la société, les forces réelles qui s'affrontent ailleurs dans la production.

Il y a dans le pays des millions de travailleurs, des centaines de milliers d'agriculteurs menacés de faillite, de jeunes qui veulent trouver un emploi, de femmes qui aspirent à voir toute leur dignité respectée ; et tous ceux-là n'auraient pas le droit de s'exprimer au Parlement par des représentants légitimes ? (...)

Evitons, certes, les emportements excessifs, des deux côtés d'ailleurs. Que le Groupe socialiste soit d'autant plus maîtrisé dans ses comportements qu'il doit être plus aigu dans ses analyses et dans la mise à nu d'un certain nombre d'intérêts.

(...) Le vacarme vient de la résistance de la droite et des intérêts économiques à notre politique de réforme ; il vient des opérations, par exemple de Paribas, qui doivent être ressenties et qui ont été ressenties par les camarades du Parti, comme une véritable provocation. On a beaucoup parlé ici de coupeurs de têtes, et j'y reviendrai tout à l'heure. Je voudrais qu'on s'intéresse un peu plus, car là il ne s'agit pas de quelque chose de verbal mais de littéral, aux coupeurs de bourses. (...)

(...) Je voudrais maintenant, chers Camarades, passer aux problèmes du Parti lui-même, de ce Parti vu de l'intérieur, et notamment dans le congrès.

J'ai dit que par contraste, y régnait le calme et l'harmonie. Le calme et l'harmonie y règnent tellement que c'est tout juste si j'ai entendu parler dans le congrès d'un certain nombre de problèmes qui ont fait le menu quotidien ou hebdomadaire de la presse depuis un mois et demi.

Alors, là aussi, il faut prendre l'exacte mesure de ce que nous sommes en train de faire. Il faut dire d'abord que la vie, le mouvement, les problèmes extérieurs et avec eux l'aspiration à l'unité, se sont faits jour dans ce congrès. Mais il faut mesurer également qu'il a bien failli ne pas en être ainsi. (...)

Je crois en effet que nous avons été traités de façon un peu injuste dans un certain nombre de commentaires. Quand cela vient d'observateurs étrangers à nous mêmes, c'est leur droit ; quand cela vient de socialistes, acteurs de leur propre vie interne, je le trouve quelque peu regrettable. (...)

(...) Alors, les courants, puisque nous nous sommes rassemblés, est-ce qu'ils ont disparu ? Eh non, bien sûr ; il faut, toujours, écouter les sages, les hommes d'expérience, et Gaston Def-



ferre avait raison de dire que les courants subsistent. Mais il est vrai, et cela est déjà extrêmement important pour le Parti, qu'ils ont choisi dans ce congrès de se rassembler, de réaliser l'unité, de ne plus s'exprimer politiquement.

Cela a-t-il été fait parce que nous sommes d'accord ? En grande partie, oui. Y avait-il quelques arrière-pensées tactiques ? C'est possible et je m'en accommode car la tactique existe bien sûr toujours, de tout côté, et il n'est interdit à personne d'éviter d'être maladroit.

(...) Alors, je voudrais dire qu'hier, dans la Commission des résolutions, nous nous sommes mis d'accord, et en tant que Premier secrétaire du Parti je souhaite que le congrès en tire les conséquences : que, pour la première fois depuis le congrès d'Epinay, tous soient associés à la direction du Parti, y compris dans son secrétariat ; il n'y a plus dans ce Parti, au jour où je parle, ni de majorité, ni de minorité, je veux avec vous saluer ce moment.

J'ai lu dans un article récent que j'étais, dans ce Parti, le premier parmi ses pairs. J'ai trouvé que ce n'était nullement une formule restrictive, mais celle qui correspondait bien à ce que nous avons voulu faire quand nous avons supprimé l'appellation de Secrétaire général du Parti pour la transformer en Premier secrétaire. J'ai bien l'intention d'être au milieu des autres, à ma place avec les autres, remplissant les responsabilités qui sont les miennes. J'associerai chacun à partir du Comité directeur qui élira la direction du Parti. On discutera autant de temps qu'il le faudra, mais je voudrais que vous sachiez, et je le dis devant ce congrès, que dans la période qui vient, le Parti sera dirigé.

Je voudrais maintenant dire quelques mots d'un certain nombre de problèmes que nous avons à affronter. J'ai choisi d'en évoquer trois : la question économique et sociale, le problème de la bataille de la paix et du développement et la question des libertés, en tout cas certains thèmes qui se développent à propos des libertés.

Si l'on devait chercher aujourd'hui un seul argument en faveur des nationalisations, un argument simple, un argument évident, un argument aveuglant, il suffirait de voir ce qui se passe sous nos yeux, aujourd'hui, ce déchaînement, cette violence, cette résistance à certains égards légitime contre les nationalisations, pour comprendre à quel point elles étaient justement nécessaires.

Quel est notre objectif ? Notre objectif, nous l'avons dit, c'est d'avancer, en élargissant le secteur public, vers une société mixte, où l'essentiel de l'activité économique sera libre et privée, mais où quelques grands centres de décision, financiers ou industriels, seront dirigés par la collectivité (...).

(...) Depuis quelques années, les classes dominantes des pays industrialisés ont mené des politiques prétendument « néo-libérales », mais en réalité sauvages pour les droits des travailleurs, pour la réalité industrielle de nos pays, qui débouchent sous nos yeux sur le déclin économique et sur le chômage massif (...).

(...) Nous tentons d'esquisser au gouvernement une politique originale, agissant sur la demande, certes, mais agissant aussi sur l'offre, s'appuyant



sur des réformes de structure indispensables pour éviter le dérapage résultant de politiques qui ne sont que distribution plus large, pour reprendre le mouvement historique du peuple travailleur et aller vers la diminution de la durée du travail, tentant de dépasser, autant qu'il est possible, l'affrontement primaire entre pays dominants et pays dominés.

Sinon c'est la résignation au chômage massif, à la remise en cause de l'équilibre social dans les grands pays développés. Les autres politiques d'ailleurs, échouent sous nos yeux ; je pense qu'on devrait donc traiter notre politique autrement que par des mots négatifs.

(...) La relance économique nécessite des dispositions gouvernementales. La diminution de la durée du travail doit se poursuivre, et donc il faut des discussions sur le plan social. Mais il faut comprendre aussi que nous avons un rôle à jouer, nous socialistes. Ce congrès doit être le point de départ d'une gigantesque bataille, d'une gigantesque campagne pour l'emploi, autour des contrats-solidarité (...).

Il y a d'autres batailles à mener... On va encore me reprocher d'utiliser un vocabulaire guerrier, mais c'est justement, paradoxe, la bataille de la paix et du développement.

La lutte pour le désarmement, pour le non-recours à la force, pour l'arbitrage international, reste au cœur de la pensée et de l'action des socialistes. L'accumulation des armes, l'idée insidieuse qui tend à se développer selon laquelle des guerres nucléaires limitées seraient possibles, les déclarations menaçantes ou intimidantes qui tendent à se développer, font peser sur la planète et sur nos vies quotidiennes, y compris sur l'entreprise que nous avons engagée, des menaces mortelles.

Pour le Parti socialiste, la question c'est : que faire pour rendre cette guerre limitée impossible ?

Pour cela, il faut arriver, en Europe, à l'équilibre. Nous voulons, nous socialistes, que cet équi-

libre se fasse vers le bas car nous savons, parce que l'histoire nous l'a appris pendant ces quarante dernières années, que si l'équilibre ne se fait pas vers le bas, alors il se fera inéluctablement vers le haut.

Ni SS 20, ni Pershing II !

Cette position, adoptée par nous depuis quatre ans, reste d'actualité. Nous ne souhaitons pas que des Pershing II ou des missiles de croisière puissent être installés sur les territoires voisins de la France, pour frapper plus vite l'Union Soviétique et créer pour elle un péril dont nous comprenons qu'il l'inquiète. Mais nous ne pouvons pas ne pas considérer que les SS 20, justement parce qu'ils sont faits, eux, pour l'Europe et seulement pour l'Europe, pour nos villes et pour nos vies, et seulement pour nos villes et pour nos vies, parce qu'ils sont plus perfectionnés que toutes les autres armes qui existent actuellement de l'autre côté, sur le territoire de l'Europe, représentent pour l'Europe un danger majeur qu'elle doit absolument écarter !

C'est pourquoi, la non-installation des Pershing II doit être liée clairement au retrait des SS 20 (...).

Mais je pense qu'à partir de ce congrès, il est nécessaire, et même indispensable, que le Parti socialiste, avec tous ceux qui en seront d'accord, prenne des initiatives sur le terrain de la paix et du désarmement.

Une pétition nationale sur les thèmes équilibrés de la paix et du désarmement simultané et réciproque devrait être lancée, et j'espère qu'elles seront des dizaines de milliers, des centaines de milliers peut-être, que nous nous permettrions de porter un jour vers les ambassades des Etats-Unis et d'Union soviétique.

Je voudrais qu'à partir de cette première proposition, nous puissions peut-être, si nos camarades le veulent bien, promouvoir une initiative européenne qui aurait le même caractère (...).



Sur la paix, Camarades, soyons offensifs ; ne craignons pas d'agir pour la paix, mais faisons-le sur nos mots d'ordre, sur nos idées, soyons précis, rigoureux, exigeants.

La lutte pour le développement est également indispensable car nous savons que nous n'aurons pas la paix sur cette planète si nous n'abordons pas de front, par des progrès rapides, le grand défi du développement.

Quelle est la situation dans le tiers monde ou dans trop de pays du tiers monde, chers camarades ? L'exploitation des masses est tellement féroce que celles-ci ne peuvent pas être partie prenante du développement, soit parce qu'il y règne un chômage massif, soit parce que les travailleurs, s'ils participent au développement, sont tellement sous-payés, écrasés, exploités, battus, torturés, pourchassés quand ils relèvent la tête et veulent s'organiser, qu'ils ne peuvent pas offrir au développement industriel naissant, à l'agriculture qui aspire à faire sauter les vieux carcans féodaux, aux services et à la distribution lorsqu'ils veulent être autre chose qu'un secteur parasitaire lié à l'étranger, le moyen de se mettre en route (...).

Mais s'il y a un ultra-libéralisme économique, il n'y a pas de libéralisme politique et le peuple est interdit de parole et d'action par la répression, par la dictature, par les groupes terroristes, par la menace parfois, par le terrorisme d'Etat.

Et c'est pourquoi, chers camarades, nos luttes de solidarité politique sont partie intégrante de l'action menée par les gouvernements ou certains gouvernements, par les organisations internationales ou certaines organisations internationales, par les experts des différents pays, pour essayer d'amorcer le développement en grand sur la planète.

Je voudrais maintenant dire quelques mots de la question de la démocratie et des libertés.

Nous avons commencé à essayer de faire vivre autrement les institutions. Elles n'ont pas été faites pour nous, nous le savons bien. Elles ont même été conçues contre nous, même si, par un paradoxe de l'histoire, ce scrutin majoritaire qu'on avait bâti pour nous empêcher de gagner ensemble, a fonctionné comme une catapulte et nous a projetés en avant pour ce succès triomphal des élections législatives. Ces institutions présidentielles n'avaient pas été faites pour nous, et le fait d'y être maintenant installés, avec la durée pour sept ans, avec un président de la République doté de pouvoirs importants, est une garantie face aux vagues de ceux qui voudraient nous déstabiliser (...).

Nous restaurons l'esprit de dialogue avec les organisations syndicales. Nous avons supprimé les vieilles institutions répressives, en tout cas certaines d'entre elles comme la Cour de sûreté de l'Etat, comme, dans l'armée, les tribunaux spéciaux ; nous voulons conquérir de nouvelles libertés et on nous dit que nous pourrions être dangereux pour les libertés, du moins on fait semblant de le croire.

Voyons la fameuse question des têtes que nous voudrions faire tomber. Je voudrais à cet égard, chers camarades, à la fois dire ce que je vais dire

et éviter un effet facile. Mais j'ai été extrêmement irrité par le verbalisme qui a tourné autour de cette question : là où il y avait image, on a voulu faire intention politique et acte ; je suis donc obligé de rappeler quand même que, sous M. Giscard d'Estaing, il est tombé effectivement des têtes, et celles-là sont tombées dans le sang et dans le son !

Sur le plan plus littéraire où la question a été posée, je voudrais dire que, sous Giscard, il n'était pas besoin de couper les têtes, on les empêchait tout simplement de pousser ! (...)

(...) Mais, mes chers Camarades, que demandons-nous ? Non pas que chaque fonctionnaire prenne sa carte du Parti socialiste. Il s'agit simplement de demander aux serviteurs de l'Etat, à tous les échelons de la hiérarchie, d'être loyaux vis-à-vis d'une politique suivie par le peuple, approuvée par le peuple. C'est le pouvoir politique, le gouvernement et le Parlement, qui expriment la volonté populaire. Ce ne sont pas un certain nombre de hauts technocrates ou de grands dirigeants d'entreprises publiques. C'est cela seulement que nous demandons.

Le Parti socialiste est, doit être, et restera favorable à la liberté de la presse.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que si nous devons respecter totalement la presse dans son travail, il faut aussi que la presse accepte de nous respecter. Nous sommes une institution. Nous sommes un rassemblement d'hommes et de femmes venus volontairement dans cet engagement collectif. Nous avons proposé depuis dix ans beaucoup de choses au pays. Il nous a progressivement fait confiance sur le terrain local d'abord, puis au niveau des responsabilités politiques nationales. Cela, quand même, mérite aussi d'être reconnu et respecté. Amis de la presse, nous devons accepter vos critiques et vos réactions, mais vous devez aussi accepter nos critiques et nos réactions, et ne pas demander pour vous, au nom de l'institution formelle, une espèce d'impunité — je parle en terme de débat d'idées. Ceux d'entre vous qui descendent dans l'arène et veulent nous donner des coups, ont le droit de le faire. Ils n'ont

pas à s'étonner, en contrepartie, d'en recevoir de nous. Ils veulent nous donner des volées de verges, mais voudraient en plus que nous soyons contents !

Chers Camarades, je voudrais aborder maintenant le rôle du Parti.

Ce Parti, il change encore sous nos yeux, chers camarades. Ne soyons nous-mêmes pas figés, comprenons que les 20 000, 30 000, 50 000 nouveaux militants — plus sans doute — font que ce Parti est en train de changer. Il faut faire sa place à ce mouvement qui vient vers nous, spontané, honnête, riche et qui témoigne de la mobilisation qui se produit toujours vers les partis ou vers les syndicats, quand se produisent des grands mouvements de l'histoire.

(...) Dans quel cadre agir ?

Eh bien, il y a le cadre institutionnel.

Le président de la République, le Premier ministre et le gouvernement ne peuvent pas dépendre des ukases du parti ; ils représentent aussi autre chose. D'ailleurs, le gouvernement est plus large, ce n'est pas un gouvernement socialiste.

Je crois qu'il ne faut pas avoir la tentation démagogique de faire autrement que cela, sinon nous serions tentés de faire comme les autres. N'établissons pas la confusion entre le parti et les institutions.

Il y a aussi nos règles de fonctionnement.

Le goût du débat, l'habitude de la rédaction de programmes, nous engageant clairement devant l'opinion et les électeurs, le respect de la discipline une fois que le débat a eu lieu spontanément et clairement, ces règles doivent subsister.

Je demandais à Jean Pronteau, Secrétaire national aux études, combien nous avions de militants qui travaillaient actuellement dans les groupes de travail, dans les commissions ?



La foire aux livres



Eh bien, il me répondait qu'actuellement il y a quelque 2 500 hommes et femmes, militants du Parti, à travailler dans les groupes de travail et dans les commissions du Parti, et que jamais ceux-ci n'ont été animés d'une vie aussi intense, d'une envie de proposer aussi forte. Je crois que cela prouve que le Parti a son rôle à jouer, et que les camarades le ressentent (...).

Il faut faire des propositions sur toute une série de problèmes.

Mais je voudrais personnellement en suggérer une qui ne paraît décisive, c'est la question du Parti socialiste et des droits des travailleurs.

Nous avons dit que nous ne voulions pas l'étatisation, que nous voulions associer pleinement les travailleurs aux grandes orientations et aux grandes décisions prises à la direction des entreprises publiques. Alors, il est très important de savoir qui seront les représentants des travailleurs dans les conseils d'administration, dans quelle mesure ils représenteront les idées socialistes, dans quelle mesure ce courant politique que nous avons su rassembler autour de nous dans ces derniers mois, dans quelle mesure nous sommes capables de le capitaliser, de le solidifier.

C'est un problème décisif pour le succès de ce que nous avons entrepris.

Je propose que ce soit un axe d'action et de mobilisation pour la direction du Parti et pour le Parti tout entier après le congrès de Valence.

(...) Chers Camarades, je voudrais vous dire pour finir qu'il faut que vous gardiez précieux et présent en vous, autant que possible, aussi longtemps que possible, le sens de la joie et de la fête.

Ne gaspillons pas ce plaisir étonnant, cette émotion inconnue que nous avons ressentie le 10 mai — le 10 mai d'abord, et surtout — cette victoire enfin acquise, couronnant nos efforts de militants, enfin donnée à ces millions d'hommes et de femmes qui se sont battus pour elle, avec nous, retrouvant eux aussi, à leur tour, le droit d'être représentés enfin à la tête de ce pays, grâce à la démocratie.

Ne la gaspillons pas, ne soyons pas trop vite blasés, ne la laissons pas se dissoudre dans les difficultés du quotidien. Pensons notamment aux millions d'hommes et de femmes, dans le temps,

derrière nous, à ceux qui nous ont précédés, à ceux qui, dans l'espace, à côté de nous, combattent sans en connaître la joie, qui se sont battus pour cela et qui ne l'ont pas connue. Nous, nous avons eu, par le hasard de l'histoire, par le hasard de nos chronologies individuelles, cette chance extraordinaire de goûter à ces heures de victoire.

(...) Chacun à notre place, critiquons si c'est nécessaire, faisons passer les impatiences, disons ici « cela ne va pas » — et nous le faisons — mais soyons fiers de ce que nous avons fait et de ce que nous faisons. Sachons inscrire notre action dans la durée. Bien sûr, parfois il faut aller vite quand l'obstacle se présente, quand on veut vider de leur substance les propositions que nous faisons. Alors il faut un temps d'accélération, alors il faut frapper plus vite, alors il faut entraîner, mais il faut avoir aussi une perspective historique.

Ayons le sens du temps et de l'espace ; de l'espace car nous ne serons pas isolés, beaucoup de signes le montrent ; du temps que nous devons utiliser non pas avec l'impatience de ceux qui ont peur d'en manquer, mais au contraire avec la confiance de ceux qui s'apprentent à ouvrir une ère nouvelle.

Appel au peuple de France

(Valence, le 25 octobre 1981)

Le 10 mai, le peuple français a choisi une voie nouvelle, celle du changement démocratique pour la justice et le progrès social, pour la liberté et la grandeur de la France. L'union des forces populaires réalisée, les forces du travail et de la jeunesse enfin rassemblées à l'appel de François Mitterrand, le temps de l'espoir est venu.

Ce Congrès de Valence, de la victoire des socialistes et de toute la Gauche a exprimé clairement la volonté unanime des socialistes d'agir conformément au mandat qu'ils ont reçu du suffrage universel.

Ainsi que l'a dit le président de la République, les engagements qu'il a pris devant le pays constituent la charte de l'action gouvernementale. Elle a été validée par les élections législatives des 14 et 21 juin. Et elle sera appliquée.

En quatre mois, des réformes considérables ont été déjà réalisées : il a été fait plus qu'en des dizaines d'années :

- élargissement audacieux des libertés,
- décentralisation qui bouscule l'étouffant appareil napoléonien,
- premier train de mesures de justice sociale et de justice fiscale, en faveur des plus défavorisés, des plus exploités.

Et maintenant, avec les nationalisations qui marquent un élargissement notable du secteur public, condition d'un puissant développement de l'économie nationale et d'une pla-

nification efficace, condition d'une gestion économique au profit de la nation et non d'une minorité de privilégiés, nous atteignons à l'essentiel, au cœur même du système économique que nous voulons transformer.

Et c'est bien pourquoi se durcit la résistance des privilégiés et des politiciens de droite qui en sont solidaires. Contre ce combat d'arrière-garde, les socialistes travailleront à unir les forces profondes du peuple.

Le Congrès a rappelé que les socialistes ne voulaient pas d'affrontement inutile. Le changement, nous entendons le faire avec tous, avec tous ceux qui le veulent, avec le monde des travailleurs salariés d'abord et de la paysannerie, mais aussi avec ces chefs d'entreprise qui souhaitent produire et investir, qui ont été et sont encore freinés et parfois asphyxiés par les banques et les groupes monopolistes.

Le gouvernement a déjà fait beaucoup pour aider les petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agriculture et du tertiaire à gagner le pari de la relance économique et du reflux du chômage.

Mais cet effort nécessaire ne saurait s'accomplir aux dépens des aspirations du monde du travail, si longtemps bafouées : amélioration du pouvoir d'achat des petits et moyens salariés, du revenu réel des agriculteurs, réduction du temps de travail, élargissement des droits des travailleurs. Ceux qui ont rendu

possible le changement doivent en être les premiers bénéficiaires. En ce moment décisif, le Congrès de Valence en appelle à la mobilisation de tous les socialistes, au rassemblement populaire pour gagner la bataille décisive, la bataille pour l'emploi.

Partout, dans les régions, les localités, les entreprises, pied à pied, jour après jour, il nous faut travailler à créer des emplois, à protéger ceux qui existent, à stimuler la vie économique.

Cette bataille est aussi importante que celle qui a été livrée pour la conquête du pouvoir politique.

Celle-là aussi, avec les socialistes, le peuple français la gagnera.

La grande entreprise humaine où nous sommes engagés stimule l'espoir chez les peuples d'Europe et du monde entier. Elle est aussi une chance pour la paix.

La France prend la tête du mouvement pour une redistribution mondiale des richesses, condition de l'émancipation réelle de tous les peuples ; et parce que la paix, plus que jamais, est la condition de l'avenir de l'humanité, le Parti Socialiste va engager une campagne active pour un véritable désarmement, c'est-à-dire un désarmement mené simultanément des deux côtés.

Avec le peuple de France, nous changerons la vie et nous assurerons la paix !